ANNUAIRE QUÉBÉCOIS DES STATISTIQUES DU TRAVAIL
PORTRAIT HISTORIQUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
VOLUME 1, NUMÉRO 1, DEUXIÈME ÉDITION RÉVISÉE ET MISE À JOUR

Cet annuaire a pour objectif de présenter un portrait détaillé et actuel de l'état du marché du travail et des conditions de travail au Québec. La première édition de ce volume, publié en septembre 2004, portait sur une analyse historique de plus d'une trentaine d'indicateurs, couvrant, en général, la période 1976-2003. Cette deuxième édition a été produite suite à la révision historique effectuée par Statistique Canada concernant les données de l'Enquête sur la population active en janvier 2005. Plusieurs modifications ont été apportées aux estimations rétroactivement jusqu'en 1976 et la période couverte est maintenant 1976-2004. Ce numéro traite des principaux indicateurs du marché du travail; il est maintenant consultable à l'adresse suivante : http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/remunerationannuaire_travail.htm. Cette publication comprend quatre chapitres, soit le contenu de l'annuaire, le portrait de la population en âge de travailler, le portrait de l'emploi et le portrait du chômage. Voici quelques faits saillants du numéro 1, deuxième édition, de l'*Annuaire*.

La population en âge de travailler

- Une baisse substantielle de la présence des jeunes de 15 à 24 ans au sein de la population en âge de travailler (15 ans et plus) est observée. En 1976, ils représentaient 27,5 % de cette population; en 2004, cette proportion est de 15,6 %. Cette diminution s'explique en grande partie par le vieillissement de la génération du baby-boom (personnes nées entre 1946 et 1966).

- La population de 55 ans et plus s'accroît plus rapidement que les autres groupes d'âge durant la période analysée, ce qui fait augmenter sa proportion dans la population en âge de travailler. Ainsi, on compte près de 3 personnes sur 10 issues de ce groupe d'âge en 2004, alors qu'on en dénombrait 2 sur 10 en 1976.

- La population active féminine âgée de 25 ans et plus s'accroît de façon notable durant les années 1976-2004. La croissance est particulièrement forte dans les groupes de 25 à 44 ans (+ 459 000 ou + 106, 2 %) et de 45 à 54 ans (+ 327 100 ou + 239,3 %).

- Le taux d'activité suit une tendance à la hausse en raison de la participation accrue des femmes au marché du travail. Il atteint d'ailleurs un sommet historique en 2003 avec 66,0 %, soit 7,2 points de pourcentage de plus qu'en 1976 (58,8 %).

- Le niveau d'études de la population active s'accroît de façon notable. En 2004, les deux tiers de la population en emploi ou en recherche d'emploi possèdent au moins des études postsecondaires partielles ou complètes; il y en avait un peu moins de la moitié en 1990.

- La proportion des 55 ans et plus dans la population inactive a augmenté nettement de 1976 (34,6 %) à 2004 (62,8 %).

L'emploi

- En 2004, les femmes occupent presque un emploi sur deux (46,8 %) sur le marché du travail québécois, comparativement à 35,4 % en 1976.

- Le taux de présence de l'emploi à temps partiel a doublé entre 1976 (9,0 %) et 2004 (18,2 %). Toutefois, il est relativement stable depuis 1992. Les femmes en occupent plus que les deux tiers tout au long de la période étudiée. Elles réalisent des gains sur le plan de l'emploi à temps plein, occupant un peu plus de 4 emplois sur 10 en 2004 contre 32,1 % en 1976.

- La proportion de jeunes (15-24 ans) occupant des emplois à temps plein a chuté fortement durant la période; elle est passée de 85,4 % à 54,9 %. Ce changement s'explique principalement par le prolongement de la formation scolaire.

- La croissance de l'emploi autonome a été plus forte que celle des employés, particulièrement entre 1976 et 1999 où ce type d'emploi a doublé. Cela est particulièrement le cas des travailleurs indépendants sans aide rémunérée. En 2004, presque deux travailleurs autonomes sur trois se trouvent dans cette catégorie.

- L'emploi dans le secteur public s'est progressivement féminisé durant la période étudiée. En 2004, les femmes y sont prédominantes puisqu'elles occupent environ 6 emplois sur 10. Cette proportion est de 45,1 % dans le secteur privé.

- Le taux d'emploi a augmenté nettement entre 1976 (53,7 %) et 2004 (60,3 %). En raison de l'accroissement de l'activité des femmes sur le marché du travail, l'écart entre les taux d'emploi féminin et masculin a fortement rétréci, passant de 33,1 points de pourcentage en 1976 à 9,8 points en 2004.

- En 1976, on comptait au Québec 6,1 personnes en emploi pour une personne inactive de 65 ans et plus. En 2004, ce ratio est de 4,2. Il est relativement stable depuis le milieu des années 1990.

- La proportion de personnes cumulant des emplois par rapport à l'emploi total s'accroît entre 1987 (2,7 %) et 2004 (3,7 %). Cette croissance est principalement le fait des femmes.

Le chômage

- Peu importe l'année, les hommes constituent la majorité des personnes en chômage (entre 55 % et 60 %).

- En 1976, environ un chômeur sur deux était dans le groupe d'âge des 15-24 ans. Cette proportion diminue à moins du quart en 1992 et elle est relativement stable depuis.

- Le taux de chômage est toujours plus élevé chez les 15-24 ans que chez les travailleurs plus âgés. Au cours de la période étudiée, il varie de 13,0 % à 22,6 % chez les plus jeunes, tandis que celui des autres groupes d'âge fluctue entre 5,0 % et 12,6 %.

- De 1990 à 2004, le taux de chômage est toujours plus élevé chez les personnes faiblement éduquées, soit celles qui ont une formation inférieure au diplôme d'études secondaires, alors que les détenteurs d'un diplôme universitaire connaissent toujours le taux de chômage le plus bas.

- La durée moyenne du chômage est en baisse continue depuis le milieu des années 1990. En 2004, elle est de 17,7 semaines; il faut remonter à 1980 pour observer une durée plus courte (16,9 semaines).

- En 1994, à la suite de la récession du début des années 1990, plus de une personne en chômage sur cinq l'est depuis au moins un an; c'est la proportion la plus forte de chômeurs de longue durée de toute la période étudiée.

www.stat.gouv.qc.ca

Institut de la statistique du Québec

TRAVAIL ET
RÉMUNÉRATION

Annuaire québécois des statistiques du travail

Portrait historique des principaux indicateurs du marché du travail

Deuxième édition
révisée et mise à jour

Volume 1, numéro 1

Québec

106-00657/

www.stat.gouv.qc.ca

Institut de la statistique du Québec

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Annuaire québécois des statistiques du travail

Portrait historique des principaux indicateurs du marché du travail

Deuxième édition
révisée et mise à jour

Volume 1, numéro 1

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
3e trimestre 2005
ISSN 1712-3267 (version imprimée)
ISSN 1715-6343 (en ligne)

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de l'Institut de la statistique du Québec.

Septembre 2005

Avant-propos

L'*Annuaire québécois des statistiques du travail* est une nouvelle publication de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Il constitue un complément important aux travaux de l'Institut propres au domaine de la statistique du travail. En effet, plusieurs publications de l'ISQ ont traité de différents aspects du travail mais aucune ne s'est consacrée à l'analyse et au suivi systématiques annuels des principaux indicateurs reliés à la fois au marché du travail et aux conditions de travail.

La présente publication répond à l'article 2 de sa loi constitutive qui stipule que « l'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes ». Le domaine du travail est, il va sans dire, un aspect fort important de toute société. L'Annuaire répond donc aux besoins de ceux qui veulent disposer d'une lecture à jour de l'état et de l'évolution du marché du travail québécois et des conditions de travail.

La réalisation de cet annuaire est inspirée des travaux du Bureau international du travail (BIT) qui publie, annuellement, l'*Annuaire des statistiques du travail*. D'ailleurs, soulignons que, sur les huit thèmes traités dans l'*Annuaire québécois des statistiques du travail*, sept figurent dans l'annuaire du BIT.

L'*Annuaire québécois des statistiques du travail* s'adresse à l'ensemble des acteurs du marché du travail. Les travailleurs et les travailleuses, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux et ceux de la recherche y trouveront, deux fois l'an, de l'information détaillée et pertinente sur la statistique du travail au Québec.

L'Institut de la statistique du Québec tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué aux diverses étapes de cette publication, notamment Statistique Canada, les répondants et les répondantes à l'Enquête sur la population active ainsi que les membres de son personnel.

Le directeur général,

Yvon Fortin

Toutes les publications de l'Institut de la statistique du Québec sont réalisées dans l'esprit des valeurs de gestion de l'organisme, dont la première énonce que « l'objectivité, la neutralité politique, l'impartialité, l'intégrité et le respect de la confidentialité des renseignements détenus constituent des valeurs fondamentales ».

Ce rapport a été initialement réalisé par :	Luc Cloutier et Anne-Marie Fadel
La mise à jour a été effectuée par :	Corinne Desfossés, Sandra Gagnon et Marie-France Martin
La coordination a été assurée par :	Anne-Marie Fadel
Sous la direction de :	Christiane Lamarre, directrice
Ont apporté leur précieuse collaboration :	Pascal Michel et Marie-France Despars pour les traitements statistique et informatique des données
	Ghislaine Leclaire pour le travail de mise en page du texte, des figures et des tableaux

L'Institut remercie Statistique Canada pour la qualité et la disponibilité du fichier de microdonnées de l'EPA qui a rendu possible cette publication.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :

Direction du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : (514) 876-4384
Télécopieur : (514) 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signe conventionnel

Ce rapport utilise le symbole suivant :

... N'ayant pas lieu de figurer.

Avertissement :

À moins d'une mention particulière, les mots *employé, chômeur*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Table des matières

Introduction 13

CHAPITRE 1
CONTENU DE L'ANNUAIRE 15

1.1 Pertinence et utilité d'un Annuaire québécois des statistiques du travail 16
1.2 Structure de l'Annuaire 17
1.3 Présentation des thèmes et définitions des indicateurs retenus – numéro 1 19

CHAPITRE 2
PORTRAIT DE LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER AU QUÉBEC, 1976-2004 23

2.1 Population en âge de travailler 24
2.2 Population active 28
2.3 Taux d'activité 33
2.4 Population inactive 38
2.5 Synthèse du chapitre 41

CHAPITRE 3
PORTRAIT DE L'EMPLOI AU QUÉBEC, 1976-2004 43

3.1 Emploi 44
3.1.1 Emploi total 44
3.1.2 Emploi à temps plein et à temps partiel 47
3.1.3 Employés et travailleurs autonomes 53
3.1.4 Emploi dans le secteur public et le secteur privé 57
3.1.5 Emploi dans les industries des biens et des services 61
3.2 Taux d'emploi 65
3.3 Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » 69
3.4 Cumul d'emplois 72
3.5 Synthèse du chapitre 75

CHAPITRE 4
PORTRAIT DU CHÔMAGE AU QUÉBEC, 1976-2004 77

4.1 Chômeurs 78
4.2 Taux de chômage 84
4.3 Durée du chômage 87
4.4 Chômage de longue durée 91
4.5 Synthèse du chapitre 94

Glossaire 121

Liste des tableaux

CHAPITRE 1

1.1 Structure de l'Annuaire québécois des statistiques du travail 17

CHAPITRE 2

2.1 Répartition de la population en âge de travailler selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004 27
2.2 Répartition de la population active selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004 30
2.3 Taux d'activité selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004 36
2.4 Répartition de la population inactive selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004 40

CHAPITRE 3

3.1 Variation de l'emploi total et contribution selon le sexe pour certaines périodes, Québec, 1976-2004 46
3.2a Variation de l'emploi total et contribution de l'emploi à temps plein et de l'emploi à temps partiel pour certaines périodes, Québec, 1976-2004 50
3.2b Contribution des hommes et des femmes à la variation de l'emploi à temps plein et de l'emploi à temps partiel pour certaines périodes, Québec, 1976-2004 50
3.3 Variation du nombre d'employés et de travailleurs autonomes pour certaines périodes, Québec, 1976-2004 54
3.4 Variation du nombre d'employés selon le secteur d'appartenance pour certaines périodes, Québec, 1976-2004 59
3.5 Variation de l'emploi total selon les industries des services et les industries des biens pour certaines périodes, Québec, 1976-2004 63
3.6 Taux d'emploi selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004 67
3.7 Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » selon le groupe d'âge et le sexe, années choisies, Québec, 1976-2004 70
3.8 Cumul d'emplois selon le sexe et répartition selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1987-2004 73
3.9 Répartition des personnes qui cumulent plus d'un emploi selon les heures habituelles consacrées à tous leurs emplois, Québec, 1987-2004 74

CHAPITRE 4

4.1 Activité antérieure des personnes en chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004 81
4.2 Proportion de personnes en chômage à la recherche d'un emploi à temps plein selon le sexe, Québec, 1976-2004 82

Liste des figures

CHAPITRE 1

1.1 Principaux indicateurs du marché du travail 18

CHAPITRE 2

2.1 Population en âge de travailler, Québec, 1976-2004 24
2.2 Répartition de la population en âge de travailler selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 25
2.3 Population active, Québec, 1976-2004 28
2.4 Répartition de la population active selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 29
2.5 Population active selon le niveau d'études, Québec, 1990-2004 31
2.6 Taux d'activité, Québec, 1976-2004 33
2.7 Taux d'activité selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 34
2.8 Taux d'activité des 55 ans et plus, selon différents sous-groupes d'âge, Québec, 1976-2004 37
2.9 Population inactive, Québec, 1976-2004 38
2.10 Répartition de la population inactive selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 39

CHAPITRE 3

3.1 Emploi total, Québec, 1976-2004 44
3.2 Emploi selon le sexe, Québec, 1976-2004 45
3.3 Emploi selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 47
3.4 Emploi à temps plein et à temps partiel, Québec, 1976-2004 48
3.5 Proportion d'emplois à temps partiel dans l'emploi total, Québec, 1976-2004 49
3.6 Proportion de femmes dans l'emploi à temps plein et proportion de femmes dans l'emploi à temps partiel, Québec, 1976-2004 49
3.7 Répartition de l'emploi à temps partiel selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 52
3.8 Proportion d'emplois à temps plein dans l'emploi total pour différents groupes d'âge, Québec, 1976-2004 52
3.9 Indice de croissance des employés et des travailleurs autonomes, Québec, 1976-2004 (1976 = 100) 54
3.10 Proportion d'emplois autonomes dans l'ensemble de l'emploi, Québec, 1976-2004 55
3.11 Emplois autonomes avec aide rémunérée et emplois autonomes sans aide rémunérée, Québec, 1976-2004 56
3.12 Emplois autonomes selon le sexe, Québec, 1976-2004 56
3.13 Indice de croissance de l'emploi dans le secteur public et dans le secteur privé, Québec, 1976-2004 (1976 = 100) 57
3.14 Proportion d'emplois du secteur public dans l'ensemble de l'emploi, Québec, 1976-2004 58
3.15 Emploi dans le secteur public selon le sexe, Québec, 1976-2004 60
3.16 Proportion de femmes dans l'emploi du secteur public et dans l'emploi du secteur privé, Québec, 1976-2004 61
3.17 Indice de croissance de l'emploi dans les industries des services et dans les industries des biens, Québec, 1976-2004 (1976 = 100) 62
3.18 Proportion d'emplois des industries des services dans l'emploi total, Québec, 1976-2004 62
3.19 Emploi dans les industries des services selon le sexe, Québec, 1976-2004 64
3.20 Proportion de femmes en emploi dans les industries des services et dans les industries des biens, Québec, 1976-2004 64
3.21 Taux d'emploi selon le sexe, Québec, 1976-2004 65
3.22 Taux d'emploi selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 66
3.23 Taux d'emploi des 55 ans et plus, selon différents sous-groupes d'âge, Québec, 1976-2004 68
3.24 Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus », Québec, Ontario et Colombie-Britannique, 1976-2004 69

CHAPITRE 4

4.1 Nombre de personnes en chômage, Québec, 1976-2004 78
4.2 Nombre de personnes en chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004 78
4.3 Répartition des personnes en chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 79
4.4 Répartition des personnes en chômage selon le niveau d'études, Québec, 1990-2004 80
4.5 Taux de chômage au Québec et en Ontario, 1976-2004 84
4.6 Taux de chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004 85
4.7 Taux de chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 85
4.8 Taux de chômage selon le niveau d'études, Québec, 1990-2004 86
4.9 Durée moyenne du chômage, Québec, 1976-2004 87
4.10 Durée moyenne du chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004 88
4.11 Nombre de personnes en chômage selon la strate de durée, Québec, 1976-2004 88
4.12 Proportion de personnes en chômage depuis 27 semaines et plus selon le sexe, Québec, 1976-2004 89
4.13 Proportion de personnes en chômage de longue durée, Québec, 1976-2004 91
4.14 Proportion de personnes en chômage de longue durée selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 92
4.15 Répartition des personnes en chômage de longue durée selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004 92

Liste des annexes

ANNEXE 1

1.1 Population en âge de travailler selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004
1.2 Population en âge de travailler selon le groupe d'âge, femmes, Québec, 1976-2004
1.3 Population en âge de travailler selon le groupe d'âge, hommes, Québec, 1976-2004

ANNEXE 2

2.1 Population active selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004
2.2 Population active selon le groupe d'âge, femmes, Québec, 1976-2004
2.3 Population active selon le groupe d'âge, hommes, Québec, 1976-2004

ANNEXE 3

3.1 Population inactive selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004
3.2 Population inactive selon le groupe d'âge, femmes, Québec, 1976-2004
3.3 Population inactive selon le groupe d'âge, hommes, Québec, 1976-2004

ANNEXE 4

4.1 Emploi à temps plein et à temps partiel, Québec, 1976-2004
4.2 Emploi à temps plein et à temps partiel, femmes, Québec, 1976-2004
4.3 Emploi à temps plein et à temps partiel, hommes, Québec, 1976-2004
4.4 Emploi à temps plein et à temps partiel selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

ANNEXE 5

5.1 Emploi selon le lien d'emploi, le secteur d'appartenance et l'industrie, Québec, 1976-2004
5.2 Emploi selon le lien d'emploi, le secteur d'appartenance et l'industrie, femmes, Québec, 1976-2004
5.3 Emploi selon le lien d'emploi, le secteur d'appartenance et l'industrie, hommes, Québec, 1976-2004

ANNEXE 6

6.1 Nombre de personnes en chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004
6.2 Taux de chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004
6.3 Taux d'activité selon le sexe, Québec, 1976-2004
6.4 Taux d'emploi selon le sexe, Québec, 1976-2004
6.5 Nombre de personnes en chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004
6.6 Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

Introduction

L'*Annuaire québécois des statistiques du travail* a pour objectif de présenter un portrait détaillé de l'état du marché du travail ainsi que des conditions et de la dynamique du travail au Québec, à raison de deux numéros par année. Ce premier volume porte sur une analyse historique de ces éléments. Les volumes suivants seront consacrés à la mise à jour annuelle des indicateurs et ils présenteront, à l'occasion, de nouveaux éléments d'analyse.

Tandis que le deuxième numéro de ce premier volume sera consacré aux conditions et à la dynamique du travail, le présent document aborde les éléments relatifs au marché du travail. Une première édition avait été diffusée en septembre 2004. L'Institut a décidé de produire cette deuxième édition à la suite de la révision historique effectuée par Statistique Canada concernant les données de l'Enquête sur la population active en janvier 2005. Plusieurs modifications ont été apportées aux estimations rétroactivement jusqu'en 1976.

Le changement le plus significatif, pour ce qui est de l'impact, porte sur le rajustement des estimations en fonction des chiffres de la population du dernier recensement, soit celui de 2001. Jusqu'en décembre 2004, ces estimations reposaient sur le recensement de 1996. Ainsi, les estimations démographiques ont été révisées à la baisse et l'ampleur des corrections s'accroît au fil de la période (janvier 1976 à décembre 2004). Les écarts sont minimes entre 1976 et 1991 et plus importants à partir de 1992. Ce recul dans les estimations démographiques a pour conséquence de faire diminuer les niveaux de l'activité sur le marché du travail, de l'emploi et du chômage.

La révision des données démographiques n'affecte pas de la même manière les divers groupes d'âge et de sexe. Les nouvelles estimations montrent un nombre de jeunes supérieur, alors que celui des personnes de 25 ans et plus est à la baisse. Cela se répercute tant sur l'emploi que sur le chômage de ces deux groupes. Lorsque le sexe est considéré, les écarts sont plus grands dans le cas des jeunes hommes que dans celui des jeunes femmes.

Dans le cadre d'une analyse historique des données comme celle présentée dans cet annuaire, il est important de voir l'impact des révisions sur les tendances générales du marché du travail. Même si, dans l'ensemble, les nouvelles estimations de l'emploi sont inférieures aux anciennes à cause des estimations démographiques plus basses, les tendances des séries sont quasi inchangées. Par exemple, les répercussions des récessions sont toujours observables et leur ampleur reste du même ordre.

Les autres changements apportés par Statistique Canada touchent la mise à jour du régime de classification des industries (SCIAN 2002), l'introduction de la Classification nationale des professions pour statistiques 2001 (CNP-S 2001) et la mise en place de la nouvelle Classification géographique type (CGT) de 2001. Ces modifications ont peu d'impact sur les données présentées dans ce rapport.

L'Institut profite également de la diffusion de cette édition révisée du premier numéro de l'Annuaire pour mettre à jour la série historique des données. L'année 2004, maintenant disponible, a été ajoutée. Ainsi, la plupart des analyses présentées portent sur la période 1976 à 2004 alors que dans l'édition précédente la période se terminait en 2003.

Le présent rapport comprend quatre chapitres. Le premier traite du contenu de l'*Annuaire*. On y expose la pertinence et l'utilité d'un annuaire statistique sur le travail ainsi que la structure de l'*Annuaire québécois des statistiques du travail*. La présentation des thèmes et la définition des indicateurs retenus dans le numéro 1 complètent le premier chapitre. Les chapitres suivants portent sur l'analyse des données, couvrant en général la période 1976 à 2004. Le chapitre 2 dresse le portrait de la population en âge de travailler au Québec. Il est question, entre autres, de la population active et inactive et du taux d'activité. Le chapitre 3 présente l'évolution de l'emploi au Québec selon différentes dimensions telles que le régime de travail (temps plein, temps partiel), le lien d'emploi (employés, travailleurs autonomes) et le secteur d'appartenance (public, privé). Le chapitre 4 porte sur la situation du chômage au Québec. On y fait état, notamment, du taux de chômage et de la durée du chômage. Une synthèse des constats les plus importants est présentée à la fin de chaque chapitre. Enfin, on retrouve en annexe les principaux résultats statistiques utilisés dans ce rapport.

Chapitre 1

Contenu de l'Annuaire

1.1 Pertinence et utilité d'un Annuaire québécois des statistiques du travail

En introduisant un Annuaire des statistiques du travail dans sa production régulière, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) vise à fournir un état relativement détaillé et actuel du marché du travail québécois dans une même publication. Une telle publication, inédite dans les travaux de l'Institut, permet une lecture plus complète de la situation du marché du travail puisqu'elle comporte une série d'indicateurs (plus d'une trentaine) qui touchent huit thématiques du marché du travail.

La réalisation de cet annuaire s'inscrit dans l'esprit de l'article 2 de la Loi sur l'ISQ. Cet article stipule que « L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes[1] ». Il va sans dire que le domaine du travail est un aspect fort important de la société.

L'Annuaire québécois des statistiques du travail permettra de suivre l'évolution, tant de la conjoncture du marché du travail que des conditions de travail des personnes en emploi ainsi que celle de la dynamique du travail. En effet, l'Annuaire étant publié chaque année, les utilisateurs bénéficieront d'un meilleur suivi des transformations ayant cours dans le monde du travail.

Enfin, l'Annuaire des statistiques du travail de l'Institut comporte des similitudes avec celui du Bureau international du travail (BIT). En effet, parmi les huit thèmes retenus dans l'Annuaire québécois des statistiques du travail, sept figurent dans l'Annuaire des statistiques du travail du BIT. Certains indicateurs du marché du travail sont d'ailleurs communs aux deux annuaires. À l'échelle internationale, la principale source de données sur les statistiques du travail est souvent une enquête portant sur la population active, ce qui est également le cas dans la présente publication. La principale source de données utilisée dans ce rapport est l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

1.2 Structure de l'Annuaire

Le tableau 1.1 présente la structure actuelle de l'Annuaire québécois des statistiques du travail. Cet Annuaire est composé de 8 thèmes comprenant 32 indicateurs. Les trois premiers thèmes portent sur les principaux indicateurs du marché du travail (voir figure 1.1), alors que les thèmes 4 à 8 abordent plus spécifiquement les conditions et la dynamique du travail. D'autres thèmes ou indicateurs pourraient se rajouter ultérieurement.

Le premier thème a trait à la population en âge de travailler, soit celle de 15 ans et plus. Dans ce thème, les indicateurs couvrent la population active et la population inactive. Le deuxième thème traite spécifiquement de l'emploi selon diverses caractéristiques. Le troisième est consacré au phénomène du chômage, c'est-à-dire des personnes qui sont activement à la recherche d'un emploi. Le quatrième thème est consacré à l'étude de la rémunération alors que le cinquième s'attarde à la durée du travail. La rémunération est analysée selon trois niveaux (horaire, hebdomadaire et annuelle), tandis que la durée du travail porte sur le temps habituellement et réellement travaillé. Le sixième thème traite des mouvements de main-d'œuvre. Il est question ici des mouvements d'entrée et de sortie du marché du travail qu'ils soient volontaires ou involontaires. Le septième thème porte sur les conflits de travail et leur impact pour ce qui est des travailleurs touchés et du temps non travaillé. Enfin, le dernier thème concerne la santé et la sécurité du travail. Il s'agit d'indicateurs clés sur les lésions professionnelles, le programme « Pour une maternité sans danger » et la prévention-inspection.

Tableau 1.1
Structure de l'Annuaire québécois des statistiques du travail

Principaux indicateurs du marché du travail – No 1

Thème 1 — Population en âge de travailler[1]
- Population en âge de travailler
- Population active
- Taux d'activité
- Population inactive

Thème 2 — Emploi
- Emploi
- Taux d'emploi
- Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus »
- Cumul d'emplois

Thème 3 — Chômage
- Chômeurs
- Taux de chômage
- Durée du chômage
- Chômage de longue durée

Principaux indicateurs des conditions et dynamique du travail – No 2

Thème 4 — Rémunération
- Rémunération horaire
- Rémunération hebdomadaire
- Rémunération annuelle
- Rémunération au taux du salaire minimum

Thème 5 — Durée du travail
- Heures hebdomadaires habituelles
- Horaire de travail habituel (court/normal/long)
- Durée du travail réelle

Thème 6 — Mouvements de main-d'œuvre
- Cessations d'emplois
- Durée de l'emploi
- Statut de l'emploi
- Indice de remplacement de la main-d'œuvre
- Âge moyen de la prise de la retraite

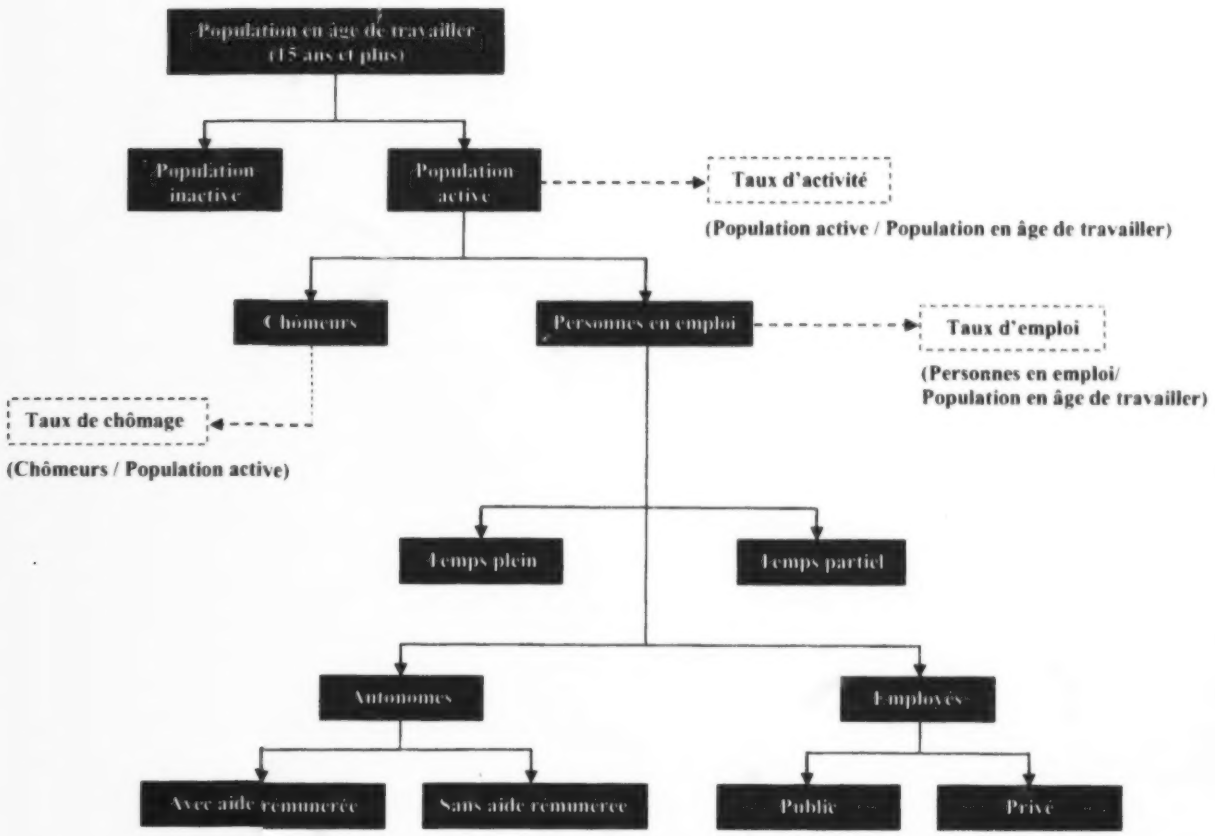
Thème 7 — Arrêts de travail
- Conflits de travail
- Travailleurs touchés
- Jours-personnes non travaillés
- Ratio du temps non travaillé

Thème 8 — Santé et sécurité du travail
- Dossiers de lésion professionnelle ouverts et acceptés
- Taux de lésion professionnelle
- Dossiers de décès inscrits et acceptés
- Dossiers du programme « Pour une maternité sans danger »
- Dossiers d'intervention en prévention-inspection et dossiers de promotion

1. Selon Statistique Canada, la population en âge de travailler exclut les personnes qui vivent dans les réserves indiennes, les membres à temps plein des Forces armées et les pensionnaires d'établissements.

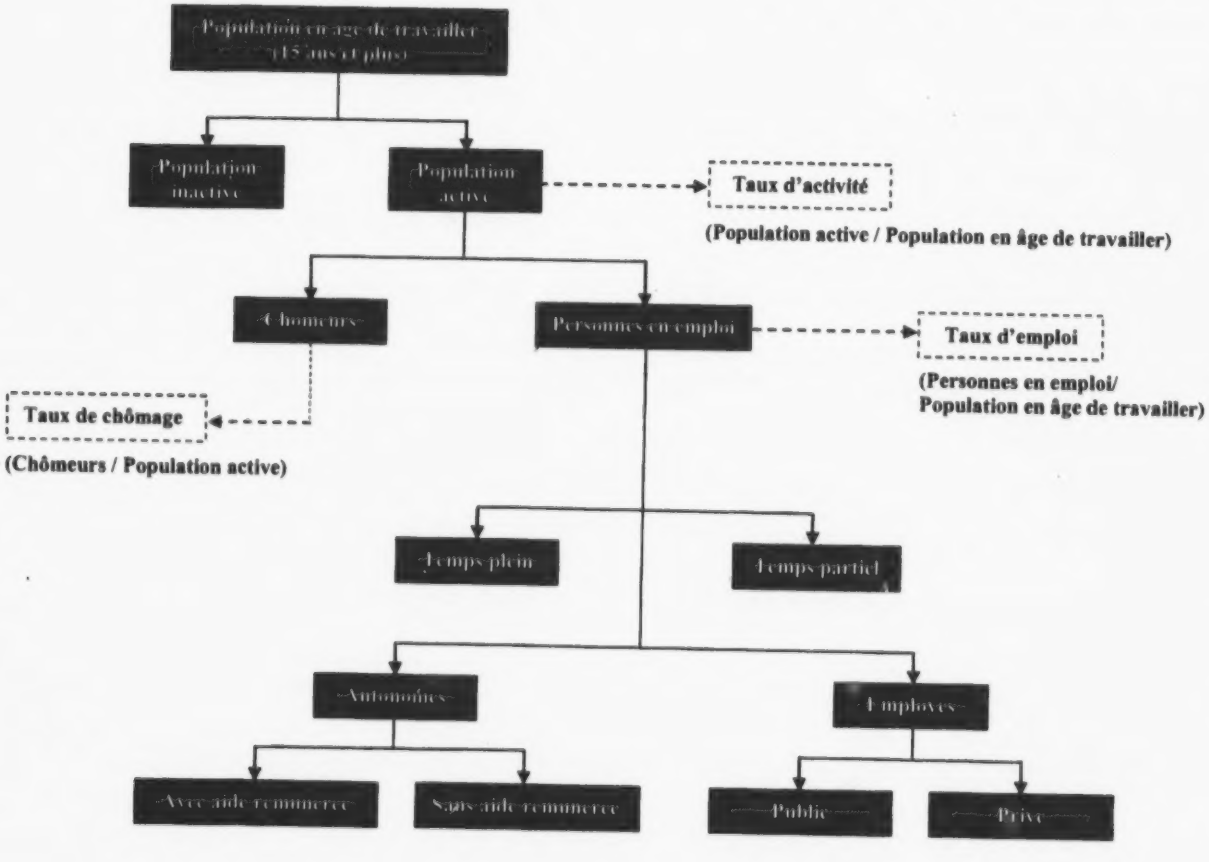
L'Annuaire québécois des statistiques du travail est composé de deux numéros par année. Le premier regroupe les thèmes 1 à 3 et le deuxième, les thèmes 4 à 8. Le premier volume porte sur la présentation de l'Annuaire québécois des statistiques du travail (thèmes et indicateurs retenus) de même que sur une analyse historique du marché du travail, des conditions et de la dynamique du travail. La période couverte porte généralement sur les années 1976 à 2004 dans le premier numéro. Dans le second, la période couverte varie selon la disponibilité des données pour les divers indicateurs. Les volumes suivants seront consacrés à la mise à jour annuelle des indicateurs tout en faisant ressortir, lorsqu'il y a lieu, les tendances à moyen et long termes qui se dégagent.

Figure 1.1
Principaux indicateurs du marché du travail



L'Annuaire québécois des statistiques du travail est composé de deux numéros par année. Le premier regroupe les thèmes 1 à 3 et le deuxième, les thèmes 4 à 8. Le premier volume porte sur la présentation de l'Annuaire québécois des statistiques du travail (thèmes et indicateurs retenus) de même que sur une analyse historique du marché du travail, des conditions et de la dynamique du travail. La période couverte porte généralement sur les années 1976 à 2004 dans le premier numéro. Dans le second, la période couverte varie selon la disponibilité des données pour les divers indicateurs. Les volumes suivants seront consacrés à la mise à jour annuelle des indicateurs tout en faisant ressortir, lorsqu'il y a lieu, les tendances à moyen et long termes qui se dégagent.

Figure 1.1
Principaux indicateurs du marché du travail



1.3 Présentation des thèmes et définitions des indicateurs retenus – numéro 1

La population en âge de travailler

Ce premier thème de l'Annuaire présente un portrait de la population en rapport avec le marché du travail. Comme la population subit des transformations continues (natalité, mouvements migratoires, vieillissement, etc.), il est tout à fait normal que ces changements affectent à court, moyen et long termes la situation du marché du travail dans son ensemble. Pour ce thème, les indicateurs suivants sont utilisés : population en âge de travailler, population active, taux d'activité et population inactive.

Population en âge de travailler

Comme indicateur, la population en âge de travailler (soit la population civile hors institution et hors réserve de 15 ans et plus) renseigne, entre autres, sur le potentiel actuel et futur de la main d'œuvre, compte tenu des mouvements d'entrée et de sortie sur le marché du travail. Ainsi, les questions d'actualité portant, par exemple, sur le vieillissement de la main-d'œuvre, les départs à la retraite, l'entrée des futures générations sur le marché du travail et les risques de pénurie de main-d'œuvre sont toutes reliées, de près ou de loin, à l'évolution de la population en âge de travailler[2]. La population en âge de travailler se divise en deux groupes, soit la population active et la population inactive (voir figure 1.1).

Population active

Indicateur clé de l'Annuaire, la population active représente le baromètre général de l'état du marché du travail. Il donne le nombre de personnes dans la population en âge de travailler qui est en emploi ou en recherche active d'emploi (chômeurs). La population active comprend donc les personnes en chômage qui désirent activement obtenir un emploi.

Taux d'activité

Cet indicateur mesure la proportion de la population en âge de travailler qui est active. Lorsque ce taux est à la hausse, cela signifie qu'il y a proportionnellement plus de personnes en âge de travailler qui sont actives sur le marché du travail. À l'opposé, un taux à la baisse indique qu'il y a une diminution proportionnelle de la population active avec, comme corollaire possible, une hausse proportionnelle de la population inactive.

Population inactive

La population inactive représente la population en âge de travailler qui n'est ni en emploi ni en recherche active d'emploi. Il convient de noter que cette catégorie de population n'est pas homogène puisque différents motifs expliquent le fait d'être inactif. Ceux-ci sont souvent en lien avec l'âge (études, retraite), avec l'état de santé (invalidité temporaire ou permanente, incapacité physique ou mentale), avec les obligations familiales (soins aux enfants en bas âge) et avec l'état d'employabilité (expérience sur le marché du travail). Exprimé en pourcentage, on parle du taux d'inactivité. Celui-ci mesure la proportion de la population en âge de travailler qui est inactive. Comme les raisons explicatives du fait d'être inactif peuvent être de nature volontaire ou involontaire, une hausse de l'inactivité n'est pas nécessairement une bonne ou une mauvaise nouvelle; on peut citer comme exemple, le cas

2. Pour les fins de cette publication, nous utilisons l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada comme source de données pour l'estimation de la population en âge de travailler. En utilisant cette source de données, nous pouvons adéquatement déterminer les grandes composantes du marché du travail en lien avec la population, soit la population active et inactive, le taux de chômage, le taux d'activité et le taux d'emploi.

des personnes en emploi qui quittent le marché du travail pour poursuivre des études afin d'améliorer leur compétence et leur situation socio-économique. Il demeure toutefois qu'une certaine fraction de la population en âge de travailler et disponible pour le faire n'arrive pas à intégrer le marché du travail ou s'en retire en cessant de chercher de l'emploi.

L'emploi

Ce deuxième thème de l'Annuaire porte sur la population active dite « productive ». Il s'agit ici des individus en emploi peu importe leurs caractéristiques. L'importance de cette sous-population de la population active varie selon la disponibilité de la main-d'œuvre, sa qualification et selon les capacités ou les besoins de production de biens et de services publics et privés. Le thème de l'emploi regroupe les quatre indicateurs suivants : emploi, taux d'emploi, ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » et cumul d'emplois.

Emploi

Cet indicateur fait référence aux personnes en âge de travailler qui sont occupées à titre d'employé ou de travailleur autonome. Pour être considérées en emploi, ces personnes doivent recevoir une rétribution sous une forme ou une autre en contrepartie de l'exécution d'un travail. Dans le cas d'un employé, cette rétribution équivaut à la rémunération, alors que dans le cas d'un travailleur autonome[3], on parle plutôt d'un bénéfice. L'emploi se caractérise également par le régime de travail auquel il se rattache, soit le travail à temps partiel ou à temps plein, qu'il soit effectué sur une partie ou sur l'ensemble de l'année. Les analyses reliées à l'évolution de l'emploi salarié et indépendant de même que de l'emploi à temps plein et à temps partiel permettent de mieux comprendre les changements conjoncturels et structurels du marché du travail. On peut également en dégager les impacts sur les conditions socio-économiques des travailleurs.

Taux d'emploi

D'un point de vue macroéconomique, l'emploi peut être étudié selon son importance relative dans la population; il s'agit donc ici du taux d'emploi. Le taux d'emploi est un indicateur de premier plan de l'état de l'économie en général. Il représente la proportion de la population en âge de travailler qui est effectivement en emploi. Lorsque cet indicateur est à la hausse, cela signifie qu'il y a proportionnellement plus d'individus en âge de travailler qui ont un emploi. Dans sa mesure globale, le taux d'emploi n'établit pas de limite supérieure d'âge. Toutefois, on peut convenir qu'une partie de la population de 15 ans et plus ne travaille plus en raison de l'âge, par exemple celle de 65 ans et plus à la retraite. Avec le phénomène du vieillissement de la population, cette réalité devrait prendre plus d'importance, faisant en sorte d'affecter à la baisse le taux d'emploi. Afin de bien comprendre les changements structurels et conjoncturels qui surviennent sur le plan de l'emploi, il importe donc de distinguer les différents groupes d'âge dans l'analyse. À cet égard, le taux d'emploi est souvent exprimé en fonction de diverses populations segmentées selon la tranche d'âge (15 ans et plus; 15-64 ans; 15-24 ans...).

Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus »

Le phénomène de la prise de la retraite est, semble-t-il, appelé à augmenter en raison de l'augmentation naturelle du poids démographique des populations plus âgées (45-54 ans et 55 ans et plus). Cette situation, conjuguée à l'insuffisance en termes de population des nouvelles générations entrantes sur le marché du travail, ne sera pas sans impact à moyen et long termes sur les personnes en emploi. Ces dernières seront potentiellement moins nombreuses numériquement et/ou proportionnellement par rapport à l'ensemble de la population en âge de

3. Comprend le travail familial non rémunéré.

travailler. Dans le but d'illustrer les incidences particulières de ce phénomène sociodémographique sur le marché du travail, un indicateur établissant un rapport entre l'emploi et la population inactive de 65 ans et plus est retenu. Le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » indique combien il y a de personnes en emploi par rapport au nombre total de personnes inactives de 65 ans et plus, donc ni en emploi ni en recherche active d'emploi[4]. Un ratio de 3 signifierait qu'il y a 3 personnes en emploi pour une personne inactive de 65 ans et plus. Un ratio inférieur à 1 évoquerait qu'il y a plus de personnes inactives de 65 ans et plus que de personnes en emploi. L'intérêt d'un tel indicateur est de pouvoir suivre l'importance de la population âgée inactive en rapport avec l'évolution de l'emploi en général, plus particulièrement en fonction de certains groupes d'âge.

Cumul d'emplois

Le cumul d'emplois mesure le nombre de personnes qui ont plus d'un emploi. Souvent associé à la difficulté d'avoir un emploi à temps plein, le cumul d'emplois serait vu comme un moyen d'assurer un certain niveau de rémunération. Le cumul d'emplois peut également être un choix du travailleur en vue de combiner divers intérêts professionnels ou encore de maintenir ses compétences dans un contexte de resserrement du marché du travail.

Le chômage

Ce troisième thème de l'Annuaire est la contrepartie de l'emploi par rapport à l'ensemble de la population active. Le chômage varie évidemment en fonction de l'état conjoncturel et structurel de l'économie, mais aussi en fonction de l'état « d'employabilité » de la main-d'œuvre en recherche active d'emploi. Les questions d'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre sont souvent étudiées sous l'angle du chômage afin de faire ressortir diverses problématiques, entre autres celle des besoins non comblés en matière de main-d'œuvre qualifiée et celle de l'insertion sur le marché du travail de certains groupes particuliers de la population (jeunes, femmes avec enfant(s) en bas âge, main-d'œuvre peu scolarisée, main-d'œuvre plus âgée, etc.). Quatre indicateurs composent ce thème : chômeurs, taux de chômage, durée du chômage et chômage de longue durée.

Chômeurs

Cet indicateur donne le nombre de personnes en chômage, c'est-à-dire qui sont sans emploi mais qui cherchent activement un emploi, donc disponibles pour travailler. L'estimation du nombre de personnes en chômage ne dépend pas du fait de recevoir ou non des prestations publiques (assurance-emploi, assistance-emploi, etc.). Une personne peut être en chômage même si elle n'a pas occupé d'emploi antérieurement. C'est le cas des étudiants, nouvellement diplômés, qui sont à la recherche d'un premier emploi, par exemple. Il faut préciser que certains chômeurs peuvent, après un certain temps de recherche active d'emploi infructueuse, se décourager et cesser toute démarche. Ces « chômeurs découragés » ne seront plus comptabilisés dans les chômeurs, mais plutôt dans la population inactive.

Taux de chômage

Le taux de chômage représente le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le taux de chômage, tout comme le taux d'emploi, est considéré comme une des mesures déterminantes de la situation du marché du travail et, plus globalement, de la santé d'une économie donnée. Généralement, un taux de chômage à la baisse (ou relativement faible) signifie que l'économie s'améliore (ou est en bonne santé) parce qu'il y a plus de gens en emploi et donc, potentiellement, une plus grande production de richesses (PIB). À l'inverse, un taux de chômage en hausse (ou relativement élevé) révèle, plus souvent qu'autrement, un ralentissement de la

4. Les personnes de 65 ans et plus en emploi sont comptabilisées uniquement au numérateur (emploi).

croissance de l'économie (ou une économie en mauvaise santé) en raison, entre autres, d'une diminution du nombre d'emplois. Il convient toutefois de signaler qu'une hausse du taux de chômage peut être un signal plutôt positif : c'est le cas lorsque cette hausse s'explique principalement par une nouvelle augmentation de la population en recherche active d'emploi (hausse de la population active) en raison de conditions jugées plus favorables à l'intégration sur le marché du travail. Inversement, une baisse du taux de chômage peut refléter le retrait de la population active de chercheurs d'emploi découragés.

Durée du chômage

La durée du chômage est un indicateur qui permet de connaître l'intensité du phénomène du chômage. La durée du chômage est mesurée à partir du nombre de semaines consécutives pendant lesquelles une personne demeure en chômage. Cet indicateur rend compte de l'impact des cycles économiques (croissance, décroissance, ralentissement) sur la main-d'œuvre compte tenu des obstacles ou des possibilités que ces personnes en recherche d'emploi rencontrent. Ainsi, une durée moyenne du chômage jugée relativement faible peut évoquer le caractère passager du phénomène alors qu'une durée moyenne élevée peut refléter le caractère relativement durable du phénomène.

Chômage de longue durée

Le chômage de longue durée exprime la proportion de personnes en chômage depuis au moins 52 semaines. Les chômeurs de longue durée représentent une population aux prises avec des difficultés particulières par rapport à leur état d'employabilité et, par le fait même, à leur situation socio-économique. On peut convenir aisément qu'un séjour prolongé au chômage peut comporter des conséquences importantes chez ces personnes, pouvant même les conduire à renoncer à chercher activement du travail, donc à s'exclure du marché du travail (chômeurs découragés). Lorsque le chômage de longue durée tend à s'accroître, il y a là un signe manifeste qu'une partie des chômeurs éprouve de grandes difficultés à intégrer le marché du travail. Par ailleurs, bien qu'une baisse tendancielle du chômage de longue durée reflète généralement une amélioration de la situation du marché du travail, il faut tout de même s'interroger sur les raisons qui expliquent une telle baisse; ainsi, si elle résulte du retrait de la population active de « chômeurs découragés », il s'agit plutôt d'une détérioration de la situation.

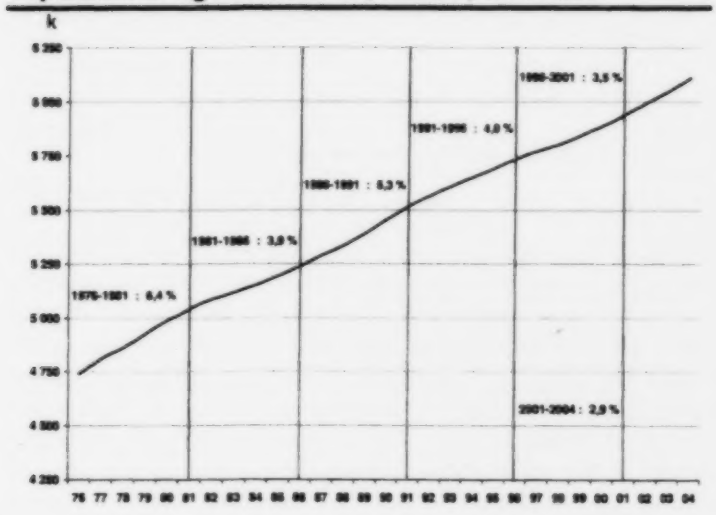
Chapitre 2

Portrait de la population en âge de travailler au Québec, 1976-2004

2.1 Population en âge de travailler

Les données sur la population en âge de travailler au Québec sont présentées aux figures 2.1 et 2.2 ainsi qu'au tableau 2.1. Comme illustré à la figure 2.1, la population en âge de travailler suit une tendance ascendante continue durant la période 1976-2004. Durant cette période, la population en âge de travailler passe de 4 739 100 personnes à 6 110 900, soit une croissance globale de 28,9 %. À titre comparatif, l'Ontario affiche une croissance de 59,5 % et la Colombie-Britannique de 80,7 %. Il convient de noter que le nombre de personnes dans la population en âge de travailler varie en fonction de divers facteurs dont les taux de natalité et de mortalité, l'espérance de vie ainsi que les flux migratoires interrégionaux et internationaux.

Figure 2.1
Population en âge de travailler, Québec, 1976-2004



Il est possible d'analyser l'évolution de la population en âge de travailler selon les taux annuels de croissance et, également, selon les taux de croissance observés sur différentes périodes. Durant la période 1976 à 2004, les taux annuels de croissance de la population en âge de travailler ont ralenti, variant entre 1,5 % et 0,6 % (voir annexe 1.1).

Par période de cinq ans, on constate que la population en âge de travailler s'accroît plus rapidement entre 1976 et 1981 (+ 6,4 %) et entre 1986 et 1991 (+ 5,3 %) que durant les périodes 1981-1986 (+ 3,9 %) et 1996-2001 (+ 3,5 %). La période 1991-1996 affiche pour sa part la troisième plus forte hausse (+ 4,0 %). Quant à la période 2001-2004, d'une durée de trois ans cette fois, elle affiche une progression de 2,9 % de la population en âge de travailler.

La population en âge de travailler selon le groupe d'âge

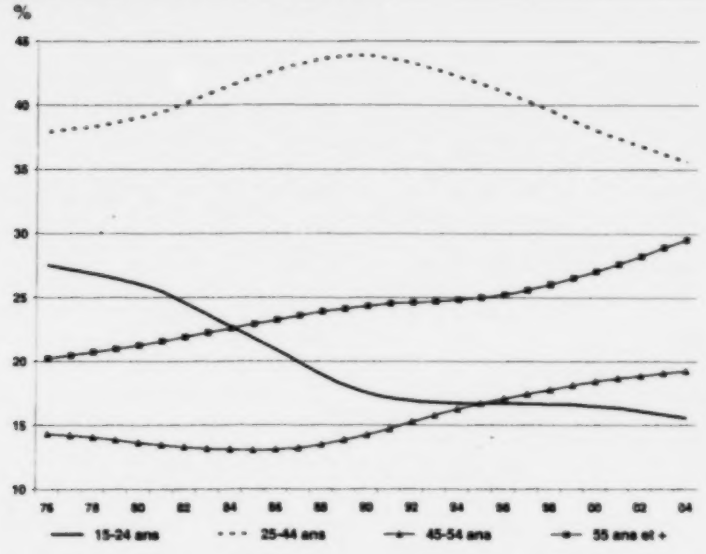
La figure 2.2 présente des résultats sur la population en âge de travailler selon quatre groupes d'âge, soit les 15-24 ans, les 25-44 ans, les 45-54 ans et les 55 ans et plus[1]. À la lumière des tendances qui se dessinent, plusieurs constats peuvent être faits. Par exemple, on observe une chute continue de la proportion de la population en âge de travailler de 15 à 24 ans. En 1976, 1 304 600 personnes se retrouvaient dans cette cohorte; ce nombre passe à 952 500 en 2004, soit une baisse importante de 27,0 %. Ainsi, la part relative de ce groupe recule de 27,5 % en 1976 à 17,5 % en 1990, pour demeurer relativement stable par la suite. Depuis 1996, ce groupe d'âge affiche la plus faible proportion (16,7 % et moins).

1. Dans le cadre de cet annuaire, ces groupes d'âge ont été choisis afin de faire ressortir l'effet des mouvements démographiques sur le marché du travail. La population des 15-24 ans représente la main-d'œuvre potentielle et future. La population des 25-54 ans constitue généralement la main-d'œuvre la plus active puisqu'elle est au cœur de la vie professionnelle. Celle-ci a été ventilée en deux groupes (25-44 ans et 45-54 ans) afin d'observer avec plus d'acuité les changements démographiques. La population des 55 ans et plus comprend celle qui se situe dans la période précédant la fin du cycle de la vie active sur le marché du travail, marquée essentiellement par la prise de la retraite, de même que celle qui l'a effectivement terminée.

La décroissance marquée de la population des 15-24 ans observée entre 1976 et 1990 profite au groupe des 25-44 ans qui augmente en importance. Durant cette période, la proportion de ce dernier passe de 37,9 % à 43,9 %. L'effet du vieillissement de la population se retrouvant dans cette cohorte se fait sentir encore par la suite. Ainsi, la population âgée de 45 à 54 ans prend progressivement de l'importance tout au long des années 1990 et au début des années 2000, alors que le groupe des 25-44 ans connaît une diminution. La proportion de la population de 45 à 54 ans augmente de près de 5 points de pourcentage entre 1990 et 2004, pour se fixer à 19,2 %.

Ces diverses transformations révèlent une toute autre structure de la population en âge de travailler. Ainsi, l'écart entre la proportion des 25-44 ans (37,9 %) et celle des 55 ans et plus (20,2 %) était de 17,7 points de pourcentage en 1976 pour n'être plus que de 6,1 points de pourcentage en 2004. De plus, l'écart entre la proportion des 15-24 ans et celle des 25-44 ans, qui était de 10,4 points en 1976, se creuse fortement en 2004 (20,1 points), tandis que les poids relatifs des 15-24 ans et des 55 ans et plus s'inversent à la faveur des plus âgés.

Figure 2.2
Répartition de la population en âge de travailler selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



Ces changements dans la répartition de la population selon le groupe d'âge s'expliquent pour une bonne part par l'effet du baby-boom, caractérisé par une croissance exceptionnelle du nombre de naissances entre le milieu des années 1940 et celui des années 1960. En effet, le nombre moyen de naissances par année durant la période du baby-boom (1946-1966) a été de 130 050 comparativement à 80 327 durant la période 1900-1945 et à 89 062 durant la période 1967-2004[2]. Les conséquences de cet apport plus important de naissances se font sentir à mesure que les baby-boomers prennent de l'âge. Ainsi, en 1976, les personnes nées entre 1952 et 1961 se retrouvaient dans la population des 15-24 ans. En 1990, seuls les baby-boomers nés en 1966 s'y retrouvaient encore. Cela explique donc la forte baisse de la proportion de la population des 15-24 ans de 1976 à 1990 (voir figure 2.2). En 1990, presque tous les baby-boomers (excluant ceux nés en 1966) se retrouvent dans le groupe des 25-44 ans. C'est d'ailleurs en 1989 et en 1990 que la proportion de ce groupe est à son sommet (43,9 %). Durant les années qui suivent, cette proportion diminue graduellement au profit des 45-54 ans qui, en 2004, correspondent aux baby-boomers nés de 1950 à 1959 inclusivement (soit 10 des 21 ans de la période du baby-boom).

Par ailleurs, l'effet du baby-boom affecte peu la proportion de la population âgée de 55 ans et plus durant la période 1976-2004. En fait, en 2004, seules les personnes nées de 1946 à 1949 se retrouvent dans ce groupe. L'augmentation de la proportion des 55 ans et plus, telle qu'observée à la figure 2.2, semble donc être attribuable davantage à l'augmentation de l'espérance de vie. Cette proportion devrait augmenter encore plus dans les prochaines années en raison du vieillissement des baby-boomers. En 2010, les baby-boomers nés de 1946 à 1955

2. Institut de la statistique du Québec (2004). « La mortalité », dans : La situation démographique au Québec, Bilan 2004. La diffusion des naissances hors-mariages, 1950-2003, chapitre 4, p. 57-59.

(soit 10 des 21 ans du baby-boom) se retrouveront dans les 55 ans et plus. En 2020, presque toute la génération du baby-boom (excluant seulement 1966) s'y concentrera. Toutefois, il demeure que, déjà, cette population prend de plus en plus d'importance. Ainsi, en 1976, 2 personnes sur 10 étaient dans le groupe des 55 ans et plus, alors qu'en 2004, on en dénombrait presque 3 sur 10 (29,5 %).

La population en âge de travailler selon le sexe et le groupe d'âge

Le tableau 2.1 ventile les résultats selon le sexe et le groupe d'âge pour certaines années choisies. De façon générale, on remarque que les femmes, dans la population des 15 ans et plus, sont toujours légèrement majoritaires par rapport aux hommes. En 1976, on comptait 50,8 % de femmes dans la population des 15 ans et plus. Cette proportion augmente quelque peu jusqu'en 1986 (51,2 %), demeure stable en 1991, redescend par la suite jusqu'en 2001 (50,9 %), pour se maintenir finalement à ce niveau en 2004.

Les changements observés pour l'ensemble de la population en âge de travailler semblent être relativement identiques lorsque l'analyse est faite selon le sexe. On note ainsi une baisse du taux de présence des 15-24 ans, de 1976 à 2004, autant chez les femmes que chez les hommes. À l'opposé, une hausse importante (près de 90 %) de la population de 55 ans et plus est observée chez les deux sexes. La baisse chez les 15-24 ans est du même ordre pour les hommes que pour les femmes; c'est également le cas en ce qui a trait à la croissance chez les 55 ans et plus. Il convient de souligner que le nombre de femmes est nettement supérieur à celui des hommes dans le groupe des 55 ans et plus (22,8 % en moyenne). Les différences entre les nombres d'hommes et de femmes sont beaucoup moins prononcées dans les autres groupes d'âge. Un des facteurs susceptibles d'expliquer cette différence chez les 55 ans et plus est l'espérance de vie. Selon l'Institut de la statistique du Québec[3], l'espérance de vie des femmes en 2001-2003 était de 82,1 ans alors que celle des hommes était de 76,8 ans, soit un écart de 5,3 ans.

Chez les 25-44 ans, les résultats selon le genre apparaissent similaires, soit une tendance à l'augmentation de 1976 à 1991, suivie d'une baisse de 1996 à 2004. Enfin, chez les 45-54 ans, on observe une croissance notable entre les années 1991 et 2001, et ce, tant chez les hommes (+ 144 500) que chez les femmes (+ 152 400). Le taux de présence de ce groupe d'âge augmente donc progressivement pour se situer aux alentours de 19 % en 2004.

Ces constats en rapport avec la population en âge de travailler ne sont évidemment pas sans conséquence sur l'évolution de la population spécifique au marché du travail, soit la population active. Les deux phénomènes que sont la diminution du nombre de personnes de 15-24 ans et l'augmentation de celui des 55 ans et plus affectent l'équilibre relatif du marché du travail dans son ensemble. D'une part, la main-d'œuvre potentielle issue des cohortes de jeunes entrants semble vouloir diminuer ou à tout le moins demeurer faible et, d'autre part, l'accroissement d'une population vieillissante crée une pression chez les cohortes plus actives mais progressivement moins populeuses. Ce déséquilibre pourrait entraver la capacité d'une société à demeurer économiquement concurrentielle et à maintenir et développer son niveau de vie tant sur le plan de la production des biens et des services que sur le plan des divers programmes publics et/ou privés en matière d'éducation, de santé, de soutien du revenu, etc.

3. Institut de la statistique du Québec (2004). « La mortalité », dans : *La situation démographique au Québec. Bilan 2004. La diffusion des naissances hors-mariages, 1950-2003*, chapitre 4, p. 57-59.

Tableau 2.1
Répartition de la population en âge de travailler selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004

	Ensemble les deux sexes	**Femmes**								
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans		25-44 ans		45-54 ans		55 ans et +	
	k	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	4 739,1	2 405,9	647,2	26,9	892,5	37,1	346,6	14,4	519,6	21,6
1981	5 042,4	2 576,1	636,1	24,7	993,6	38,6	344,7	13,4	601,7	23,4
1986	5 240,5	2 681,1	535,9	20,0	1 118,8	41,7	347,8	13,0	678,6	25,3
1991	5 516,9	2 824,5	463,4	16,4	1 200,8	42,5	408,2	14,5	752,0	26,6
1996	5 737,3	2 932,2	470,2	16,0	1 169,4	39,9	494,1	16,9	798,5	27,2
2001	5 939,9	3 025,8	472,6	15,6	1 097,9	36,3	560,6	18,5	894,6	29,6
2004	6 110,9	3 109,2	465,3	15,0	1 072,7	34,5	593,5	19,1	977,7	31,4
Variation 1976-2004 (%)	28,9	29,2	- 28,1	...	20,2	...	71,2	...	88,2	...

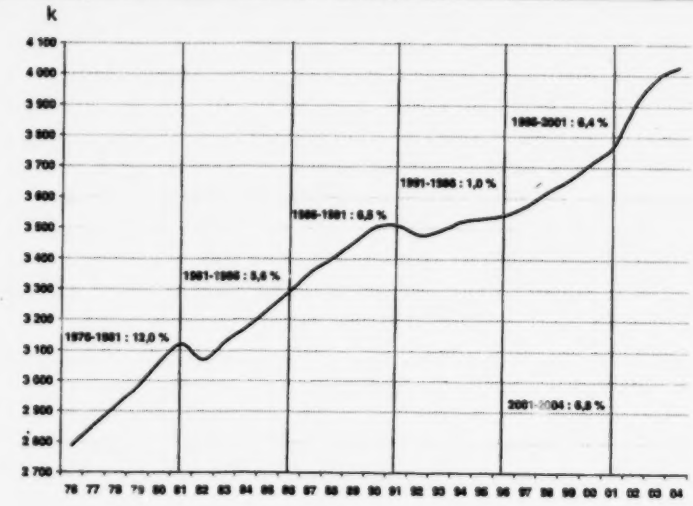
	Ensemble les deux sexes	**Hommes**								
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans		25-44 ans		45-54 ans		55 ans et +	
	k	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	4 739,1	2 333,2	657,4	28,2	905,6	38,8	332,7	14,3	437,6	18,8
1981	5 042,4	2 466,3	647,4	26,2	998,3	40,5	334,2	13,5	486,5	19,7
1986	5 240,5	2 559,4	558,3	21,8	1 123,4	43,9	338,1	13,2	539,6	21,1
1991	5 516,9	2 692,5	481,6	17,9	1 205,1	44,8	403,2	15,0	602,5	22,4
1996	5 737,3	2 805,1	488,9	17,4	1 180,8	42,1	485,5	17,3	649,8	23,2
2001	5 939,9	2 914,1	497,4	17,1	1 123,0	38,5	547,7	18,8	745,9	25,6
2004	6 110,9	3 001,7	487,2	16,2	1 105,2	36,8	582,6	19,4	826,7	27,5
Variation 1976-2004 (%)	28,9	28,7	- 25,9	...	22,0	...	75,1	...	88,9	...

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

2.2 Population active

Des résultats portant sur la population active au Québec sont présentés aux figures 2.3, 2.4 et 2.5 de même qu'au tableau 2.2. Rappelons que la population active comprend, parmi les personnes de 15 ans et plus, celles occupées (en emploi) et celles en recherche active d'emploi (les personnes en chômage). Tout comme la population en âge de travailler, la population active suit une tendance à la hausse tout au long des années 1976 à 2004 (voir figure 2.3). Ainsi, on dénombrait au Québec une population active de 2 785 500 personnes en 1976; ce nombre passe à 4 027 500 en 2004, soit une croissance totale de 44,6 %. À titre comparatif, cette croissance est de 70,0 % en Ontario et de 91,5 % en Colombie-Britannique. L'évolution de la population active présente toutefois des hausses et des baisses tout au long de la période 1976 à 2004, reflétant ainsi l'évolution de la conjoncture économique (croissance, décroissance, récession, reprise). La reprise de la population active ne s'effectue cependant pas à la même cadence après chacune des récessions des décennies 1980 et 1990. Soulignons également que la croissance de la population active, depuis le début des années 2000, semble exceptionnelle de par son amplitude.

Figure 2.3
Population active, Québec, 1976-2004



L'analyse des taux de croissance de la population active selon des tranches de cinq années montre des variations différentes d'une période à l'autre. Par exemple, entre 1976 et 1981, on assiste à une augmentation importante de la population active, soit de 12,0 %. En comparaison, la période 1991-1996 est relativement « stagnante » puisqu'on n'y observe qu'une faible croissance (+ 1,0 %). Cela reflète la très lente reprise de l'emploi à la suite de la deuxième récession, puisque la population en âge de travailler a crû de 4,0 % au cours de cette période, comme vu précédemment.

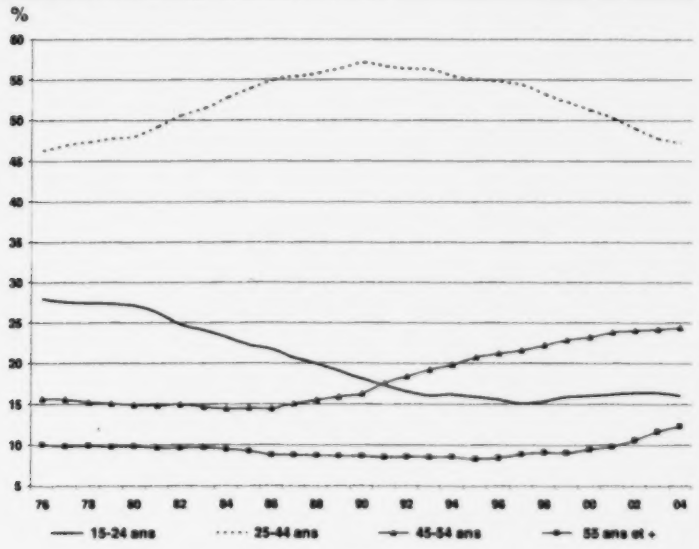
Lorsque les périodes qui comprennent les années suivant les récessions des décennies 1980 et 1990 sont comparées, on observe une croissance de la population active plus substantielle dans la première (1981-1986 : 5,6 %) que dans la deuxième (1991-1996 : 1,0 %). De 1996 à 2001, la croissance de la population active est de 6,4 %, ce qui tranche nettement avec la période précédente, mais qui demeure du même ordre que celle observée entre 1986 et 1991 (+ 6,5 %). On peut voir également, à la figure 2.3, l'effet des deux récessions : on constate une baisse dans la population active de 1,6 % en 1982 et de 0,9 % en 1992. Finalement, il faut noter la croissance particulièrement importante de la population active sur une courte période, soit celle de 2001 à 2004, avec 6,8 %.

La population active selon le groupe d'âge

La figure 2.4 donne la répartition en pourcentage de la population active selon le groupe d'âge. En 1976, les 15-24 ans représentaient 28,0 % de l'ensemble de la population active. L'importance relative de ce groupe diminue progressivement pour ne représenter que 16,0 % de l'ensemble de la population active en 2004. En nombre (voir annexe 2.1), on estimait qu'il y avait 780 000 personnes de 15 à 24 ans dans la population active en 1976; ce nombre glisse à 644 000 en 2004, soit une baisse de 17,4 %. Il faut noter toutefois que cette chute est

moins prononcée que celle constatée pour la population en âge de travailler de ce groupe (- 27,0 %; voir figure 2.2), ce qui laisse entrevoir une baisse encore plus prononcée de la population inactive[4]. L'importance relative de la population active des 15-24 ans semble se stabiliser depuis 1993, et ce, malgré des changements observés dans les autres groupes d'âge.

Figure 2.4
Répartition de la population active selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



Si les parts en pourcentage de la population active des 45-54 ans et des 55 ans et plus demeurent relativement stables durant les années 1976 à 1990, la situation des 25-44 ans révèle, quant à elle, une augmentation continue. La proportion de ce groupe d'âge dans l'ensemble de la population active passe de 46,3 % en 1976 à 57,1 % en 1990, en parallèle avec la baisse de la proportion des 15-24 ans. Le vieillissement de la population active s'accentue durant la décennie 1990 et le début de celle de 2000, la part des 25-44 ans diminuant de 9,8 points de pourcentage entre 1990 et 2004, alors que celle des 45-54 ans augmente de 8,2 points de pourcentage. La population active âgée de 25 à 44 ans diminue de 97 200 personnes entre 1990 et 2004 alors que celle de 45 à 54 ans fait un bond de 414 100 personnes (voir annexe 2.1). L'impact de ce changement est illustré par la réduction de l'écart entre les taux de présence respectifs de ces deux groupes d'âge, soit 40,8 points de pourcentage en 1990 contre 22,9 points en 2004.

Finalement, la proportion des 55 ans et plus dans l'ensemble de la population active varie peu durant la période considérée. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a pas eu de changement dans ce groupe d'âge. En effet, le nombre de personnes s'est accru de façon importante entre 1976 et 2004 (+ 215 300; + 76,8 %). Cette croissance des 55 ans et plus est beaucoup plus élevée que celle constatée chez les 25-44 ans (+ 47,7 %), mais demeure toutefois inférieure à celle du groupe des 45-54 ans (+ 125,5 %). On peut supposer raisonnablement que la part relative des 55 ans et plus dans la population active devrait progressivement augmenter dans les prochaines années, en raison du vieillissement des baby-boomers (les personnes nées entre 1946 et 1966) et de la possibilité d'une hausse de leur taux d'activité.

Ces diverses observations témoignent bien de la transformation notable qu'a connue le marché du travail québécois. Il est par ailleurs intéressant de voir si cette transformation reflète les tendances observées dans la population active masculine et féminine. Le tableau 2.2 présente quelques éléments de réponse à cette question puisqu'il ventile la population active selon le sexe et les quatre groupes d'âge retenus.

4. La population inactive représente la population de 15 ans et plus qui n'est ni en emploi ni en recherche active d'emploi (voir chapitre 1, section 1.3 pour une définition plus détaillée de ce groupe de population).

La population active selon le sexe et le groupe d'âge

De façon générale, la croissance de la population active selon le sexe montre des différences appréciables. Ainsi, de 1976 à 2004, la population active féminine s'accroît de 87,7 % comparativement à une croissance environ quatre fois moins élevée chez les hommes (+ 20,6 %). Cela s'explique par l'entrée massive et constante des femmes âgées de 25 ans et plus sur le marché du travail durant cette période.

Tableau 2.2
Répartition de la population active selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004

	Ensemble les deux sexes	**Femmes**								
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans		25-44 ans		45-54 ans		55 ans et +	
	k	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	2 785,5	996,1	352,5	35,4	432,3	43,4	136,7	13,7	74,7	7,5
1981	3 120,0	1 232,7	379,0	30,7	601,9	48,8	161,2	13,1	90,5	7,3
1986	3 294,4	1 380,8	334,5	24,2	775,7	56,2	181,1	13,1	89,5	6,5
1991	3 508,6	1 533,9	284,7	18,6	889,4	58,0	261,8	17,1	97,9	6,4
1996	3 544,7	1 574,3	257,6	16,4	882,1	56,0	326,4	20,7	108,3	6,9
2001	3 772,3	1 712,3	283,0	16,5	876,6	51,2	415,3	24,3	137,5	8,0
2004	4 027,5	1 870,0	311,9	16,7	891,3	47,7	463,8	24,8	203,1	10,9
Variation 1976-2004 (%)	44,6	87,7	- 11,5	...	106,2	...	239,3	...	171,9	...

	Ensemble les deux sexes	**Hommes**								
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans		25-44 ans		45-54 ans		55 ans et +	
	k	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	2 785,5	1 789,3	427,5	23,9	856,8	47,9	299,4	16,7	205,6	11,5
1981	3 120,0	1 887,4	440,9	23,4	935,7	49,6	300,9	15,9	209,8	11,1
1986	3 294,4	1 913,6	380,8	19,9	1 036,7	54,2	295,7	15,5	200,4	10,5
1991	3 508,6	1 974,7	321,9	16,3	1 098,0	55,6	355,2	18,0	199,5	10,1
1996	3 544,7	1 970,4	293,7	14,9	1 060,3	53,8	425,9	21,6	190,5	9,7
2001	3 772,3	2 060,0	325,5	15,8	1 020,3	49,5	482,6	23,4	231,6	11,2
2004	4 027,5	2 157,5	332,1	15,4	1 013,1	47,0	519,7	24,1	292,5	13,6
Variation 1976-2004 (%)	44,6	20,6	- 22,3	...	18,2	...	73,6	...	42,3	...

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

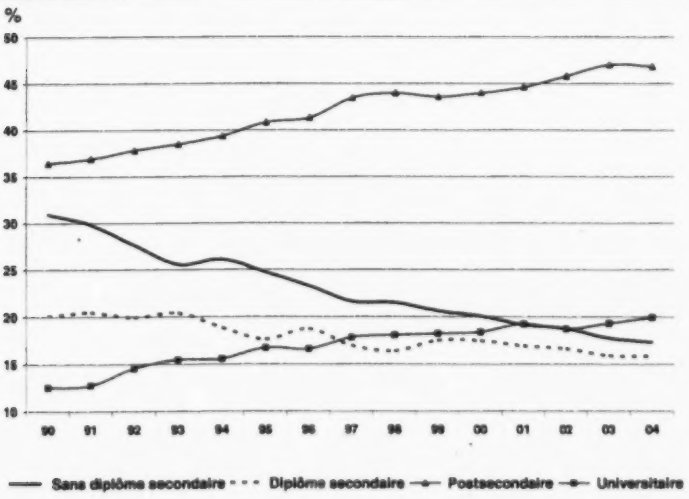
Tout comme pour l'ensemble de la population active, la tendance à la baisse chez les 15-24 ans se retrouve chez les deux sexes. Toutefois, la décroissance observée entre 1976 et 2004 est moins prononcée chez les femmes (- 11,5 %) que chez les hommes (- 22,3 %). Cette population diminue ainsi de 40 600 chez les femmes comparativement à 95 400 chez les hommes. En 1976, l'importance relative des personnes actives âgées de 15 à 24 ans par rapport à l'ensemble était beaucoup plus élevée chez les femmes (35,4 %) que chez les hommes (23,9 %). En 2004, les différences s'amenuisent considérablement puisque l'écart entre les sexes n'est plus que de 1,3 point de pourcentage (16,7 % et 15,4 %, respectivement chez les femmes et les hommés).

Contrairement au groupe des 15-24 ans, on assiste à une croissance notable de la population active féminine entre 1976 et 2004 dans les autres groupes d'âge (voir tableau 2.2). Ainsi, chez les 25-44 ans, la population active féminine augmente de 106,2 % ou de 459 000 personnes. Le groupe des 45-54 ans connaît une croissance encore

plus forte (+ 239,3 % ou + 327 100 personnes) alors que 128 400 femmes s'ajoutent chez les 55 ans et plus (+ 171,9 %). En comparaison, la croissance de la population active chez les hommes est de seulement 18,2 % ou de 156 300 personnes dans la tranche d'âge des 25-44 ans, de 73,6 % (+ 220 300 personnes) dans celle des 45-54 ans et de 42,3 % (+ 86 900) chez les 55 ans et plus. Par ailleurs, selon les tranches de cinq ans présentées au tableau 2.2, la croissance marquée de la population active féminine des 25-44 ans est notée uniquement entre 1976 et 1991, alors que la croissance du groupe des 45-54 ans s'observe plus fortement en 1991, 1996 et 2001. Chez les femmes de 55 ans et plus, les années marquantes sont 1981, 2001 et 2004.

Enfin, le constat général selon lequel le poids relatif des 55 ans et plus dans la population active n'augmente que très légèrement durant la période étudiée s'observe tant chez les femmes que chez les hommes (augmentations respectives de 3,4 et 2,1 points de pourcentage). Toutefois, le poids des femmes dans l'ensemble de la population active des 55 ans et plus passe de 26,7 % en 1976 à 41,0 % en 2004.

Figure 2.5
Population active selon le niveau d'études, Québec, 1990-2004



La population active selon le niveau d'études

La figure 2.5 ventile la population active selon le niveau d'études pour la période 1990-2004[5]. Quatre niveaux d'études sont utilisés : sans diplôme d'études secondaires, le diplôme d'études secondaires, les études postsecondaires[6] et universitaires[7].

Des changements importants se sont produits dans la population active, et ce, pour chaque niveau d'études analysé. Le plus marquant est la baisse continuelle de la proportion de la population active sans diplôme d'études secondaires. Cette proportion fléchit, passant de 30,9 % en 1990 à 17,4 % en 2004. Quoique à un degré moins prononcé, la population active détentrice d'un diplôme d'études secondaires suit une tendance relativement similaire (de 20,1 % à 15,9 %). En revanche, les niveaux d'études plus élevés sont de plus en plus caractéristiques de la population active au Québec. En effet, en 2004, presque une personne sur deux dans la population active (46,8 %) possède un niveau d'études postsecondaires, alors qu'en 1990, cette proportion était de 36,4 %.

Par ailleurs, le nombre de personnes ayant un diplôme universitaire ne cesse de croître au cours de la période étudiée, pour représenter finalement 19,9 % de l'ensemble de la population active en 2004, soit une hausse de 7,4 points de pourcentage par rapport à 1990. Entre 1990 et 2004, il y a 363 600 personnes détentrices d'un diplôme

5. Les données sur la population active selon les niveaux d'études utilisées dans cette publication ne sont disponibles qu'à partir de 1990.

6. Comprend la formation postsecondaire partielle, le certificat ou le diplôme d'une école de métiers, le certificat ou le diplôme collégial ainsi que le certificat universitaire inférieur au baccalauréat.

7. Ne comprend que les personnes ayant complété un diplôme universitaire de premier cycle ou plus.

universitaire de plus (données non présentées), soit une hausse de 82,7 %, comparativement à 47,7 % pour les personnes ayant un niveau d'études postsecondaires, soit 609 200 personnes.

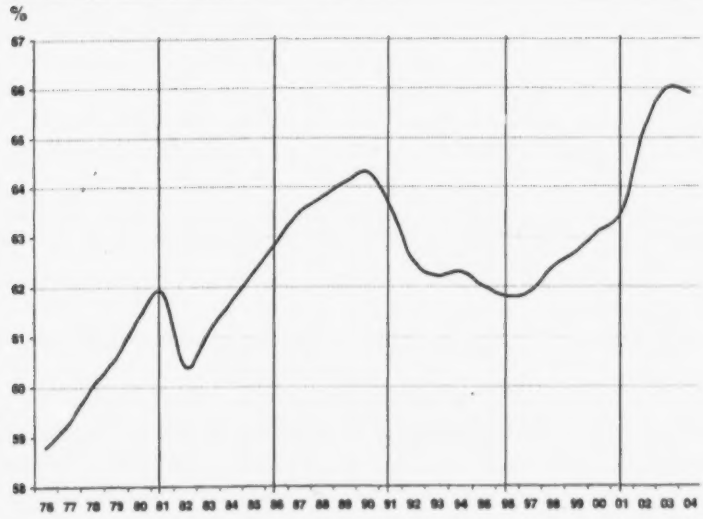
L'accroissement du niveau d'études de la population active québécoise est encore plus évident lorsque l'on compare les écarts au début et à la fin de la période étudiée, entre la proportion des diplômés universitaires et celle des personnes sans diplôme d'études secondaires. Ainsi, en 1990, 30,9 % de la population active ne possédait pas de diplôme d'études secondaires et 12,5 % détenait un diplôme universitaire, pour un écart de 18,4 points de pourcentage en faveur des moins scolarisés. En 2004, le premier groupe ne représentait plus que 17,4 % de la population active alors que le second en comptait près de 20 % (19,9 %), soit un écart de 2,6 points, mais à l'avantage des plus scolarisés.

2.3 Taux d'activité[8]

La figure 2.6 fait état de l'évolution du taux d'activité de la population en âge de travailler au Québec, de 1976 à 2004. Globalement, sur l'ensemble de la période, le taux d'activité connaît une hausse, passant de 58,8 % en 1976 à 65,9 % en 2004. Cette hausse de l'activité découle du fait que la population active s'est accrue plus fortement que la population en âge de travailler. Cependant, tout au long de la période, on constate que le taux d'activité affiche à la fois des hausses et des baisses reflétant ainsi, entre autres, l'évolution de l'économie (croissance, décroissance, récession, reprise).

La période 1976-1981 connaît une croissance continue du taux d'activité, qui passe ainsi de 58,8 % à 61,9 %, soit une augmentation de 3,1 points de pourcentage (voir annexe 6.3). La récession du début des années 1980 et celle du début des années 1990 se traduisent par des baisses marquées du taux d'activité. En 1982, ce taux diminue de 1,5 point, se relevant rapidement par la suite. Par contre, lors de la récession de 1990-1991, le taux d'activité diminue sur une plus longue période, s'établissant à 64,3 % en 1990 pour descendre jusqu'à 61,8 % en 1996. Par ailleurs, la période 1982-1990 est celle où le taux d'activité connaît sa plus longue croissance continue, alors que les années 1991 à 1996 sont celles où, inversement, le taux d'activité connaît sa plus longue période de baisse continue[9]. Les années suivantes témoignent d'un rattrapage dans le taux d'activité. L'année 2002 surtout s'avère exceptionnelle, puisque c'est à ce moment que le taux d'activité affiche sa croissance annuelle la plus importante de toute la période (1,7 point). L'année 2003 se distingue également, car le taux d'activité y a enregistré son sommet historique de 66,0 %, pour ensuite redescendre légèrement à 65,9 % en 2004.

Figure 2.6
Taux d'activité, Québec, 1976-2004



8. Il est nécessaire de souligner ici qu'une variation du taux d'activité d'un demi-point (0,5 point) est loin d'être négligeable puisque celle-ci porte sur un volume important. Par exemple, en 1998, la population active s'accroît de 46 600 personnes ou de 1,3 %, pour se fixer à 3 622 100. Le taux d'activité de cette même année (62,4 %) est supérieur de 0,5 point (ou de + 0,8 %) à celui de l'année précédente. La croissance en pourcentage du taux d'activité est moins forte que celle de la population active en raison de la croissance en pourcentage de la population en âge de travailler qui a été de 0,6 % en 1998. Pour que le taux d'activité augmente au même rythme que la population active, il aurait fallu que la population en âge de travailler reste stable. Dans ce cas, le taux d'activité aurait augmenté de 1,5 % (ou + 0,9 point) pour se situer à 62,8 % en 1998.

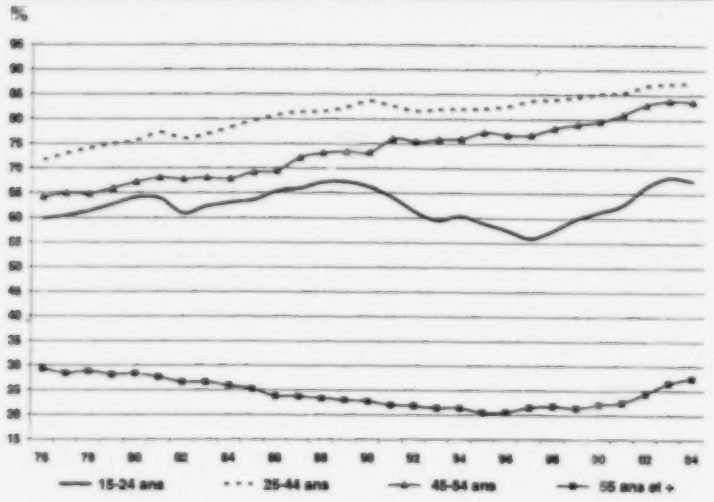
9. À l'exception de l'année 1994 où une légère hausse est observée (+ 0,1 point de pourcentage).

Le taux d'activité selon le groupe d'âge

Outre ces résultats généraux, une lecture du taux d'activité qui distingue les groupes d'âge permet d'en savoir davantage sur la participation de la population au marché du travail. La figure 2.7 donne l'évolution du taux d'activité pour les groupes d'âge des 15-24 ans, 25-44 ans, 45-54 ans et 55 ans et plus.

C'est dans le groupe des 25-44 ans que le taux d'activité est le plus élevé. Dans ce groupe, ce taux est en progression continue malgré une certaine baisse à la suite des deux récessions. En 1976, on estime que 71,7 % de la population des 25-44 ans est active; en 2004, ce taux grimpe à 87,4 %, un sommet pour la période étudiée. La population âgée de 45-54 ans, tout en affichant un taux d'activité inférieur à celui des 25-44 ans, connaît, elle aussi, une hausse progressive de sa participation au marché du travail. Ainsi, son taux d'activité passe de 64,2 % en 1976 à 83,6 % en 2004, un bond de 19,4 points de pourcentage. L'écart entre le taux d'activité de ce groupe d'âge et celui des 25-44 ans s'amenuise d'année en année et n'est plus que de 3,8 points de pourcentage en 2004 alors qu'il était de 7,5 points en 1976. La réduction de l'écart s'est faite progressivement à partir des années 1990.

Figure 2.7
Taux d'activité selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



L'analyse du taux d'activité chez les plus jeunes révèle, entre 1976 et 2004, des différences appréciables par rapport aux deux groupes précédents. Peu importe l'année, les 15-24 ans affichent toujours un taux d'activité inférieur à ceux des 25-44 ans et des 45-54 ans. Les écarts varient de 3,1 points de pourcentage (1980) à 20,9 points (1997) avec les 45-54 ans et de 11,5 points de pourcentage (1980) à 27,8 points (1997) avec les 25-44 ans.

Cet écart constant, et même grandissant, entre le taux d'activité des 15-24 ans et ceux des personnes de 25 à 54 ans s'explique en grande partie par le fait que les plus jeunes ne sont pas tous intégrés au marché du travail en raison de la poursuite de leurs études. Ainsi, en 2004, parmi l'ensemble de la population des 15-24 ans, 60,3 % étaient aux études à temps plein ou partiel. Cette proportion était de 41,0 % en 1976 (données non présentées).

Il est intéressant de noter également la vulnérabilité des jeunes de 15 à 24 ans aux changements qui surviennent sur le marché du travail. Ainsi, à la figure 2.7, on peut voir la baisse du taux d'activité chez les jeunes entre 1980 et 1982 (3,2 points de pourcentage) qui coïncide avec la récession du début des années 1980. La reprise économique qui suit voit le taux d'activité de ce groupe d'âge augmenter de 6,4 points de pourcentage entre 1982 et 1989. De la même façon, la récession du début des années 1990 et la reprise très lente de l'économie par la suite se traduisent par une baisse importante du taux d'activité chez les 15-24 ans entre 1989 et 1997 (- 11,4 points de pourcentage). Ajoutons aussi que la période de croissance économique observée entre 1997 et 2004 influence positivement le taux d'activité chez les jeunes, celui-ci s'accroissant de 11,7 points pour rejoindre sensiblement le niveau observé à la fin des années 1980.

Par ailleurs, le phénomène de la prise de la retraite à des âges moins avancés semble se répercuter en partie dans l'évolution du taux d'activité des 55 ans et plus, particulièrement de 1976 à 1995. Entre ces deux années, le taux d'activité est passé de 29,3 % à 20,5 %, soit une baisse importante de 8,8 points de pourcentage. Par contre, on observe une certaine reprise de la participation au marché du travail des 55 ans et plus dans les années récentes. Ainsi, le taux d'activité de ce groupe d'âge grimpe à 27,5 % en 2004, en hausse de 7,0 points par rapport à son creux historique de 1995. Dans les années à venir, on pourrait s'attendre à ce que le taux d'activité des 55 ans et plus poursuive son augmentation, d'une part, en raison du désir ou de la nécessité de retarder la prise de la retraite ou, à tout le moins, de se retirer progressivement du marché du travail et, d'autre part, compte tenu du vieillissement de la cohorte actuelle des 45-54 ans qui a un poids démographique très important.

Le taux d'activité selon le sexe et le groupe d'âge

Des résultats sur le taux d'activité selon le sexe et le groupe d'âge sont présentés au tableau 2.3. Pour l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, le taux d'activité est plus bas chez les femmes que chez les hommes peu importe l'année considérée. Il faut souligner toutefois que les écarts se rétrécissent d'année en année. Ainsi, en 1976, la différence était de 35,3 points de pourcentage; elle passe à 19,0 points en 1991, pour s'établir finalement à 11,8 points en 2004. Cette diminution de l'écart est due principalement à l'activité accrue des femmes sur le marché du travail, leur taux d'activité passant de 41,4 % en 1976 à 60,1 % en 2004 (+ 18,7 points de pourcentage), tandis que celui des hommes diminue de 4,8 points de pourcentage sur cette même période.

La hausse générale du taux d'activité observée chez les 25-44 ans et les 45-54 ans s'explique par celle notée chez les femmes. De 1976 à 2004, le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 44 ans passe de 48,4 % à 83,1 %, soit une augmentation de 34,7 points de pourcentage, alors que celui des 45-54 ans connaît une hausse de 38,7 points de pourcentage (de 39,4 % à 78,1 %). Le taux d'activité chez les hommes pour ces deux groupes d'âge n'a pas pu connaître un tel scénario en raison du niveau déjà élevé observé tout au long de la période (plus de 87 %). En fait, on note même une légère baisse du taux d'activité des hommes dans ces deux groupes. L'augmentation du taux d'activité des femmes représente un rattrapage majeur par rapport aux hommes. Ainsi, l'écart entre les sexes chez les 25-44 ans, qui était de 46,2 points en 1976, est réduit à seulement 8,6 points en 2004, alors que celui chez les 45-54 ans passe de 50,6 points de pourcentage à 11,1 points.

Contrairement aux autres groupes d'âge, on observe une certaine similitude entre le taux d'activité des femmes de 15 à 24 ans et celui de leurs homologues masculins. Ainsi, les fluctuations dans le taux d'activité vont généralement dans le même sens chez les femmes et chez les hommes. L'écart dans le taux d'activité entre les sexes est beaucoup moins prononcé dans ce groupe d'âge bien qu'il suive la même tendance à la baisse que chez les autres groupes; celui-ci n'était plus que de 1,2 point de pourcentage en 2004 comparativement à 10,5 points en 1976. La croissance du taux d'activité des jeunes femmes durant la période analysée (+ 12,5 points de pourcentage) est nettement moins forte que celle des femmes âgées de 25 à 44 ans et de 45 à 54 ans, alors que les jeunes hommes sont les seuls, parmi les hommes, à connaître une augmentation de leur taux d'activité entre 1976 et 2004 (+ 3,2 points de pourcentage).

Enfin, on note une situation différente dans l'évolution de la participation au marché du travail entre les hommes et les femmes de 55 ans et plus. Alors que les hommes connaissent une diminution relativement marquée de leur taux d'activité entre 1976 et 2004 (- 11,6 points de pourcentage), les femmes voient leur taux d'activité augmenter légèrement (+ 6,4 points). Les hommes de 55 ans et plus demeurent toutefois beaucoup plus actifs sur le marché du travail, avec un taux d'activité de 35,4 % en 2004 comparativement à 20,8 % chez les femmes.

Tableau 2.3
Taux d'activité selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004

	Ensemble les deux sexes	Femmes				
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45-54 ans	55 ans et +
			%			
1976	58,8	41,4	54,5	48,4	39,4	14,4
1981	61,9	47,9	59,6	60,6	46,8	15,0
1986	62,9	51,5	62,4	69,3	52,1	13,2
1991	63,6	54,3	61,4	74,1	64,1	13,0
1996	61,8	53,7	54,8	75,4	66,1	13,6
2001	63,5	56,6	59,9	79,8	74,1	15,4
2004	65,9	60,1	67,0	83,1	78,1	20,8
Variation 1976-2004 (points de %)	7,1	18,7	12,5	34,7	38,7	6,4

	Ensemble les deux sexes	Hommes				
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45-54 ans	55 ans et +
			%			
1976	58,8	76,7	65,0	94,6	90,0	47,0
1981	61,9	76,5	68,1	93,7	90,1	43,1
1986	62,9	74,8	68,2	92,3	87,5	37,1
1991	63,6	73,3	66,8	91,1	88,1	33,1
1996	61,8	70,2	60,1	89,8	87,7	29,3
2001	63,5	70,7	65,4	90,9	88,1	31,0
2004	65,9	71,9	68,2	91,7	89,2	35,4
Variation 1976-2004 (points de %)	7,1	- 4,8	3,2	- 2,9	- 0,8	- 11,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Le taux d'activité varie fortement selon l'âge chez les 55 ans et plus

L'analyse de l'activité chez les 55 ans et plus révèle des différences appréciables dans les sous-groupes de cette population. La figure 2.8 illustre ces différences en présentant, outre pour les 55 ans et plus, le taux d'activité des 55-59 ans, des 60-64 ans, des 55-64 ans et des 65 ans et plus. Les résultats portent sur la période 1976-2004.

Dans la partie gauche de la figure, on peut voir que le taux d'activité des 55 ans et plus est à la baisse jusqu'au milieu des années 1990 pour remonter par la suite et s'approcher de son niveau initial en 2004. La tendance à la baisse du taux d'activité s'observe à la fois chez les 55-64 ans et les 65 ans et plus. Toutefois, la hausse du taux d'activité notée par la suite semble être attribuable uniquement au groupe des 55-64 ans.

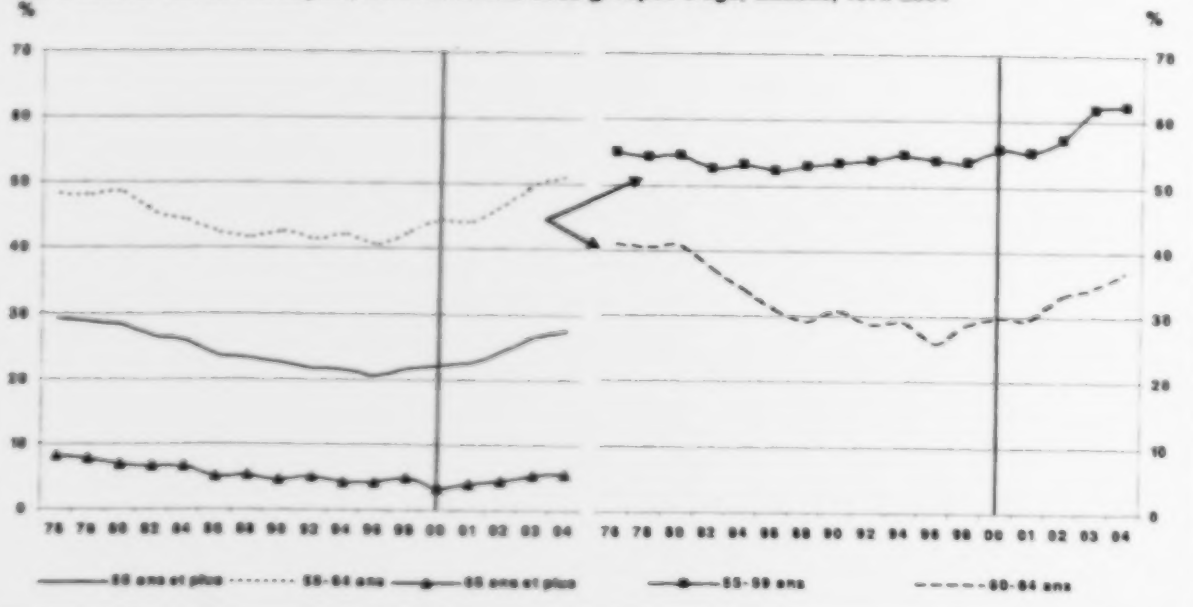
Cependant, le constat le plus frappant est l'écart notable entre d'une part, le taux d'activité chez les 55 ans et plus et, d'autre part, ceux des personnes de 55-64 ans et de 65 ans et plus. Ainsi, le taux d'activité chez les 55-64 ans est beaucoup plus élevé que celui des 55 ans et plus (entre 18,4 et 23,7 points de pourcentage d'écart selon l'année), alors que la relation contraire est observée lorsque la comparaison s'effectue entre les 65 ans et plus et les 55 ans et plus (entre 16,3 et 22,0 points d'écart selon l'année). L'écart entre le taux d'activité des 55-64 ans et celui des 65 ans et plus demeure élevé tout au long de la période; il varie de 36,3 à 45,7 points de pourcentage selon l'année.

La partie droite de la figure présente les taux d'activité des tranches de population de 55-59 ans et de 60-64 ans. Comme il s'agit de la même échelle que la partie gauche, on peut voir en parallèle les différences avec le taux d'activité mesuré en moyenne pour les personnes de 55 à 64 ans.

La baisse du taux d'activité chez les 55-64 ans (1976-1996) ne semble s'observer que dans le sous-groupe des 60-64 ans puisque le taux d'activité des 55-59 ans demeure relativement stable durant cette période. Par la suite, on voit que la hausse du taux d'activité s'observe dans les deux groupes. Enfin, on remarque aussi des différences notables entre le taux d'activité des 55-59 ans et celui des 60-64 ans. L'écart entre les deux groupes s'accroît d'ailleurs fortement entre 1976 (14,1 points de pourcentage) et 2004 (25,3 points de pourcentage).

Les différences importantes dans le taux d'activité des 55 ans et plus selon différents groupes d'âge suggèrent donc une lecture nuancée de la participation au marché du travail de cette tranche de population. Ainsi, une hausse ou une baisse du taux d'activité des 55 ans et plus pourrait s'expliquer par différents mouvements dans les sous-groupes qui la composent. Ce constat vaut également pour l'analyse du taux d'emploi (voir chapitre 3).

Figure 2.8
Taux d'activité des 55 ans et plus, selon différents sous-groupes d'âge, Québec, 1976-2004



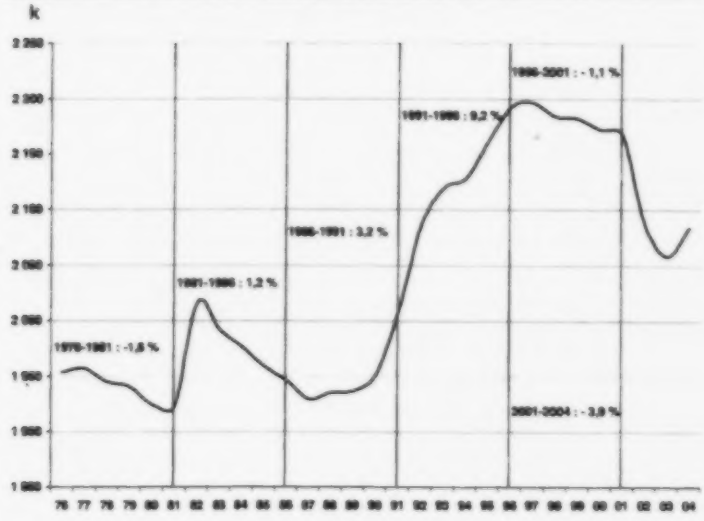
2.4 Population inactive

La figure 2.9 présente, en nombre, l'évolution de la population inactive au Québec de 1976 à 2004. Rappelons que la population inactive comprend les personnes de 15 ans et plus qui ne sont ni en emploi ni en recherche active d'emploi. Les principales raisons de ne pas être actif sont reliées aux études, aux obligations personnelles ou familiales, à l'état de santé ainsi qu'à la prise de la retraite.

En 1976, on estimait qu'il y avait 1 953 600 personnes inactives au Québec. Ce nombre passe à 2 083 400 en 2004, soit une hausse de 6,6 % ou l'équivalent de 129 800 personnes. En comparaison, l'augmentation est de 40,7 % en Ontario et de 63,2 % en Colombie-Britannique[10].

L'augmentation de la population inactive au Québec est plus faible que celle de l'ensemble de la population en âge de travailler (+ 28,9 %) durant cette période. En effet, la croissance de la population active (l'autre sous-groupe de la population en âge de travailler) a été nettement plus forte entre 1976 et 2004, soit de 44,6 %. Cela ne laissait donc que peu de place à la croissance de la population inactive.

Figure 2.9
Population inactive, Québec, 1976-2004



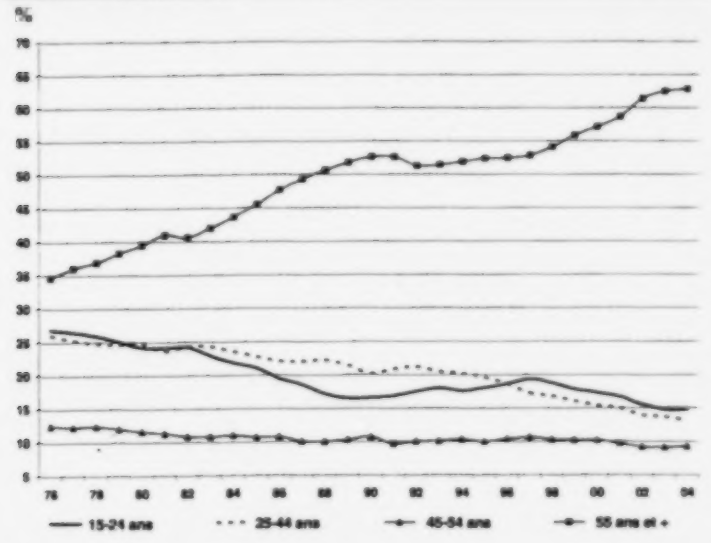
À la figure 2.9, on remarque que la population inactive connaît une hausse notable en 1982 (+ 4,9 %), coïncidant avec la récession du début des années 1980; elle retrouve toutefois graduellement son niveau initial vers la fin de cette décennie. La première partie des années 1990, marquée par une récession et une reprise lente de l'économie, affiche une nette tendance à la hausse de la population inactive. De 1991 à 1996, elle augmente de 9,2 %, ce qui est beaucoup plus élevé que la croissance de la population active (+ 1,0 %) et de l'emploi (+ 1,1 %) durant cette période (voir figures 2.3 et 3.1). Entre 1976 et 1996, la population inactive s'accroît de 239 000, une hausse importante de 12,2 %. Malgré une bonne reprise de l'emploi à partir de 1997, il a fallu attendre l'année 2002 pour voir un fléchissement notable de la population inactive (- 3,7 %) qui se poursuit en 2003 (- 1,4 %). Celle-ci augmente toutefois de nouveau en 2004 (+ 1,2 %).

10. La croissance beaucoup plus élevée de la population inactive en Ontario et en Colombie-Britannique s'explique en grande partie par la croissance plus forte de leur population en âge de travailler qui varie en fonction des taux de natalité et de mortalité et des flux migratoires interrégionaux et internationaux (voir section 2.1).

La population inactive selon le groupe d'âge

La figure 2.10 donne un portrait de l'évolution de la population inactive en faisant ressortir la répartition selon les groupes d'âge. La proportion de personnes inactives chez les 15-24 ans et les 25-44 ans suit une tendance à la baisse entre 1976 et 2004. Chez les plus jeunes, la proportion passe de 26,9 % en 1976 à 14,8 % en 2004. Le scénario est similaire chez les 25-44 ans.

Figure 2.10
Répartition de la population inactive selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



En contrepartie, la proportion de la population inactive de 55 ans et plus connaît un accroissement important durant la période étudiée; celle-ci était de 34,6 % en 1976 pour s'élever à 62,8 % en 2004. Ce changement s'explique, d'une part, par la forte croissance de la population inactive de 55 ans et plus qui, entre 1976 et 2004, passe de 676 800 à 1 308 800 (+ 93,4 %) et, d'autre part, par la baisse du volume de la population inactive des 15-54 ans (39,3 %) durant la même période.

La population inactive selon le sexe et le groupe d'âge

Le tableau 2.4 présente, pour certaines années choisies, le volume et la part en pourcentage de la population inactive selon le sexe et le groupe d'âge. On remarque une divergence importante dans l'évolution de la population inactive entre les femmes et les hommes. Alors que ces derniers connaissent un accroissement notable entre 1976 et 2004 (+ 300 300 ou + 55,2 %), les femmes voient au contraire leur population inactive diminuer de 12,1 % (- 170 600 personnes). Ces résultats sont conformes avec les observations précédentes, à savoir une hausse du taux d'activité chez les femmes de même qu'une baisse du taux d'activité chez les hommes.

Les hommes connaissent une augmentation de la population inactive dans tous les groupes d'âge à l'exception des 15-24 ans. Chez les femmes, seul le groupe des 55 ans et plus connaît une augmentation de la population inactive (+ 74,1 %) entre 1976 et 2004. La croissance dans ce groupe d'âge est toutefois beaucoup plus forte chez les hommes (+ 130,2 %). En 2004, plus de 60 % des hommes inactifs et des femmes inactives avaient 55 ans ou plus.

En 1976, la proportion de personnes inactives est beaucoup plus forte chez les femmes de 25-44 ans (32,6 %) que chez les hommes du même groupe d'âge (9,0 %). Un écart dans le même sens, mais de moindre importance, est également observé chez les 45-54 ans. À l'inverse, dans le groupe des 15-24 ans, les hommes inactifs (42,3 %) le sont dans une plus grande proportion que les femmes (20,9 %). Il en va de même dans celui des 55 ans et plus, mais encore là, avec moins d'acuité.

En 2004, on note que les proportions d'inactifs pour les différents groupes d'âge sont sensiblement les mêmes chez les hommes et les femmes. Les écarts entre les sexes varient de 0,8 point de pourcentage chez les 55 ans et plus à 6,0 points de pourcentage chez les 15-24 ans.

Tableau 2.4
Répartition de la population inactive selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004

	Ensemble les deux sexes	Femmes								
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans		25-44 ans		45-54 ans		55 ans et +	
	k	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	1 953,6	1 409,8	294,8	20,9	460,2	32,6	209,9	14,9	444,9	31,6
1981	1 922,4	1 343,4	257,1	19,1	391,7	29,2	183,5	13,7	511,2	38,1
1986	1 946,1	1 300,3	201,5	15,5	343,1	26,4	166,7	12,8	589,1	45,3
1991	2 008,4	1 290,6	178,7	13,8	311,4	24,1	146,4	11,3	654,1	50,7
1996	2 192,6	1 357,9	212,6	15,7	287,3	21,2	167,7	12,3	690,2	50,8
2001	2 167,6	1 313,5	189,6	14,4	221,4	16,9	145,4	11,1	757,1	57,6
2004	2 083,4	1 239,2	153,4	12,4	181,4	14,6	129,8	10,5	774,6	62,5
Variation 1976-2004 (%)	6,6	- 12,1	- 48,0	...	- 60,6	...	- 38,2	...	74,1	...

	Ensemble les deux sexes	Hommes								
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans		25-44 ans		45-54 ans		55 ans et +	
	k	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	1 953,6	543,9	229,8	42,3	48,8	9,0	33,2	6,1	232,0	42,7
1981	1 922,4	578,9	206,5	35,7	62,6	10,8	33,2	5,7	276,7	47,8
1986	1 946,1	645,7	177,5	27,5	86,7	13,4	42,4	6,6	339,2	52,5
1991	2 008,4	717,8	159,7	22,2	107,1	14,9	48,0	6,7	403,0	56,1
1996	2 192,6	834,7	195,2	23,4	120,6	14,4	59,5	7,1	459,3	55,0
2001	2 167,6	854,1	171,9	20,1	102,7	12,0	65,2	7,6	514,4	60,2
2004	2 083,4	844,2	155,1	18,4	92,0	10,9	62,9	7,5	534,1	63,3
Variation 1976-2004 (%)	6,6	55,2	- 32,5	...	88,5	...	89,5	...	130,2	...

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

2.5 Synthèse du chapitre

Ce chapitre de l'Annuaire québécois des statistiques du travail a porté sur l'évolution de la population en lien avec le marché du travail. Quatre indicateurs ont ainsi été analysés : la population en âge de travailler, la population active, le taux d'activité et la population inactive. Quels sont les grands constats qui ressortent des données historiques que nous venons d'étudier?

Tout d'abord, on a vu que la population en âge de travailler augmentait d'année en année, connaissant un taux de croissance de 28,9 % entre 1976 et 2004. Ce changement s'est particulièrement fait sentir dans les groupes des 45-54 ans et des 55 ans et plus. L'effet du baby-boom et l'augmentation de l'espérance de vie n'y sont certainement pas étrangers. D'une part, on a constaté une baisse substantielle de la présence relative des 15-24 ans, qui a glissé de 27,5 % en 1976 à 15,6 % en 2004. D'autre part, on a observé un accroissement de l'importance des 55 ans et plus dont le taux de présence est passé de 20,2 % à 29,5 % durant la même période. Ainsi, il s'est rajouté 847 300 personnes dans cette tranche de population entre 1976 et 2004, soit la plus forte croissance en nombre de tous les groupes d'âge analysés. L'évolution de la population en âge de travailler a par ailleurs été similaire pour les deux sexes.

Ces transformations ont eu évidemment des répercussions sur la population active. La hausse de celle-ci a d'ailleurs été plus importante en pourcentage (+ 44,6 %) entre 1976 et 2004 que celle de la population en âge de travailler. Chez les 15-24 ans, la population active a diminué mais à un rythme moins marqué (- 17,4 %) que la population en âge de travailler (- 27,0 %). Cela pourrait s'expliquer, en partie, par une croissance de la combinaison « travail-études » dans ce groupe d'âge. Toutefois, ce qui a le plus marqué l'évolution de la population active au cours des années 1976 à 2004, c'est l'accroissement notable de la population active féminine, particulièrement dans les groupes des 25-44 ans et des 45-54 ans. Dans le premier groupe, il s'est ajouté 459 000 femmes sur le marché du travail (une hausse de 106,2 %) et, dans le second, 327 100 femmes (une hausse de 239,3 %). L'incidence de ces divers changements sur le taux d'activité est indéniable.

Ainsi, le taux d'activité, malgré des fluctuations imputables à la conjoncture économique, a suivi une tendance ascendante tout au long de la période 1976-2004. Il a d'ailleurs atteint un sommet historique en 2003 (66,0 %). L'augmentation de l'activité sur le marché du travail s'est fait sentir de façon particulière chez les 25-44 ans (hausse du taux d'activité de 15,7 points de pourcentage) ainsi que chez les 45-54 ans (hausse de 19,4 points). Ces hausses ont été essentiellement le fait des femmes qui ont vu leur taux augmenter de 34,7 points de pourcentage chez les 25-44 ans et de 38,7 points chez les 45-54 ans. En conséquence, les femmes ont effectué un rattrapage important par rapport aux hommes entre 1976 et 2004. L'écart dans les taux d'activité entre les sexes est ainsi passé de 46,2 points de pourcentage à seulement 8,6 points chez les 25-44 ans, et de 50,6 points à 11,1 points de pourcentage chez les 45-54 ans. Bien que les femmes plus âgées (55 ans et plus) affichent toujours des taux d'activité inférieurs à leurs homologues masculins, ces derniers ont vu leur participation sur le marché de travail décroître entre 1976 et 2004 (baisse du taux d'activité de 11,6 points de pourcentage) alors que le taux d'activité des femmes a augmenté de 6,4 points.

Par ailleurs, on a pu constater l'accroissement marqué du niveau d'études de la population active. En effet, la proportion de personnes ayant une formation postsecondaire ou universitaire est passée de 49,0 % à 66,8 % entre 1990 et 2004. Plus manifeste encore, la différence entre la proportion de diplômés universitaires dans la population active et celle des personnes sans diplôme d'études secondaires, qui s'établissait à 18,4 points de pourcentage en 1990, a été renversée en 2004, se situant à 2,6 point en faveur des plus scolarisés cette fois.

Dans son ensemble, la population inactive a connu une faible croissance (6,6 %); mais on a constaté à plusieurs reprises des fluctuations importantes à la hausse et à la baisse en lien avec la conjoncture économique. La population inactive a diminué de 12,1 % chez les femmes entre 1976 et 2004 alors que celle des hommes, dans le même temps, s'est accrue de 55,2 %. Le groupe des 55 ans et plus a pris nettement de l'importance durant la

période étudiée avec une proportion qui est passée de 34,6 % en 1976 à 62,8 % en 2004. Ce changement a été observé autant chez les hommes que chez les femmes.

Chapitre 3

Portrait de l'emploi au Québec, 1976-2004

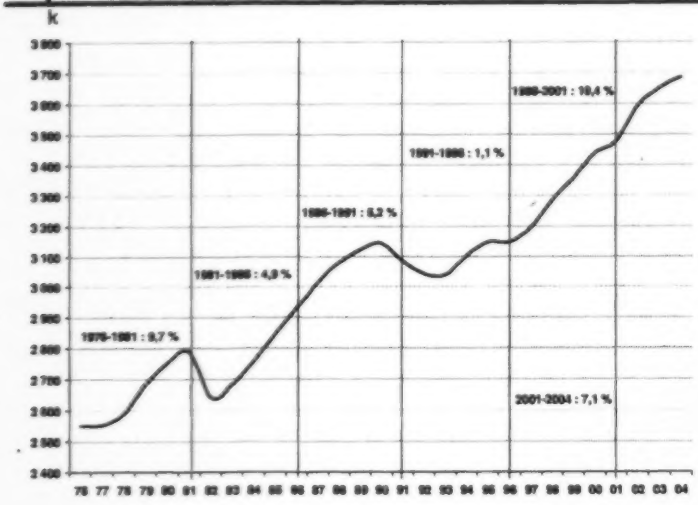
3.1 Emploi

Pour cet indicateur, l'analyse porte sur l'emploi total, l'emploi selon le régime de travail (temps plein ou temps partiel), l'emploi selon la nature du lien d'emploi (employé ou travailleur autonome), l'emploi selon le secteur d'appartenance (public ou privé) ainsi que l'emploi selon l'industrie (productrice de biens ou productrice de services).

3.1.1 Emploi total

Des résultats portant sur l'emploi total sont présentés aux figures 3.1 à 3.3 ainsi qu'au tableau 3.1. À l'instar de la population active, l'emploi total (voir figure 3.1) suit une tendance ascendante tout au long des années 1976 à 2004. Durant cette période, l'emploi est passé de 2 543 400 à 3 685 900, soit une croissance de 44,9 %. En comparaison, l'emploi a crû de 68,9 % en Ontario et de 94,1 % en Colombie-Britannique.

Figure 3.1
Emploi total, Québec, 1976-2004



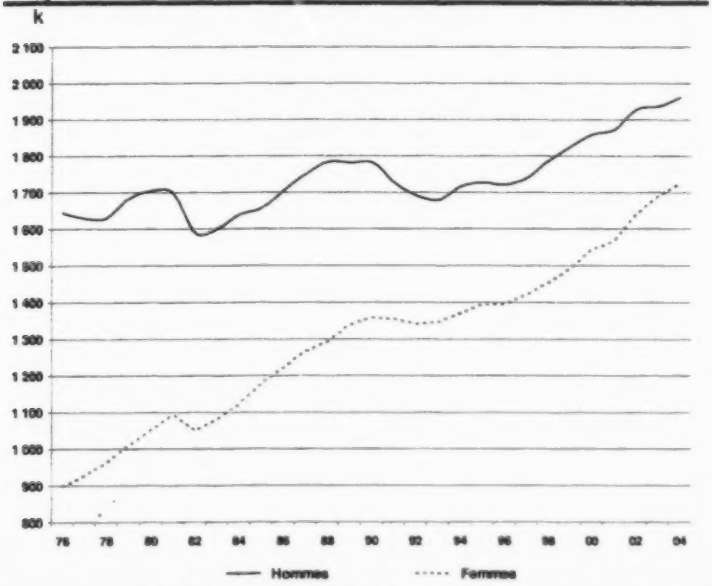
L'évolution de l'emploi suit évidemment la conjoncture économique. L'impact des récessions du début des années 1980 et 1990 est bien clair à la figure 3.1. En effet, on observe une baisse importante de l'emploi entre 1981 et 1982 (- 151 100 ou - 5,4 %) ainsi qu'entre 1990 et 1992 (- 106 100 ou - 3,4 %). Par tranche de cinq années, la période 1996-2001 est celle où la croissance de l'emploi est la plus élevée (+ 10,4 %) suivie de près par celle de 1976-1981 (+ 9,7 %). De plus, pour une tranche de trois ans seulement, la période de 2001 à 2004 offre une croissance non négligeable de 7,1 %.

Une approche permettant de rendre compte de la santé du marché du travail consiste à observer les plus longues périodes de croissance positive de l'emploi. À cet effet, on remarque que celles-ci se retrouvent dans les périodes 1983-1990 (huit années) et 1997-2004 (huit années), avec une croissance annuelle moyenne de 2,2 % et de 2,1 % respectivement. Par ailleurs, le taux de croissance le plus élevé sur la période à lieu en 1979 et en 2002 et il se situe à 3,7 %. En nombre d'emplois créés, l'année 2002 l'emporte toutefois (soit 127 800 de plus en 2002 contre 95 900 de plus en 1979).

L'emploi total selon le sexe

Comme on l'a constaté lors de l'analyse du taux d'activité (participation au marché du travail), les femmes ont fait un rattrapage fort important par rapport aux hommes de 1976 à 2004. Cette situation se traduit dans l'emploi, ce que révèle la figure 3.2. Ainsi, de manière générale, les femmes présentent des taux de croissance de l'emploi supérieurs à ceux de leurs homologues masculins. Plus particulièrement, de 1976 à 1990, la croissance de l'emploi féminin est de 51,0 % (+ 458 500) comparativement à seulement 8,4 % (+ 138 000) chez les hommes. Ces différences entre les sexes sont également constatées de 1990 à 2004, l'emploi des femmes augmentant de 27,1 % (+ 367 300) alors que celui des hommes croît deux fois et demie moins vite, soit de 10,0 % (+ 178 700). Même pendant la période où l'emploi a connu sa plus forte croissance (1996-2001; voir figure 3.1), celle des femmes (+ 12,2 %) dépasse celle des hommes (+ 8,9 %). Pour les années 2003 et 2004 la croissance annuelle de l'emploi féminin surpasse encore celle de l'emploi masculin. En effet, chez les femmes, les taux sont respectivement de 3,0 % et 2,2 % pour ces années, alors qu'ils sont de 0,4 % et 1,3 % chez les hommes.

Figure 3.2
Emploi selon le sexe, Québec, 1976-2004



Comme en fait foi la figure 3.2, l'écart dans le volume d'emplois entre les sexes se réduit d'année en année. En 1976, les femmes occupaient 35,4 % des emplois; ce taux grimpe à 46,8 % en 2004. Par ailleurs, notons que des taux de croissance annuelle de l'emploi féminin supérieurs à 3 % sont observés à 12 reprises entre 1976 et 2004 (plus particulièrement de 1976 à 1989, soit 10 fois). Pour les hommes, cette situation n'arrive qu'une seule fois en 1979 où le taux de croissance se fixe à 3,2 %.

D'un autre point de vue, on peut regarder quelle est la contribution des femmes et des hommes aux variations de l'emploi total selon les différentes périodes retenues dans l'analyse (voir tableau 3.1). Lorsque nous sommes en période de croissance de l'emploi total, la contribution des femmes est toujours supérieure à celle des hommes et elle varie de 52,7 % (1996-2001) à 113,9 % (1991-1996). A contrario, en période de baisse de l'emploi, la contribution des hommes est nettement prédominante, le recul de l'emploi masculin étant toujours plus important que celui des femmes. Ainsi, la variation négative de l'emploi en 1981-1982 (- 151 100) s'explique principalement par celle des hommes (- 107 900), soit 71,4 % de la baisse de l'ensemble de l'emploi. La baisse de l'emploi total observée en 1990-1992 (- 106 100) est encore plus le fait des hommes puisque ceux-ci accusent une chute de leur volume d'emplois de 90 200, soit 85,0 % de la baisse de l'ensemble de l'emploi.

Tableau 3.1
Variation de l'emploi total et contribution selon le sexe pour certaines périodes, Québec, 1976-2004

Période	Total		Hommes			Femmes		
	Variation		Variation		Contribution	Variation		Contribution
	k	%	k	%	%	k	%	%
1976-1981	247,8	9,7	54,3	3,3	21,9	193,6	21,5	78,1
1981-1982	- 151,1	- 5,4	- 107,9	- 6,4	71,4	- 43,3	- 4,0	28,7
1981-1986	138,0	4,9	8,9	0,5	6,4	129,0	11,8	93,5
1986-1991	152,3	5,2	18,6	1,1	12,2	133,8	11,0	87,9
1990-1992	- 106,1	- 3,4	- 90,2	- 5,1	85,0	- 15,9	- 1,2	15,0
1991-1996	35,3	1,1	- 5,0	- 0,3	- 14,2	40,2	3,0	113,9
1996-2001	323,4	10,4	152,9	8,9	47,3	170,5	12,2	52,7
2001-2004	245,7	7,1	87,0	4,6	35,4	158,7	10,1	64,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

L'emploi total selon le groupe d'âge

Si l'emploi total affiche des baisses importantes durant les récessions des années 1980 et 1990, cette situation n'est cependant pas observée dans tous les groupes d'âge étudiés. En fait, comme le montre la figure 3.3, les pertes d'emplois durant la première récession sont surtout attribuables au groupe des 15-24 ans alors que durant la deuxième récession, elles sont attribuables à la fois aux 15-24 ans et aux 25-44 ans. Les diminutions d'emplois ne s'observent pratiquement pas chez les 45-54 ans et les 55 ans et plus.

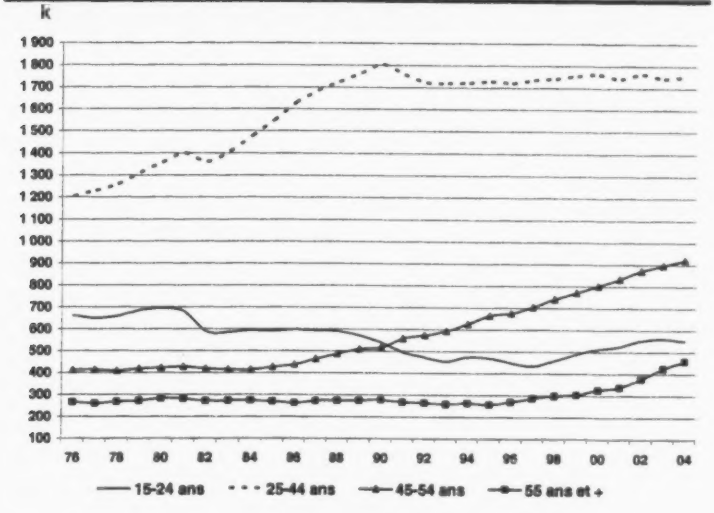
Jusqu'à la fin de la décennie 1980, la croissance de l'emploi est en très grande partie le fait des personnes âgées de 25 à 44 ans. Ainsi, entre 1976 et 1990, l'emploi dans ce groupe s'accroît de presque 600 000, soit une hausse de 49,8 %. En 1990, près de 6 emplois sur 10 (57,4 %) se retrouvent dans ce groupe d'âge.

Comme on peut le voir à la figure 3.3, l'emploi chez les 45-54 ans s'accroît progressivement à partir du milieu des années 1980, et ce, jusqu'en 2004, contrairement à l'emploi des 25-44 ans qui demeure plus ou moins stable durant la décennie 1990 et au début de celle de 2000. De 1985 à 2004, l'emploi chez les 45-54 ans fait plus que doubler, passant de 427 100 à 920 600. En conséquence, la part de ce groupe dans l'emploi total augmente, durant cette période, de 15,0 % à 25,0 % alors que celle des 25-44 ans fléchit de 54,6 % à 47,6 %.

On observe une croissance de l'emploi chez les 15-24 ans de 1998 à 2003, par contre, celle-ci est loin d'être suffisante pour ramener la part de ce groupe dans l'emploi total à celle observée en 1976 (26,0 %). En fait, en 2003, seulement 15,5 % de l'emploi total se retrouve chez les 15-24 ans et la proportion diminue à 15,0 % en 2004.

Par ailleurs, l'emploi des plus âgés (55 ans et plus) demeure relativement stable entre 1976 et 1996. Par contre, les années suivantes montrent une croissance non négligeable de ce groupe. Ainsi, en 1996, on dénombrait 269 900 emplois chez les 55 ans et plus; en 2004, le nombre d'emplois s'élevait à 459 500, soit une hausse de 70,2 %. Leur part dans l'emploi total a donc atteint un sommet historique en 2004 (12,5 %). Cette croissance de l'emploi dans le groupe des 55 ans et plus ne semble pas être le fait du vieillissement de la population du baby-boom. En effet, comme on l'a vu dans la section sur la population en âge de travailler (voir chapitre 2), seules les personnes nées dans les années 1946 à 1949 se retrouvent dans ce groupe d'âge en 2004. Il s'agit bien ici d'une croissance réelle de l'emploi dans ce groupe d'âge.

Figure 3.3
Emploi selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



3.1.2 Emploi à temps plein et à temps partiel

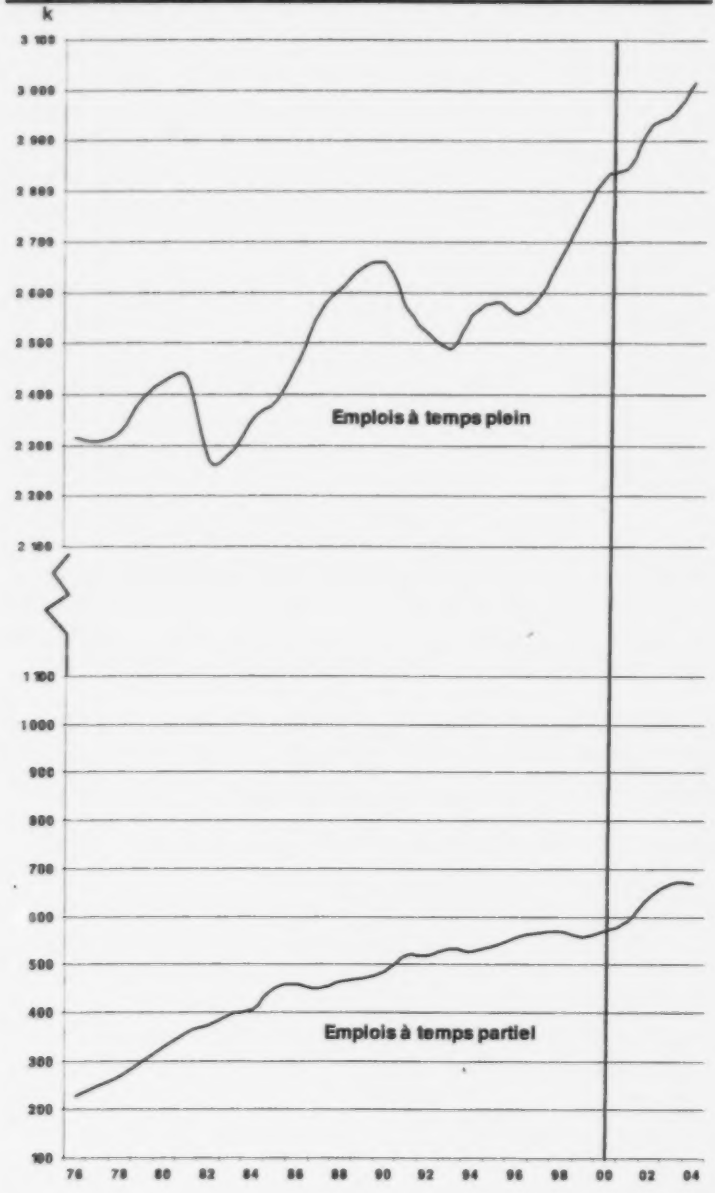
Outre cette lecture générale de l'emploi, il convient d'étudier l'évolution et l'importance de l'emploi selon qu'il est à temps plein ou à temps partiel. Des résultats sur ces deux réalités du marché du travail sont présentés aux figures 3.4 à 3.8 de même qu'au tableau 3.2.

La figure 3.4 dresse le portrait de l'évolution de l'emploi à temps plein et de l'emploi à temps partiel de 1976 à 2004. Pour l'ensemble de la période, l'emploi à temps plein s'est accru de 30,3 %; cette croissance a toutefois été ponctuée de fluctuations à la hausse et à la baisse selon le cycle économique. Par contre, l'augmentation de l'emploi à temps partiel, qui se chiffre à 193,0 % sur la période analysée, s'est faite de manière plus continue. Parmi les nouveaux emplois créés entre 1976 et 2004 (+ 1 142 500), 61,4 % l'ont été à temps plein. Aussi, malgré une croissance en pourcentage de près de 7 fois supérieure à celle de l'emploi à temps plein, l'emploi à temps partiel ne représente encore, en 2004, qu'environ un emploi sur cinq.

Comme on peut le voir, l'emploi à temps partiel ne semble pas être affecté par les deux récessions du début des années 1980 et 1990, alors que cela est le cas pour l'emploi à temps plein. Ainsi, entre 1981 et 1982, l'emploi à temps plein chute de 6,9 % (perte de 167 200 emplois); entre 1990 et 1993, on observe également une baisse, de l'ordre de 6,1 % ou l'équivalent de 162 300 postes. Durant ces deux courtes périodes, l'emploi à temps partiel suit une trajectoire inverse puisqu'il augmente de 4,5 % (1981-1982) et de 10,0 % (1990-1993).

La période 1996-2001 révèle toutefois un scénario bien différent. En effet, durant cette période, l'emploi à temps plein croît de 11,3 % (+ 290 200), alors que l'emploi à temps partiel n'augmente que de 5,9 % (+ 33 100). Lorsque l'on regarde la période de reprise de l'emploi après la première récession (1983-1989), on constate, là encore, que l'emploi à temps plein influe davantage sur la création d'emplois (+ 365 900) que celui à temps partiel (+ 72 600). Toutefois, il convient de noter que la croissance en pourcentage durant cette période est plus forte dans l'emploi à temps partiel (+ 18,3 %) que dans celui à temps plein (+ 16,0 %). Cette situation est également observée en 2002.

Figure 3.4
Emploi à temps plein et à temps partiel, Québec, 1976-2004



Par ailleurs, l'impact de la forte croissance de l'emploi à temps partiel est bien observable à la figure 3.5 qui donne le taux de présence de ce type d'emploi dans l'emploi total. De 1976 à 1991, la proportion d'emplois à temps partiel passe de 9 % à 16,8 %, soit un bond de 7,8 points de pourcentage. L'importance de l'emploi à temps partiel tend cependant à se stabiliser dans les années suivantes, puisque le taux de présence ne varie que de 1,7 point de pourcentage de 1991 à 2003. Avec un taux de présence de 18,5 % en 2003. En 2004, le ratio chute de 0,3 point de pourcentage pour se fixer à 18,2 %. On doit reconnaître que, par rapport à 1976, la présence de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total a plus que doublé.

L'emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe

Historiquement, l'emploi à temps partiel est considéré comme étant une réalité propre aux femmes. Les femmes se retrouveraient ainsi plus souvent que les hommes dans ce type d'emploi, contrairement à l'emploi à temps plein. Afin de jeter un éclairage additionnel sur cette situation, la figure 3.6 présente les proportions de femmes dans l'emploi à temps partiel et dans l'emploi à temps plein. Comme on peut le voir, les femmes occupent la très grande majorité des emplois à temps partiel tout au long des années 1976 à 2004; elles détiennent un peu plus des deux tiers des emplois de ce type. Malgré une légère hausse de la présence des femmes dans l'emploi à temps partiel vers la fin des années 1980, leur présence demeure globalement stable tout au long de la période étudiée. Comme il y a eu une augmentation de la proportion d'emplois à temps partiel dans l'emploi total entre 1976 et 2004 (voir figure 3.5), on peut supposer que les hommes, tout comme les femmes, ont occupé au cours de cette période les nouveaux emplois à temps partiel dans les mêmes proportions que ceux qu'ils occupaient déjà.

Figure 3.5
Proportion d'emplois à temps partiel dans l'emploi total, Québec, 1976-2004

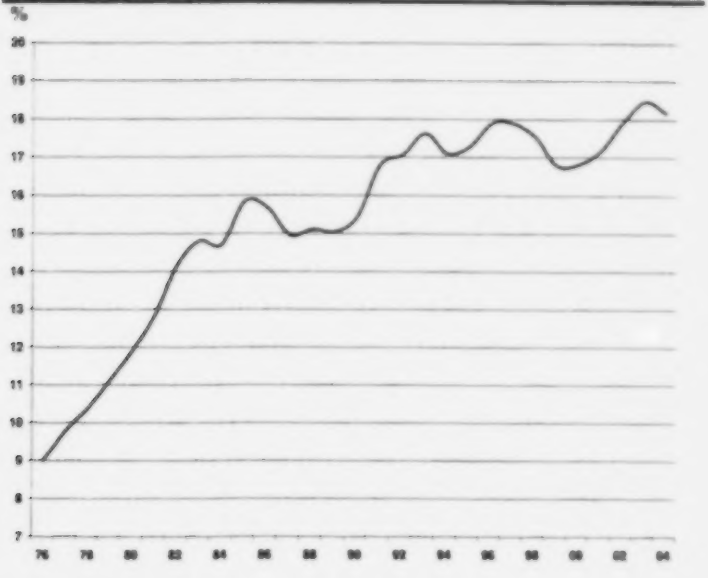
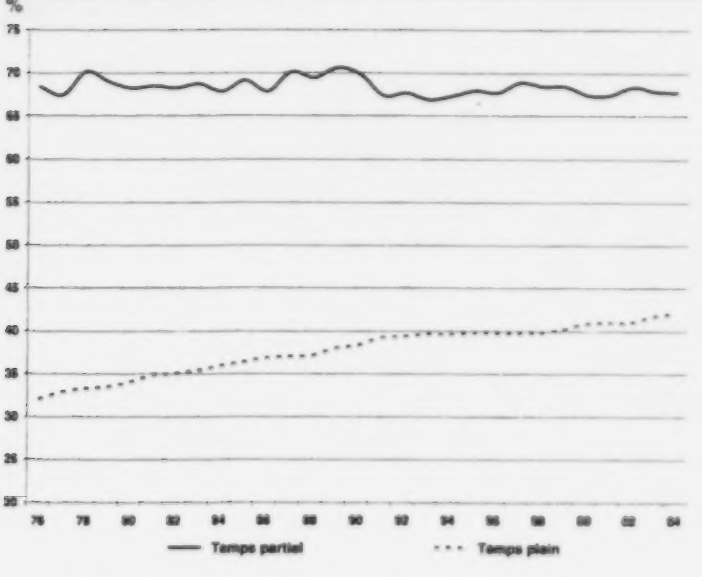


Figure 3.6
Proportion de femmes dans l'emploi à temps plein et proportion de femmes dans l'emploi à temps partiel, Québec, 1976-2004



Toutefois, ce qui ressort de la figure 3.6, c'est surtout l'augmentation de la présence des femmes dans l'emploi à temps plein. En 1976, les femmes occupaient 32,1 % de l'ensemble des emplois à temps plein; ce taux passe à 42,1 % en 2004, soit une hausse de 10,0 points de pourcentage. C'est donc dire que, malgré qu'elles aient conservé leur forte présence dans l'emploi à temps partiel, les femmes ont progressivement accru leur présence dans l'emploi à temps plein. Cette situation ne semble pas être conjoncturelle puisque la tendance s'observe d'année en année, comme on peut le voir à la figure 3.6.

Par ailleurs, dans l'emploi total féminin, les femmes sont en majorité concentrées dans l'emploi à temps plein durant la période analysée. Ainsi, en 2004, parmi les 1 724 900 femmes en emploi, 73,7 % (1 271 100) occupent un emploi à temps plein. En 1976, cette proportion était de 82,6 %, soit presque 9 points de pourcentage de plus. Cette différence importante s'explique par la plus faible proportion d'emplois à temps partiel dans l'emploi total en 1976 qu'en 2004 (voir figure 3.5). Il convient de souligner que depuis 1982, année où elle s'établissait à 75,7 %, la part de l'emploi à temps plein dans l'emploi total a peu varié jusqu'en 2004, chez les femmes.

Afin d'avoir une lecture plus complète, les tableaux 3.2a et 3.2b présentent des résultats sur la contribution de l'emploi à temps plein et à temps partiel aux variations de l'emploi total selon les différentes périodes analysées jusqu'ici. Ces contributions sont également ventilées selon le sexe.

Tableau 3.2a

Variation de l'emploi total et contribution[1] de l'emploi à temps plein et de l'emploi à temps partiel pour certaines périodes, Québec, 1976-2004

Période	Total	Temps plein			Temps partiel		
	Variation	Variation		Contribution	Variation		Contribution
	k	k	%	%	k	%	%
1976-1981	247,8	119,2	5,1	48,1	128,7	56,3	51,9
1981-1982	- 151,1	- 167,2	- 6,9	110,7	16,1	4,5	- 10,7
1981-1986	138,0	36,2	1,5	26,2	101,7	28,5	73,7
1986-1991	152,3	93,9	3,8	61,7	58,4	12,7	38,3
1990-1992	- 106,1	- 138,9	- 5,2	130,9	32,8	6,8	- 30,9
1991-1996	35,3	- 5,0	- 0,2	- 14,2	40,4	7,8	114,4
1996-2001	323,4	290,2	11,3	89,7	33,1	5,9	10,2
2001-2004	245,7	166,9	5,9	67,9	78,8	13,3	32,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.2b

Contribution[1] des hommes et des femmes à la variation de l'emploi à temps plein et de l'emploi à temps partiel pour certaines périodes, Québec, 1976-2004

Période	Temps plein			Temps partiel		
	Variation	Contribution		Variation	Contribution	
		Hommes	Femmes		Hommes	Femmes
	k	%		k	%	
1976-1981	119,2	11,7	88,3	128,7	31,3	68,6
1981-1982	- 167,2	68,1	31,9	16,1	37,3	63,4
1981-1986	36,2	- 71,8	172,1	101,7	34,4	65,6
1986-1991	93,9	- 2,8	102,8	58,4	36,3	63,9
1990-1992	- 138,9	80,1	19,9	32,8	64,3	35,7
1991-1996	- 5,0	330,0	- 228,0	40,4	28,2	71,5
1996-2001	290,2	48,4	51,6	33,1	37,5	62,8
2001-2004	166,9	38,1	61,9	78,8	29,7	70,3

1. Les contributions exprimées en pourcentage peuvent être supérieures à 100 pourcent et être positives ou négatives en raison d'une variation plus importante d'un sous-groupe par rapport au total. Par exemple, de 1981 à 1986, il y a eu une variation nette de l'emploi à temps plein de + 36 200. La contribution chez les hommes a été de - 71,8 % suite à une diminution de l'emploi (- 26 000; données non présentées). La contribution chez les femmes a été de 172,1 % suite à une augmentation de l'emploi (+ 62 300; données non présentées) qui a été supérieure à celle de l'emploi total (+ 36 200).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Durant les périodes de pertes importantes d'emplois (1981-1982; 1990-1992), seul l'emploi à temps plein est en cause, l'emploi à temps partiel n'accusant pas de recul. Les hommes sont davantage affectés par ces pertes d'emplois, particulièrement durant la période 1990-1992 alors que leur contribution est de 80,1 %.

De 1976 à 1981, l'emploi total augmente de 247 800; 48,1 % des nouveaux emplois sont à temps plein. La quasi-totalité de ces emplois va aux femmes. Ces dernières augmentent ainsi leur part dans l'emploi à temps plein de 2,7 points de pourcentage (32,1 % en 1976 et 34,8 % en 1981). De 1981 à 1986, la situation est différente puisque la création d'emplois est à plus de 70 % le fait des emplois à temps partiel; les femmes en obtiennent encore la plus grande partie, soit les deux tiers. Par ailleurs, même si l'emploi à temps plein ne contribue qu'à 26,2 % de la variation de l'emploi total durant cette période, les femmes sont les seules à en bénéficier, et ce, dans une proportion de plus de 150 %. Elles continuent ainsi à accroître leur part dans l'emploi à temps plein. Entre 1986 et 1991, la croissance totale de l'emploi (+ 152 300) se retrouve en majorité dans le temps plein (61,7 %); ce sont uniquement les femmes qui profitent de cette création d'emplois à temps plein, les hommes accusant des pertes à ce titre durant la même période. Cependant, c'est surtout la période 1996-2001 qui apparaît exceptionnelle puisqu'on y enregistre une croissance de l'emploi total de 323 400, essentiellement à temps plein (89,7 %). Les femmes obtiennent plus de la moitié de l'emploi total, plus particulièrement 51,6 % des emplois à temps plein et 62,8 % des emplois à temps partiel. En 2001, la part des femmes dans l'emploi à temps plein représente ainsi 41,0 %.

Pour la période 2001-2004, l'emploi total croît de 245 700. Cette croissance est attribuable en majorité à l'emploi à temps plein (67,9 %). Ce sont, encore une fois, les femmes qui font les gains les plus importants. Elles occupent 61,9 % des nouveaux emplois à temps plein et 70,3 % des nouveaux emplois à temps partiel.

L'emploi à temps plein et à temps partiel selon le groupe d'âge

Le groupe d'âge est une autre dimension souvent retenue dans l'étude de l'emploi selon le régime de travail (temps plein ou temps partiel). En effet, on associe souvent l'emploi à temps partiel aux plus jeunes (15-24 ans) en raison, notamment, de leur participation plus importante aux études (combinaison études-travail). L'emploi à temps plein serait quant à lui plus caractéristique des autres groupes d'âge (25-44 ans; 45-54 ans; 55 ans et plus) puisque ces derniers seraient davantage susceptibles de consacrer plus de temps au marché du travail. Les figures 3.7 et 3.8 présentent des résultats à cet effet.

À la figure 3.7, on retrouve la répartition de l'emploi à temps partiel selon le groupe d'âge, de 1976 à 2004. Jusqu'au milieu des années 1980, et depuis la fin des années 1990, l'emploi à temps partiel est surtout le fait des personnes de 15-24 ans. Toutefois, entre ces deux périodes, les personnes en emploi âgées de 25 à 44 ans occupent une part souvent similaire et, dans certains cas, plus élevée du temps partiel que les plus jeunes. Cependant, depuis la fin des années 1990, la part des 25-44 ans dans l'emploi à temps partiel diminue pour atteindre son plus bas niveau en 2004 (31,3 %).

Figure 3.7
Répartition de l'emploi à temps partiel selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

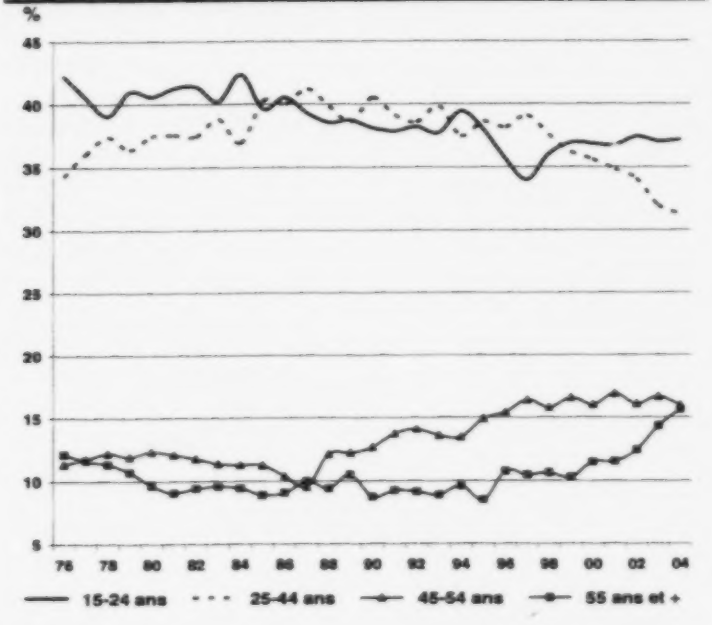
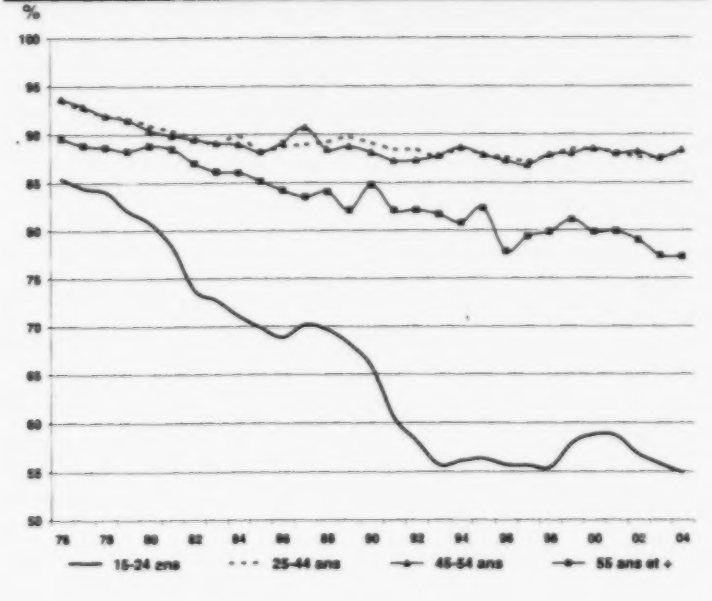


Figure 3.8
Proportion d'emplois à temps plein dans l'emploi total pour différents groupes d'âge, Québec, 1976-2004



La figure 3.7 fait ressortir, par ailleurs, un phénomène bien particulier, soit l'augmentation de la part des 45-54 ans dans l'emploi à temps partiel. Ainsi, de 1976 à 1987, la part de ce groupe dans l'emploi à temps partiel diminue légèrement pour passer de 11,3 % à 9,5 %. Cependant, durant les années suivantes, la situation s'inverse et l'on voit ainsi augmenter graduellement la proportion de ce groupe d'âge dans l'emploi à temps partiel. En 2001, 16,9 % de tous les emplois de ce type sont détenus par des personnes âgées de 45 à 54 ans (sommet sur la période), soit une augmentation de 7,4 points de pourcentage par rapport au creux observé en 1987. Par la suite, cette proportion fluctue pour se situer à 16,0 % en 2004.

Enfin, la thèse voulant que les personnes à l'approche de la retraite se retrouvent de moins en moins dans des emplois à temps plein, donc de plus en plus dans des emplois à temps partiel, semble trouver écho à la figure 3.8. Ainsi, la proportion des 55 ans et plus qui occupent un emploi à temps plein est moins élevé que celles des 25-44 ans et 45-54 ans, tout au long de la période analysée. De plus, la proportion d'emplois à temps plein chez les 55 ans et plus diminue graduellement; elle était de 89,6 % en 1976 pour passer à 77,2 % en 2004, une baisse d'environ 12 points de pourcentage. L'écart avec les 25-44 ans et les 45-54 ans s'accentue d'ailleurs durant ces années.

Toutefois, c'est surtout chez les jeunes en emploi (15-24 ans) que les changements les plus grands sont observés. En effet, ces derniers occupaient, en 1976, des emplois à temps plein dans une proportion de 85,4 %. Cette proportion chute fortement, pour se situer à 55,7 % en 1993. Par la suite, elle augmente de nouveau vers la fin de la décennie 1990 et au début des années 2000. Les deux dernières années de la période affichent des baisses pour se fixer à 54,9 %

en 2004 (proportion la plus faible sur la période). Les 15-24 ans sont donc actuellement beaucoup moins présents dans les emplois à temps plein qu'ils ne l'étaient au cours des décennies 1970 et 1980. Un des facteurs explicatifs de ce changement est l'allongement important de la formation scolaire qu'a connu cette population[1] . Plus particulièrement, seulement 17,2 % des jeunes de 15 à 24 ans en emploi étaient aux études en 1976. Ce taux fait un bond substantiel en 1994, pour se situer à 46,0 %[2] , et fluctue par la suite pour se fixer à 46,2 % en 2004. Or, comme les étudiants sont en très grande majorité aux études à temps plein[3] , ceux qui travaillent privilégient habituellement l'emploi à temps partiel compte tenu de leur disponibilité moindre.

Finalement, le taux de présence de l'emploi à temps plein est légèrement en baisse dans les cohortes plus actives (25-44 ans et 45-54 ans), et ce, jusqu'au début des années 1990. Depuis le milieu des années 1990, une relative stabilité s'observe. On peut souligner également le caractère presque identique du taux de présence de l'emploi à temps plein dans ces deux groupes d'âge tout au long de la période étudiée.

3.1.3 Employés et travailleurs autonomes

Il est possible d'analyser l'évolution de l'emploi selon le lien d'emploi. On parlera donc d'employés, soit ceux ayant un employeur, et de travailleurs autonomes, soit ceux qui travaillent pour leur propre compte avec ou sans aide rémunérée (incluant les travailleurs familiaux rémunérés). Les résultats portant sur ces deux groupes sont présentés aux figures 3.9 à 3.12 ainsi qu'au tableau 3.3.

En 1976, on dénombrait 255 500 travailleurs autonomes et 2 287 900 employés au Québec. La proportion de travailleurs autonomes sur l'emploi total s'établissait dès lors à 10,0 %. En 2004, le nombre d'employés s'élevait à 3 201 600, soit une croissance de 39,9 % (+ 913 700) par rapport à 1976. Du côté des travailleurs autonomes, la hausse a été de 89,6 % (+ 228 900) pour un total de 484 400 personnes en 2004, soit 13,1 % de l'ensemble de l'emploi.

La figure 3.9 fait état de l'évolution du nombre d'employés et de travailleurs autonomes à l'aide d'un indice ayant comme base 1976 (1976 = 100). Jusqu'à la fin des années 1990, le travail autonome croît beaucoup plus rapidement que le nombre d'employés. Par rapport à 1976 (255 500), le nombre de travailleurs autonomes a presque doublé en 1999, passant à 512 500 (voir annexe 5.1). On note un repli en 2000 et 2001, alors qu'une reprise de l'emploi autonome s'effectue les trois années suivantes.

Les périodes marquées par la récession (1981-1982; 1990-1992) ont un impact à la baisse sur l'évolution du nombre d'employés, contrairement à ce qui est observé chez les travailleurs autonomes. Ainsi, de 1981 à 1982, l'indice du nombre d'employés glisse de 108,5 à 100,8, alors que chez les autonomes, il monte de 120,8 à 131,0. Entre 1990 et 1992, l'indice du nombre d'employés fléchit de 5,3 points et celui du travail autonome augmente de 5,6 point[4] . Cette situation pourrait alimenter la thèse de la « pression » voulant que la détérioration de l'économie

---

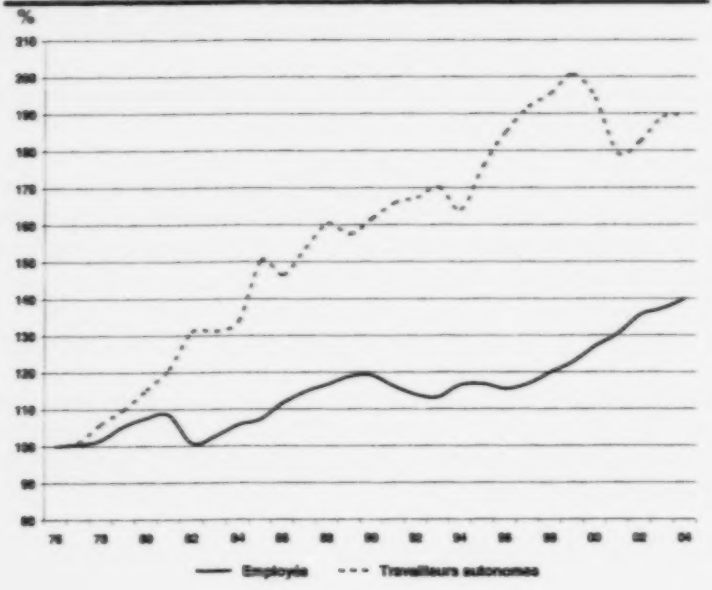
1. En 1976, 41,0 % de l'ensemble de la population des 15-24 ans était aux études (temps plein ou temps partiel). Cette proportion grimpe à 52,3 % en 1990, à 64,0 % en 1997, pour redescendre à 60,3 % en 2004.

2. Les données concernant l'emploi chez les étudiants ne sont pas présentées en détail dans cette étude. Elles proviennent des estimations de la population active pour les étudiants à temps plein et à temps partiel durant les mois d'étude considérés dans l'enquête, soit de septembre à avril. Les estimations excluent donc les mois de mai à août.

3. Statistique Canada et Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (2003). Indicateurs de l'éducation au Canada. Rapport du programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation 2003, no du catalogue 81-582-XIF, no 3, novembre, 419 p.

4. L'indice s'accroît d'ailleurs jusqu'en 1993.

Figure 3.9
Indice de croissance des employés et des travailleurs autonomes, Québec, 1976-2004 (1976 = 100)



contraint de plus en plus de gens à créer leur propre emploi. Dans une étude comparant les employés avec les travailleurs autonomes sans aide rémunérée, Comtois et Morissette sont d'ailleurs arrivés à cette conclusion pour le Québec[5].

Le tableau 3.3 présente des données sur l'évolution, pour certaines périodes, de l'emploi total, des employés et des travailleurs autonomes. Lors des périodes 1976-1981 et 1986-1991, le nombre d'employés s'accroît respectivement de 8,5 % et de 4,0 %, soit beaucoup moins que l'emploi autonome (20,8 % et 13,3 %), mais leur contribution à l'emploi total demeure majoritaire. Par contre, en période de pertes d'emplois importantes (1981-1982; 1990-1992), la contribution est uniquement le fait des employés puisque l'emploi autonome augmente (de 8,4 % et 3,5 % respectivement).

Tableau 3.3
Variation du nombre d'employés et de travailleurs autonomes pour certaines périodes, Québec, 1976-2004

	Emploi total		Employés			Travailleurs autonomes		
	Variation		Variation		Contribution	Variation		Contribution
	k	%	k	%	%	k	%	%
1976-1981	247,8	9,7	194,7	8,5	78,6	53,2	20,8	21,5
1981-1982	- 151,1	- 5,4	- 177,1	- 7,1	117,2	25,9	8,4	- 17,1
1981-1986	138,0	4,9	72,2	2,9	52,3	65,6	21,3	47,5
1986-1991	152,3	5,2	102,6	4,0	67,4	49,8	13,3	32,7
1990-1992	- 106,1	- 3,4	- 120,4	- 4,4	113,5	14,3	3,5	- 13,5
1991-1996	35,3	1,1	- 13,7	- 0,5	- 38,8	49,0	11,6	138,8
1996-2001	323,4	10,4	338,3	12,8	104,6	- 14,8	- 3,1	- 4,6
2001-2004	245,7	7,1	219,6	7,4	89,4	26,1	5,7	10,6

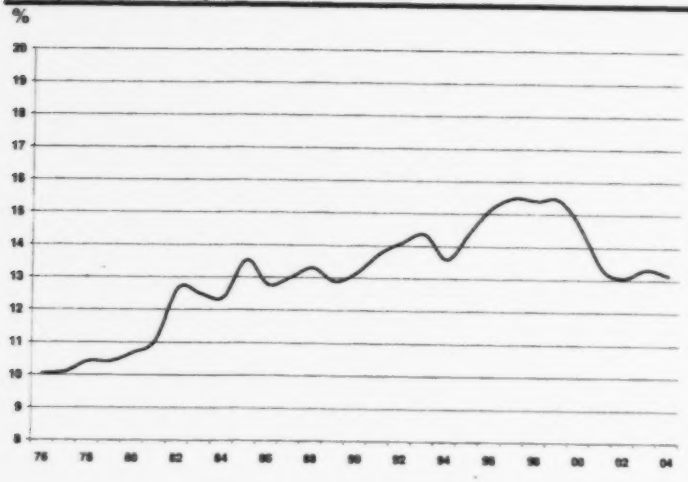
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

5. Paul COMTOIS et Réal MORISSETTE (2002). « Les travailleurs indépendants au Québec : ils étaient un demi-million en 1999 et 2000 », Flash-info, travail et rémunération, vol. 3, no 3, juin, p. 5-8.

On remarque, par ailleurs, que la reprise de l'emploi durant la première partie des années 1990 (1991-1996) s'effectue uniquement dans l'emploi autonome (contribution de plus de 100 %). Par contre, dans les périodes subséquentes, marquées par de fortes croissances de l'emploi (+ 323 400 entre 1996 et 2001; + 245 700 entre 2001 et 2004), la contribution est nettement le fait des employés. Même si l'on considère la période 1994-1999, soit celle où le travail autonome connaît une hausse notable (+ 22,2 %), celui-ci ne contribue que pour le tiers environ de la croissance de l'emploi total (voir annexe 5.1).

La figure 3.10 présente l'évolution de la proportion de travailleurs autonomes dans l'emploi total entre 1976 et 2004. Évoluant quelque peu en dents de scie, la proportion du travail autonome suit tout de même une tendance à la hausse entre 1976 et 1997 pour se fixer à 15,5 %, comparativement à un taux initial de 10,0 %. Encore là, la thèse de la pression semble se confirmer durant les deux récessions, particulièrement la première, ainsi que durant la reprise très lente de l'emploi au milieu des années 1990.

Figure 3.10
Proportion d'emplois autonomes dans l'ensemble de l'emploi, Québec, 1976-2004



On note, à cet effet, une augmentation du taux de présence du travail autonome. Celui-ci était de 13,6 % en 1994 pour passer à 15,4 % en 1998. À la faveur de la croissance du nombre d'employés à la fin des années 1990 et au début des années 2000 (voir figure 3.9), le taux de présence du travail autonome chute progressivement pour atteindre 13,1 %, en 2004, un niveau similaire à celui observé en 1990 (13,2 %).

Il est possible de distinguer les travailleurs autonomes selon qu'ils ont ou non de l'aide rémunérée[6]. Les travailleurs autonomes avec aide rémunérée s'apparentent à la notion de micro-entreprises[7], alors que les travailleurs autonomes sans aide rémunérée pourraient s'apparenter plus aux travailleurs « employés »[8]. La figure 3.11 présente l'évolution de ces deux formes de travail autonome durant la période de 1976-2004.

6. L'analyse des travailleurs autonomes avec et sans aide rémunérée exclut les travailleurs familiaux rémunérés.

7. Dans son enquête sur les micro-entreprises de 2000, Industrie Canada, en collaboration avec Statistique Canada, les définissait comme les entreprises ayant entre un et quatre employés. Industrie Canada (2001) Enquête sur les micro-entreprises 2000, rapport d'étape, Ottawa, Direction générale de la politique de la petite entreprise, juin, 38 pages.

8. Cela est d'autant plus le cas lorsque le travailleur autonome réalise son ou ses contrats pour le compte d'un seul client.

Figure 3.11
Emplois autonomes avec aide rémunérée et emplois autonomes sans aide rémunérée, Québec, 1976-2004

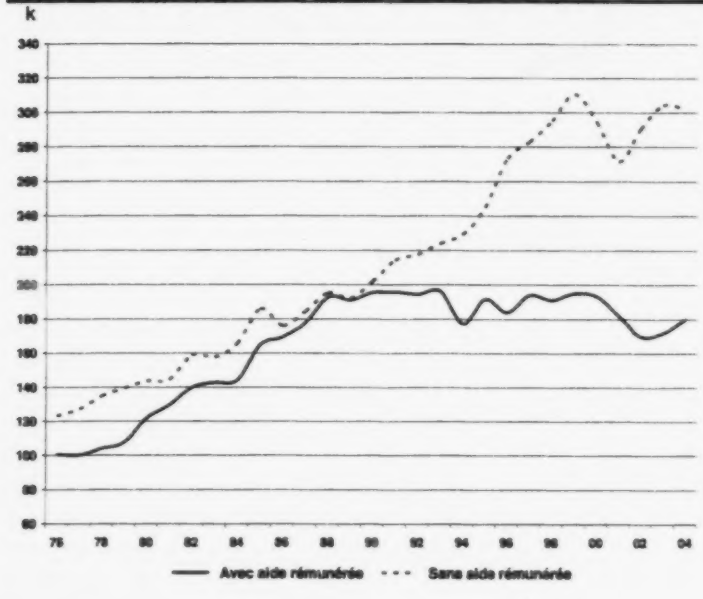
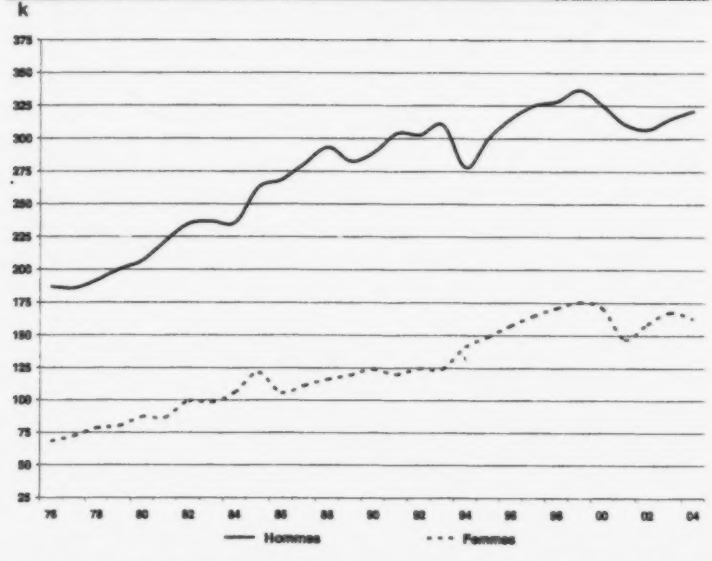


Figure 3.12
Emplois autonomes selon le sexe, Québec, 1976-2004



De façon générale, le travail autonome sans aide rémunérée compte plus d'emplois que le travail autonome avec aide rémunérée; il connaît également, de 1976 à 2004, une croissance globale plus forte. De 1976 jusqu'à la fin des années 1980, le travail autonome avec aide rémunérée et celui sans aide rémunérée évoluent dans le même sens. De plus, l'écart entre les deux groupes s'amenuise progressivement pour être pratiquement nul en 1989. La situation change brusquement par la suite. Le travail autonome sans aide rémunérée connaît une forte croissance entre 1990 et 1999, augmentant de 108 800 personnes (+ 53,9 %). Pendant ce temps, le travail autonome avec aide rémunérée connaît une stagnation. On peut donc soutenir que la croissance du travail autonome est le fait des nouveaux emplois créés dans la catégorie « sans aide rémunérée ». L'écart entre le nombre de travailleurs autonomes des deux groupes ne cesse de s'agrandir pour atteindre un sommet de 132 400 personnes en 2003 et il diminue en 2004 pour se fixer à 121 900 personnes. En conséquence, la proportion de travailleurs autonomes qui n'ont pas d'aide rémunérée passe de 55,0 % en 1976 à 50,2 % en 1989, remonte par la suite pour s'établir à 63,9 % en 2003 et diminue pour se fixer à 62,6 % en 2004 (données non présentées).

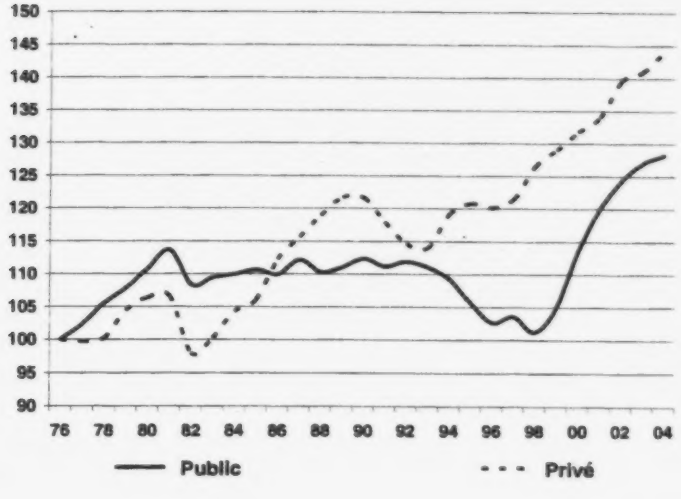
Finalement, le portrait selon le sexe est présenté à la figure 3.12. Les hommes constituent la majorité des travailleurs autonomes tout au long de la période étudiée. Toutefois, la croissance annuelle du travail autonome chez les femmes (en pourcentage) est souvent plus forte que celle des hommes, faisant en sorte que ces dernières augmentent leur présence dans ce type d'emploi (voir annexes 5.2 et 5.3). Ainsi, en 1976, les femmes occupaient 26,8 % du travail autonome; ce taux passe à 34,7 % en 2003 et il se fixe à 33,7 % en 2004. Au début de la période, on dénombrait 68 500 travailleuses autonomes; ce nombre augmente à 167 800 en 2003 comparativement à 315 400 hommes. Soulignons par ailleurs que la décroissance observée dans l'ensemble du travail autonome en 2001 (- 7,7 %; voir figure 3.9) est davantage le fait des femmes (- 14,0 %) que des hommes (- 4,4 %).

3.1.4 Emploi dans le secteur public et le secteur privé[9]

Une autre dimension importante du marché du travail est la présence de l'emploi dans le secteur public et dans le secteur privé. Cette distinction permet d'établir, dans une certaine mesure, l'importance des biens et des services produits par le secteur public et la place que l'État occupe au sens large comme employeur. Le secteur public se définit comme étant une administration municipale, provinciale ou fédérale, un organisme ou un service public, une société d'État ou encore un établissement financé par l'État comme une école (incluant les universités) ou un hôpital[10].

Des résultats sur l'évolution de l'emploi dans le secteur public et dans le secteur privé sont présentés aux figures 3.13 à 3.16 ainsi qu'au tableau 3.4. En 1976, on comptait au Québec 601 100 emplois dans le secteur public. En 2004, ce nombre était de 771 100, une hausse de 170 000. Dans le secteur privé, on estimait qu'il y avait 1 686 800 emplois en 1976. Ce nombre est passé à 2 430 500 en 2004, une hausse de 743 700. On constate, à la figure 3.13 et au tableau 3.4, que l'emploi dans le secteur public n'évolue pas nécessairement au même rythme ou dans la même direction que l'emploi dans le secteur privé. Par exemple, entre 1976 et 1981, l'emploi dans le secteur public croît presque deux fois plus (+ 13,7 %) que dans le secteur privé (+ 6,7 %)[11]. Cette croissance dans le secteur public pourrait s'expliquer par les investissements publics importants durant les années 1970, entre autres dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Figure 3.13
Indice de croissance de l'emploi dans le secteur public et dans le secteur privé, Québec, 1976-2004 (1976 = 100)



Par ailleurs, la décennie 1980 montre des différences notables entre l'emploi dans le secteur privé et celui dans le secteur public. Bien que la période de récession du début des années 1980 amène des baisses de l'emploi dans les deux secteurs, celle observée dans le secteur privé est plus marquée. Cela pourrait s'expliquer, en partie, par l'absence ou la moins grande prédominance de mécanismes de protection de l'emploi dans ce secteur par rapport au secteur public. La reprise de l'emploi (1981-1986) est beaucoup plus accentuée et soutenue dans le secteur privé que dans le secteur public. Ainsi, l'emploi dans le secteur privé dépasse son niveau d'avant récession (soit celui de 1980) dès 1985, alors que, dans le secteur public, il faut attendre l'année 1986 (voir annexe 5.1).

9. Les données sur l'emploi dans le secteur public et le secteur privé excluent les travailleurs autonomes. Elles ne portent donc que sur la catégorie « employés ».

10. Cette définition est tirée de Statistique Canada, Revue chronologique de la population active, 2004.

11. En volume, la croissance a par contre été beaucoup plus forte dans le secteur privé (+ 112 400) que dans le secteur public (+ 82 200).

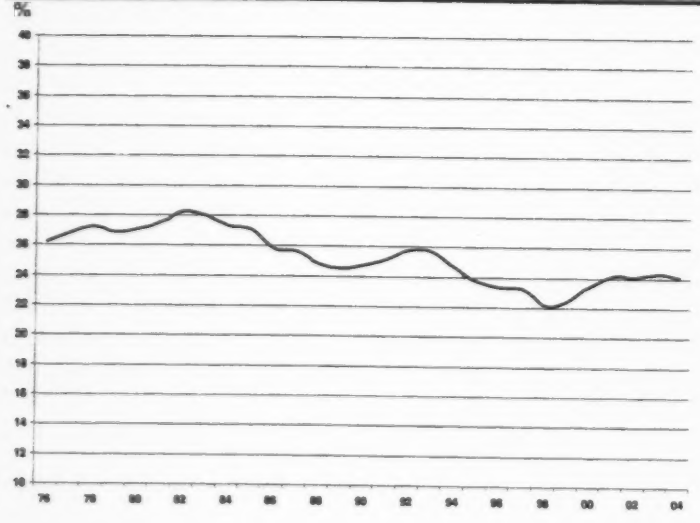
Durant la récession du début des années 1990, la situation de l'emploi diffère également selon le secteur. Ainsi, l'emploi dans le secteur public stagne alors que la situation est toute autre dans le secteur privé. Comme en font foi la figure 3.13 et le tableau 3.4, une baisse importante de l'emploi dans ce secteur est observée entre 1990 et 1992, soit de 5,7 % tandis que l'emploi dans le secteur public ne décroît que très légèrement (- 0,4 %). Encore ici, la question des mesures de protection de l'emploi telles que la sécurité d'emploi pourrait expliquer en partie ces différences entre les deux secteurs.

Les années qui suivent (1993-1998) montrent des différences encore plus marquées entre les deux secteurs. D'une part, on assiste à une décroissance de l'emploi dans le secteur public, l'indice passant de 111,0 en 1993 à 101,3 en 1998. D'autre part, on observe une croissance soutenue de l'emploi dans le secteur privé où l'indice passe de 114,1 en 1993 à 126,5 en 1998. Cette croissance se poursuit d'ailleurs jusqu'en 2004, alors que l'indice s'accroît d'environ 17 points (144,1). La décroissance de l'emploi dans le secteur public coïncide évidemment avec les mesures de réduction de personnel entreprises à partir du milieu des années 1990. Notons que l'une de ces mesures s'est traduite par le départ de nombreuses personnes à la retraite à la suite à de programmes incitatifs.

Enfin, le début des années 2000 confirme une reprise de l'emploi dans le secteur public comme en témoigne la figure 3.13. Entre 2001 et 2004, l'emploi dans le secteur public augmente de 7,0 % (voir tableau 3.4) alors que celui dans le secteur privé croît de 7,5 %. En 2004, l'emploi dans le secteur public est d'environ 28,3 % supérieur à ce qui était observé en 1976 tandis que dans le secteur privé, ce rapport est de 44,1 %.

On constate donc que la variation de l'emploi dans le secteur public et le secteur privé peut se différencier autant dans le rythme que dans la direction (croissance et décroissance). Comme la part de l'emploi total de la catégorie « employés » se retrouvant dans le secteur public peut changer, il convient de l'analyser plus à fond. La figure 3.14 présente à cet égard l'évolution de la proportion d'emplois du secteur public dans l'emploi total.

Figure 3.14
Proportion d'emplois du secteur public dans l'ensemble de l'emploi, Québec, 1976-2004



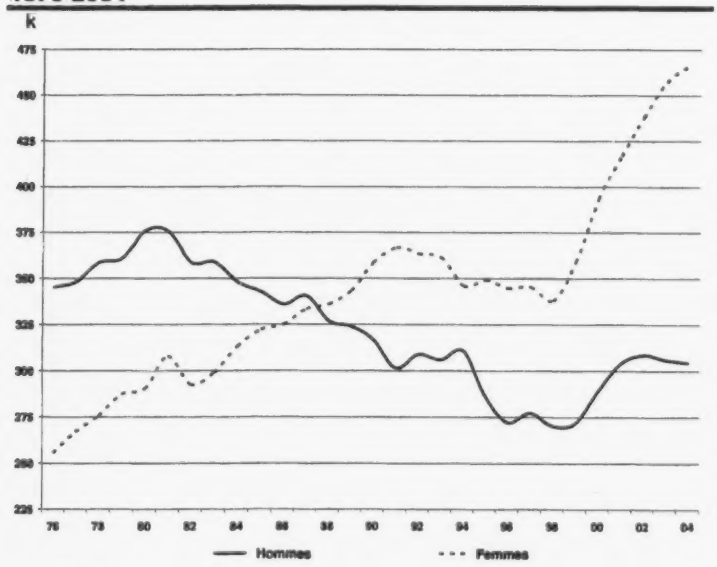
La présence des emplois du secteur public dans l'emploi total de la catégorie « employés » fluctue entre 1976 et 2004 et semble refléter l'évolution de l'économie. Ainsi, dans les périodes de récession, le taux de présence tend à augmenter puisque, comme on l'a vu, l'emploi dans le secteur privé diminue plus fortement. Durant les périodes de reprise économique (1982-1989 et 19 -1999), l'effet inverse se produit (baisse du taux de présence de l'emploi dans le secteur public) à la faveur d'une croissance plus forte de l'emploi dans le secteur privé. Enfin, la proportion des emplois du secteur public dans le total des employés augmente légèrement au début des années 2000; cela s'explique par une croissance plus forte dans ce secteur que dans le secteur privé. De façon générale, cette proportion demeure relativement stable sur la période analysée puisqu'elle se situe dans une fourchette qui varie de 22,2 % (1998) à 28,3 % (1982).

Tableau 3.4
Variation du nombre d'employés selon le secteur d'appartenance pour certaines périodes, Québec, 1976-2004

	Tous les employés		Secteur public			Secteur privé		
	Variation		Variation		Contribution	Variation		Contribution
	k	%	k	%	%	k	%	%
1976-1981	194,7	8,5	82,2	13,7	42,2	112,4	6,7	57,7
1981-1982	- 177,1	- 7,1	- 31,7	- 4,6	17,9	- 145,3	- 8,1	82,0
1981-1986	72,2	2,9	- 22,2	- 3,2	- 30,7	94,5	5,3	130,9
1986-1991	102,6	4,0	7,2	1,1	7,0	95,4	5,0	93,0
1990-1992	- 120,4	- 4,4	- 2,9	- 0,4	2,4	- 117,4	- 5,7	97,5
1991-1996	- 13,7	- 0,5	- 51,1	- 7,6	373,0	37,4	1,9	- 273,0
1996-2001	338,3	12,8	103,7	16,8	30,7	234,5	11,6	69,3
2001-2004	219,6	7,4	50,2	7,0	22,9	169,5	7,5	77,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Figure 3.15
Emploi dans le secteur public selon le sexe, Québec, 1976-2004



L'emploi dans le secteur public et le secteur privé selon le sexe

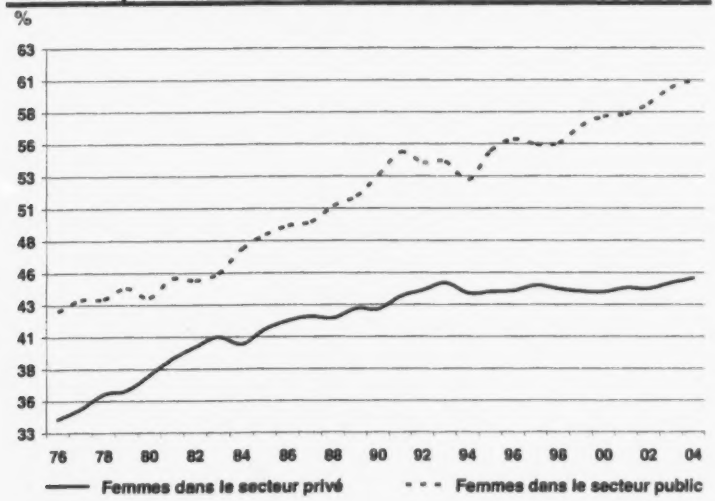
Dans l'analyse portant sur l'emploi selon le sexe, on a constaté que les femmes ont accru considérablement leur présence dans l'emploi total (voir figure 3.2 et tableau 3.1). Il est intéressant de voir si c'est également le cas dans le secteur public. Comme on peut le constater à la figure 3.15, le secteur public s'est féminisé progressivement tout au long de la période étudiée. Avant 1988, les hommes occupaient la majorité des emplois de ce secteur. En 1976, ils composaient 57,5 % de l'emploi; ce taux s'inverse à la faveur des femmes à partir de 1988. Depuis lors, ces dernières ne cessent d'accroître leur importance dans le secteur public. Malgré une certaine stagnation durant les années 1990, elles augmentent en nombre par après pour atteindre un sommet en 2004, alors qu'elles dépassent le cap des 460 000 emplois. Les femmes occupent ainsi 60,5 % des emplois dans le secteur public en 2004. Cela résulte, en grande partie, de la croissance vigoureuse de l'emploi féminin durant les six dernières années (soit de 1998 à 2004). Cette croissance, de près de 37,9 %, représente 128 300 nouveaux emplois.

Dans son ensemble, le secteur public est donc devenu à prédominance féminine. Pour leur part, les hommes diminuent en nombre après la récession du début des années 1980. Alors qu'ils étaient 376 100 à occuper un emploi dans le secteur public en 1980, ils ne sont plus que 270 500 en 1998, une baisse de 28,1 %. La tendance semble toutefois s'inverser dès 1999 puisqu'on note une augmentation de 1998 à 2003 (+ 13,2 %). L'emploi masculin recule de nouveau légèrement en 2004 (- 0,6 %).

On peut se demander si cette « féminisation » du secteur public est propre à ce secteur ou si, avec l'entrée progressive et soutenue des femmes sur le marché du travail durant le dernier quart de siècle, il y a eu également un accroissement de la présence des femmes dans le secteur privé. La figure 3.16 nous en donne la réponse.

On constate que les femmes ont également augmenté leur présence dans le secteur privé mais à un rythme moindre. Ainsi, en 1976, elles occupaient 34,1 % des emplois de ce secteur. Jusqu'en 1993, ce taux augmente d'un peu plus de 10 points de pourcentage pour se fixer à 44,7 %. Par la suite, la proportion d'emplois occupés par les femmes dans le secteur privé demeure relativement stable contrairement à ce qui se passe dans le secteur public. Cela ne veut pas dire que, depuis 1993, l'emploi des femmes n'a pas augmenté dans ce secteur, mais c'est plutôt que l'emploi masculin et féminin ont augmenté dans les mêmes proportions.

Figure 3.16
Proportion de femmes dans l'emploi du secteur public et dans l'emploi du secteur privé, Québec, 1976-2004



La figure 3.16 fait ressortir trois périodes particulières lorsque l'on compare les écarts de proportion entre les femmes du secteur public et les femmes du secteur privé. Par exemple, on note qu'entre 1976 et 1983, l'écart entre les deux secteurs diminue; celui-ci passe de 8,5 points de pourcentage à seulement 4,9 points. La période qui suit (1983-1991) voit l'écart s'agrandir, passant de 4,9 points de pourcentage à 11,2 points. Finalement, une augmentation de l'écart est également observée pour la période 1991-2004; elle est toutefois plus accentuée puisque les femmes du secteur privé connaissent une croissance de l'emploi similaire à celle de leurs homologues masculins, d'où la stabilité de leur taux de présence. En 2004, l'écart entre la proportion de femmes dans le secteur public et celle dans le secteur privé est de 15,4 points de pourcentage, soit le plus élevé de toute la période.

3.1.5 Emploi dans les industries des biens et des services

Une autre dimension souvent regardée dans l'étude des transformations du marché du travail est la répartition de l'emploi dans les industries productrices de biens et dans les industries productrices de services. Communément, les industries des biens font référence principalement aux activités de production alors que les industries des services renvoient aux diverses activités de services auprès des entreprises publiques et privées de même qu'auprès des personnes. Parmi les industries productrices de biens, on retrouve, entre autres, la fabrication des biens durables et non durables, la construction, l'agriculture et les mines. Les industries productrices de services sont constituées, notamment, du commerce de gros et de détail, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, de l'enseignement, des soins de santé et de l'assistance sociale, de l'hébergement et du service de restauration ainsi que des administrations publiques.

On utilise souvent le terme « tertiarisation de l'économie » pour qualifier la forte progression du secteur des services dans une économie donnée. On serait ainsi passé d'une économie basée principalement sur la production de biens à une économie de production de services. Qu'en est-il réellement? Les figures 3.17 à 3.20 ainsi que le tableau 3.5 présentent des résultats sur l'évolution de l'emploi selon les industries des biens et selon les industries des services.

La figure 3.17 révèle que la croissance de l'emploi dans les industries des services est nettement plus importante que celle dans les industries des biens. Entre 1976 et 2004, l'emploi dans les services passe de 1 649 100 à 2 772 700 (voir annexe 5.1), une augmentation de près de 70 %. En fait, il s'est ajouté plus d'un million d'emplois dans les services durant cette période.

Figure 3.17
Indice de croissance de l'emploi dans les industries des services et dans les industries des biens, Québec, 1976-2004 (1976 = 100)

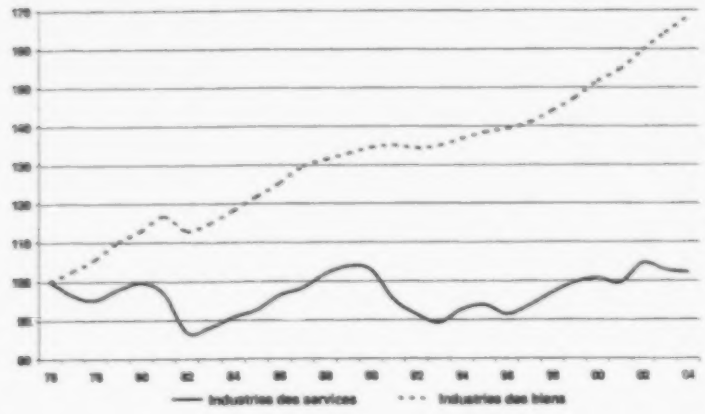
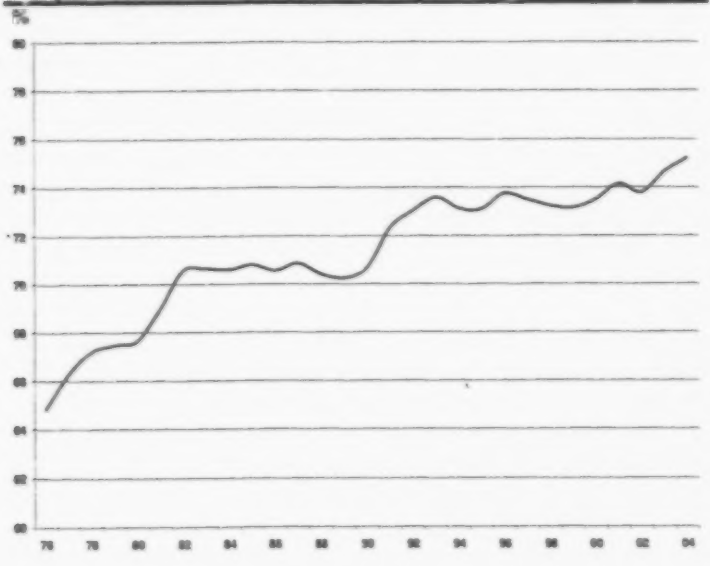


Figure 3.18
Proportion d'emplois des industries des services dans l'emploi total, Québec, 1976-2004



Contrairement à l'emploi dans les industries des services, qui ne semble pas ou très peu affecté par les récessions économiques, l'emploi dans les industries des biens subit les effets des ralentissements économiques de manière assez marquée. Par exemple, il chute de 10,2 % en 1982; mais la baisse est encore plus forte entre 1990 et 1992, soit de 11,1 % (voir tableau 3.5). Si on considère la période 1990-1993, la diminution est encore plus prononcée (13,2 %). De 1977 à 1987 ainsi que de 1991 à 1998, l'emploi dans les industries des biens est à un niveau inférieur à celui observé en 1976 alors qu'on dénombrait quelque 894 300 emplois. La situation s'est toutefois redressée au sortir des deux récessions. Ainsi, le niveau d'emploi de 1976 dans les industries des biens a été dépassé à la fin des années 1980 et depuis 2000. En 2002, on dénombrait près d'un million d'emplois (934 900) dans les industries des biens, soit 4,5 % de plus que le niveau de 1976. L'année 2002 constitue un sommet par rapport à la période analysée. Il ne fait aucun doute que les résultats présentés à la figure 3.17 témoignent d'une tertiarisation de l'économie. Une façon d'en saisir toute l'importance est de regarder la proportion d'emplois dans les industries des services par rapport à l'emploi total. La figure 3.18 présente des résultats à cet effet.

Déjà en 1976, l'emploi dans les services était prédominant puisqu'il représentait 64,8 % de l'ensemble de l'emploi total. Comme on peut le voir à la figure 3.18, cette proportion augmente graduellement pour atteindre un sommet en 2004 (75,2 %). Il convient de noter toutefois que l'importance de l'emploi dans les services se stabilise depuis 1993 (73,6 %). On peut donc dire qu'environ trois emplois sur quatre se retrouvent dans les services. La figure 3.18 révèle par ailleurs que les plus fortes augmentations de la proportion d'emplois dans les services se produisent lors des deux périodes de récession, soit en même temps que les pertes importantes d'emplois dans les biens. Même si, par la suite, une certaine croissance de l'emploi dans les biens est observée, la proportion d'emplois dans les services ne diminue pas, confirmant ainsi le caractère structurel de cette croissance.

Tableau 3.5
Variation de l'emploi total selon les industries des services et les industries des biens pour certaines périodes, Québec, 1976-2004

	Emploi total		Industries des biens			Industries des services		
	Variation		Variation		Contribution	Variation		Contribution
	k	%	k	%	%	k	%	%
1976-1981	247,8	9,7	- 28,7	- 3,2	- 11,6	276,6	16,8	111,6
1981-1982	- 151,1	- 5,4	- 88,7	- 10,2	58,7	- 62,5	- 3,2	41,4
1981-1986	138,0	4,9	- 3,5	- 0,4	- 2,5	141,4	7,3	102,5
1986-1991	152,3	5,2	- 9,9	- 1,1	- 6,5	162,2	7,8	106,5
1990-1992	- 106,1	- 3,4	- 102,6	- 11,1	96,7	- 3,5	- 0,2	3,3
1991-1996	35,3	1,1	- 34,2	- 4,0	- 96,9	69,6	3,1	197,2
1996-2001	323,4	10,4	71,3	8,7	22,0	252,0	11,0	77,9
2001-2004	245,7	7,1	24,0	2,7	9,8	221,8	8,7	90,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

L'emploi dans les industries des services selon le sexe

La croissance de l'emploi dans les industries des services bénéficie principalement aux femmes tout au long des années 1976 à 2004 (voir figures 3.19 et 3.20). Au début de cette période, elles occupaient un peu plus de 4 emplois sur 10 (42,7 %) alors qu'à la fin, elles en avaient plus de 5 sur 10 (54,2 %). L'emploi féminin s'accroît plus rapidement que celui des hommes; les femmes deviennent ainsi majoritaires vers la fin des années 1980. La croissance de l'emploi féminin se poursuit durant les années 1990 et au début des années 2000, entraînant le maintien de la prédominance de l'emploi des femmes sur celui des hommes dans ce secteur. Outre la participation accrue des femmes sur le marché du travail, on peut supposer que ce changement résulte en partie de l'accroissement de la présence des femmes dans le secteur public qui est composé principalement d'industries productrices de services.

Par ailleurs, on peut voir, à la figure 3.19, que la récession des années 1980 semble affecter plus les hommes que les femmes alors que celle du début des années 1990 n'affecte que les femmes, quoique légèrement (- 1,4 % en 1992). Même si les femmes demeurent majoritaires dans les industries des services tout au long des années 1990, on n'observe pas un accroissement significatif de l'écart entre les deux groupes. Par contre, le début des années 2000 témoigne d'un certain changement alors que l'emploi des femmes augmente plus rapidement que celui des hommes. En conséquence, l'écart entre les deux groupes s'accentue. En 2004, il se chiffre à 235 300 emplois.

Figure 3.19
Emploi dans les industries des services selon le sexe, Québec, 1976-2004

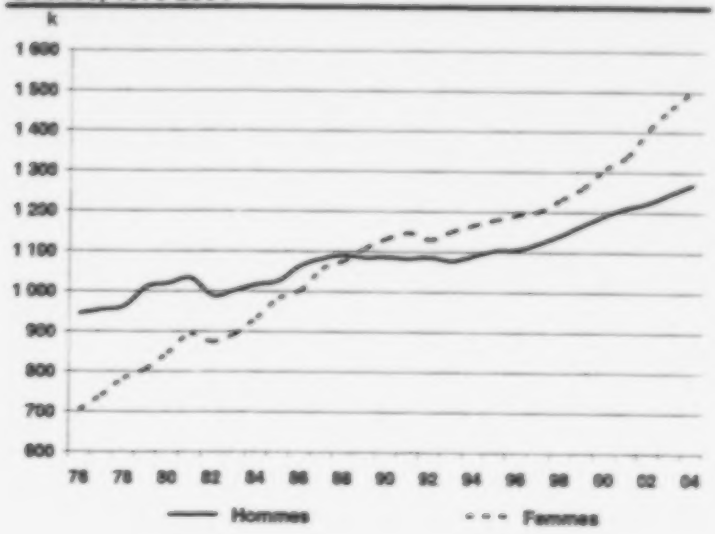
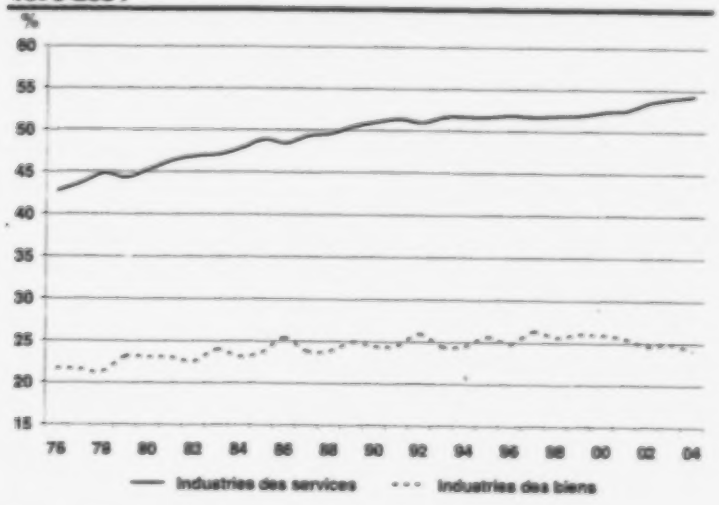


Figure 3.20
Proportion de femmes en emploi dans les industries des services et dans les industries des biens, Québec, 1976-2004

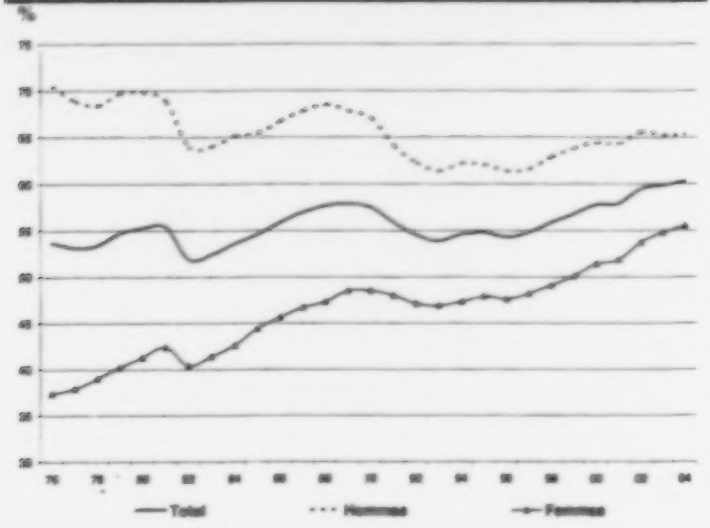


L'accroissement de l'emploi des femmes dans les industries des services se fait-il au détriment des industries des biens? La figure 3.20 indique qu'il n'y a pas eu de diminution de la proportion des femmes en emploi dans les industries des biens. On peut même voir une légère tendance à la hausse. En 1976, il y avait, parmi l'ensemble des emplois dans les industries des biens, 21,7 % de femmes; en 2004, ce rapport était de presque 25 % (24,2 %). Au début de cette période, on dénombrait 194 300 femmes dans ces industries et en 2004, on en rapportait 220 900, soit une hausse de 13,7 %.

3.2 Taux d'emploi

Les divers changements dans l'emploi ne sont pas sans conséquence sur l'évolution du taux d'emploi, qui mesure la proportion de la population en âge de travailler qui occupe un emploi. Cet indicateur est évidemment très sensible à la conjoncture économique. Les données sur le taux d'emploi sont présentées aux figures 3.21, 3.22 et 3.23 de même qu'au tableau 3.6.

Figure 3.21
Taux d'emploi selon le sexe, Québec, 1976-2004



La figure 3.21 donne l'évolution du taux d'emploi pour l'ensemble et selon le sexe au Québec de 1976 à 2004. Comme on peut le constater, les périodes de récession (1981-1982; 1990-1992) sont celles où le taux d'emploi connaît des baisses importantes. L'année 1982, pour sa part, présente le plus faible taux d'emploi alors que seulement 51,9 % de la population de 15 ans et plus était en emploi. On note, par ailleurs, que le taux d'emploi demeure relativement stable durant les années 1992 à 1997, révélant ainsi la très lente reprise de l'économie et de l'emploi qui a suivi la récession. Toutefois, la période qui suit voit le taux d'emploi augmenter pour atteindre son niveau d'avant récession (1989) en 2000. L'amélioration du marché du travail ne s'arrête pas là puisque le taux d'emploi grimpe encore pour atteindre la barre des 60,3 % en 2004, un niveau record par rapport à la période étudiée.

Le taux d'emploi selon le sexe

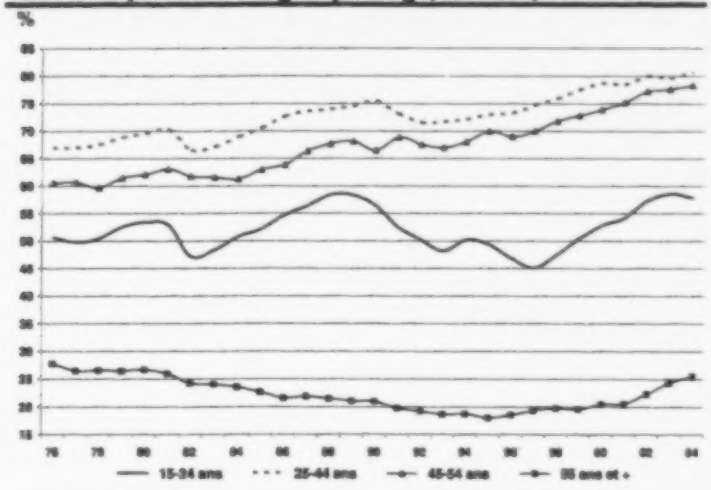
La situation selon le sexe révèle des différences appréciables pour la période étudiée. Ainsi, en 1976, le taux d'emploi des hommes est beaucoup plus élevé (70,5 %) que ne l'est celui des femmes (37,4 %). Un écart important de 33,1 points de pourcentage est ainsi noté. Comme on peut le voir à la figure 3.21, celui-ci se réduit toutefois progressivement au cours des ans pour n'être plus que de 9,8 points de pourcentage en 2004. Cette diminution de l'écart résulte à la fois de l'accroissement du taux d'emploi féminin, qui est passé de 37,4 % à 55,5 %, et de la diminution du taux d'emploi masculin observée sur la période (70,5 % à 65,3 %). Par contre, on note une remontée du taux d'emploi chez les hommes à partir de 1998.

On remarque, par ailleurs, que les deux récessions des années 1980 et 1990 affectent plus les hommes que les femmes. En effet, en 1982, le taux d'emploi des hommes fléchit de 4,9 points de pourcentage comparativement à une baisse de 2 points chez les femmes. Entre 1990 et 1992, le taux d'emploi des hommes diminue de 4,7 points de pourcentage alors que celui des femmes baisse de seulement 1,4 point.

Le taux d'emploi selon le groupe d'âge

Il va de soi que cette lecture masque diverses réalités selon qu'il s'agit des plus jeunes (15-24 ans), des moins jeunes (25-44 ans; 45-54 ans) et des plus âgés (55 ans et plus). La figure 3.22 présente l'évolution du taux d'emploi selon les quatre groupes d'âge analysés jusqu'ici.

Figure 3.22
Taux d'emploi selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



Pour des raisons évidentes, les personnes âgées de 25 à 44 ans et celles âgées de 45 à 54 ans participent plus activement au marché du travail. En effet, elles sont beaucoup moins susceptibles d'être aux études et elles ne sont généralement pas encore admissibles à la retraite, du moins sans pénalité financière. Bien que les 25-44 ans présentent un taux d'emploi supérieur, ces deux groupes semblent évoluer en tandem tout au long des années 1976 à 2004. L'écart entre ces deux groupes d'âge se rétrécit durant cette période pour n'être plus que de 2,3 points de pourcentage en 2004. On peut observer également que les deux périodes marquées par une récession (pertes d'emplois) affectent à la fois les 25-44 ans et, plus particulièrement, les 15-24 ans. Cela pourrait s'expliquer, en partie, par la protection relative qu'offre une plus grande ancienneté dans l'emploi chez les 45-54 ans par rapport aux plus jeunes. D'ailleurs, cette thèse semble se confirmer davantage chez les 15-24 ans dont le taux d'emploi diminue fortement entre 1981 et 1982 et entre 1990-1992 (respectivement - 5,8 et - 6,2 points de pourcentage). La situation de ce groupe d'âge ne s'améliore pas dans les années subséquentes puisque le taux d'emploi diminue jusqu'en 1997 (45,1 %). On note cependant une remontée à la fin de la décennie 1990 et au début des années 2000. En 2003, le taux d'emploi de ce groupe (58,6 %) était similaire à celui de 1989 (58,4 %), soit avant la récession. En 2004, il fléchit légèrement pour se fixer à 57,9 %. Ces diverses variations du taux d'emploi chez les jeunes peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs, dont l'allongement de la formation scolaire, la combinaison travail-études de même que la plus grande vulnérabilité de ces derniers à la conjoncture économique.

Enfin, la figure 3.22 indique une certaine tendance à la baisse du taux d'emploi des 55 ans et plus jusqu'au milieu des années 1990. Cela irait de pair avec une baisse dans l'âge de prise de la retraite. On doit souligner tout de même que le taux d'emploi des 55 ans et plus s'accroît à partir de 1997 jusqu'en 2004. Durant cette courte période, il augmente de 6,1 points de pourcentage pour atteindre 25,5 % en 2004, un niveau similaire à celui de 1981. La remontée du taux d'emploi des 55 ans et plus dans les dernières années pourrait être attribuable, entre autres, à l'accroissement de l'activité des femmes de 55 ans et plus pour diverses raisons, au vieillissement de la population (et donc de la main-d'œuvre) de même qu'à une nouvelle tendance à prendre la retraite plus tardivement que par le passé.

Le taux d'emploi selon le sexe et le groupe d'âge

Une lecture qui distingue le groupe d'âge et le sexe permet de mieux saisir les transformations ayant eu lieu au chapitre du taux d'emploi. Le tableau 3.6 présente des résultats à cet effet. En raison d'un taux d'emploi historiquement plus faible, les femmes ont connu une augmentation importante de leur participation au marché du travail. Plus particulièrement chez les 25-44 ans et les 45-54 ans, le taux d'emploi a augmenté respectivement de 32,6 points de pourcentage et de 36,7 points entre 1976 et 2004. L'écart avec leurs homologues masculins s'en est trouvé fortement réduit. En 2004, il est de 6,8 points chez les 25-44 ans et de 9,8 points chez les 45-54 ans. Fait surprenant, même si les femmes plus âgées (55 ans et plus) affichent un taux d'emploi de loin inférieur à celui des hommes du même groupe d'âge, elles ont augmenté leur présence en emploi (+ 5,6 points de pourcentage), contrairement aux hommes qui ont vu leur taux d'emploi décliner de près de 12 points entre 1976 et 2004. La situation des plus jeunes (15-24 ans) présente à la fois des différences et des similitudes entre les femmes et les hommes. Ainsi, on note que le taux d'emploi des femmes de ce groupe d'âge augmente de 11,8 points de pourcentage entre 1976 et 2004. Chez les hommes, la hausse n'est que de 2,7 points. Toutefois, dans le cas des femmes, il s'agit d'un rattrapage puisque leur taux d'emploi en 2004 (58,8 %) est relativement du même ordre que celui des hommes (57,0 %). Cette situation n'est d'ailleurs observée que dans ce groupe d'âge. Enfin, on peut souligner qu'à l'exception du groupe des 15-24 ans, les femmes connaissent des augmentations de leur taux d'emploi alors que des baisses sont observées du côté des hommes.

Tableau 3.6
Taux d'emploi selon le sexe et le groupe d'âge, années choisies, Québec, 1976-2004

	Total	Femmes					Hommes				
	15 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45-54 ans	55 ans et +	15 ans et +	15-24 ans	25-44 ans	45-54 ans	55 ans et +
					%						
1976	53,7	37,4	47	44,5	36,7	13,6	70,5	54,3	89,1	86,5	44,7
1981	55,4	42,4	50,2	54,3	42,9	14,2	68,9	55,8	86,1	83,9	40,6
1986	55,9	45,6	53,1	62	46,9	11,9	66,7	56,2	83,3	81,5	33,9
1991	55,9	48	52,4	65,7	57,4	11,9	64,1	52,7	80,5	80,4	29,6
1996	54,3	47,6	45,3	67,8	59,3	12,2	61,4	48,4	78,7	78,9	26,5
2001	57,9	51,8	52,6	73,7	68,4	13,9	64,3	55,6	83,2	82,1	28,7
2004	60,3	55,5	58,8	77,1	73,4	19,2	65,3	57	83,9	83,2	32,8
Variation 1976-2004		(en points de pourcentage)						(en points de pourcentage)			
	6,6	18,1	11,8	32,6	36,7	5,6	- 5,2	2,7	- 5,2	- 2,3	- 11,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Le taux d'emploi varie fortement selon l'âge chez les 55 ans et plus

L'analyse de l'emploi chez les 55 ans et plus révèle des différences appréciables dans les sous-groupes de cette population. La figure 3.23 illustre ces différences en présentant, outre celui des 55 ans et plus, le taux d'emploi des 55-59 ans, des 60-64 ans, des 55-64 ans et des 65 ans et plus. Les résultats portent sur la période 1976-2004.

Dans la partie gauche de la figure, on peut voir que le taux d'emploi des 55 ans et plus est à la baisse jusqu'au milieu des années 1990 pour remonter par la suite jusqu'en 2004. La tendance à la baisse du taux d'emploi s'observe à la fois chez les 55-64 ans et les 65 ans et plus. Toutefois, la hausse du taux d'emploi notée par la suite semble être principalement attribuable au groupe des 55-64 ans.

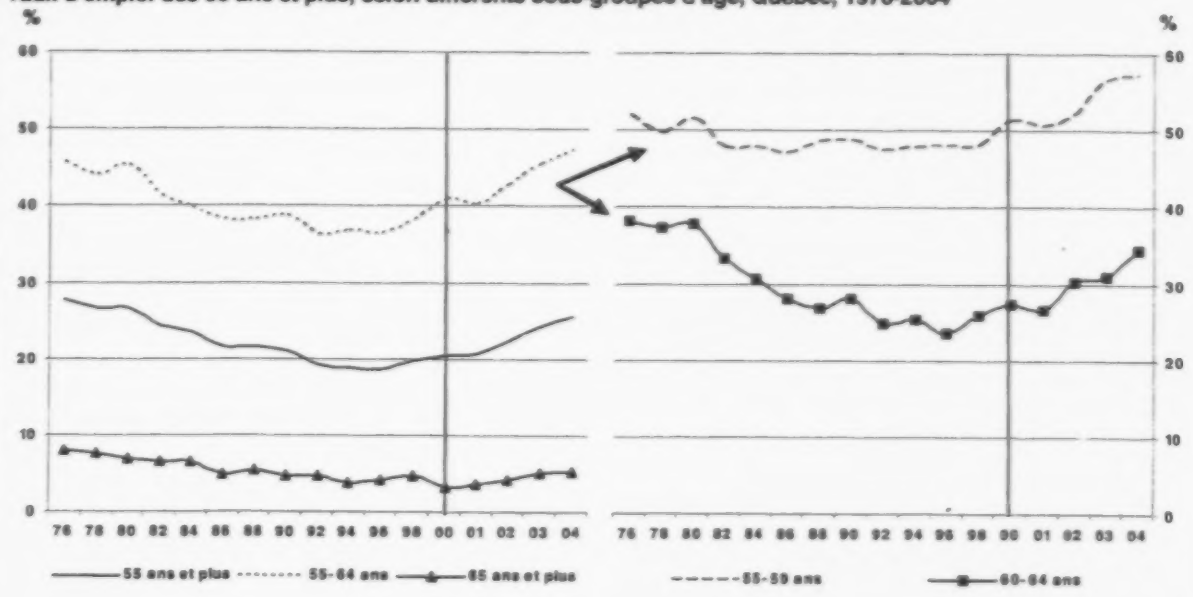
Cependant, le constat le plus frappant est l'écart notable entre d'une part, le taux d'emploi chez les 55 ans et plus et, d'autre part, ceux des personnes de 55-64 ans et de 65 ans et plus. Ainsi, le taux d'emploi chez les 55-64 ans est beaucoup plus élevé que celui des 55 ans et plus (entre 16,3 et 21,8 points de pourcentage d'écart selon l'année), alors que la relation contraire est observée lorsque la comparaison s'effectue entre les 65 ans et plus et les 55 ans et plus (entre 14,5 et 20,2 points d'écart selon l'année). L'écart entre le taux d'emploi des 55-64 ans et celui des 65 ans et plus demeure élevé tout au long de la période; il varie de 31,6 à 42,0 points de pourcentage selon l'année.

La partie droite de la figure présente les taux d'emploi des tranches de population de 55-59 ans et de 60-64 ans. Comme il s'agit de la même échelle que la partie gauche, on peut voir en parallèle les différences avec le taux d'emploi mesuré en moyenne pour les personnes de 55 à 64 ans.

La baisse du taux d'emploi chez les 55-64 ans (1976-1996) ne semble s'observer que dans le sous-groupe des 60-64 ans puisque le taux d'emploi des 55-59 ans demeure relativement stable durant cette période. Par la suite, on voit que la hausse du taux d'emploi s'observe dans les deux groupes. Enfin, on remarque aussi des différences notables entre le taux d'emploi des 55-59 ans et celui des 60-64 ans. L'écart entre les deux groupes s'accroît d'ailleurs fortement entre 1976 (13,8 points de pourcentage) et 2004 (22,7 points de pourcentage).

Les différences importantes dans le taux d'emploi des 55 ans et plus selon différents groupes d'âge suggèrent donc une lecture nuancée de la participation au marché du travail de cette tranche de population. Ainsi, une hausse ou une baisse du taux d'emploi des 55 ans et plus pourrait s'expliquer par différents mouvements dans les sous-groupes qui la composent. Ce constat vaut également pour l'analyse du taux d'activité (voir chapitre 2).

Figure 3.23
Taux d'emploi des 55 ans et plus, selon différents sous-groupes d'âge, Québec, 1976-2004

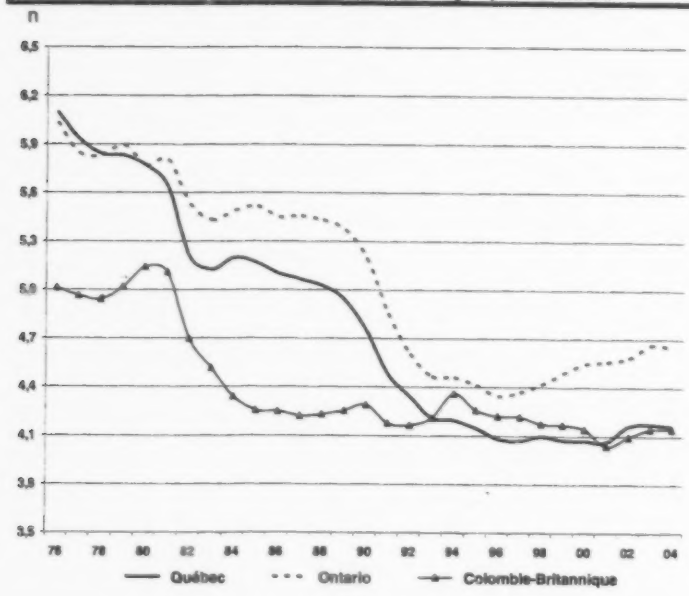


3.3 Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus »

Le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » exprime combien il y a de personnes en emploi par rapport au nombre total de personnes de 65 ans et plus inactives, donc ni en emploi, ni en recherche active d'emploi. Par exemple, un ratio de 5 signifierait qu'il y a cinq personnes en emploi pour une personne inactive de 65 ans et plus.

La figure 3.24 présente le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » pour le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique. La comparaison entre ces provinces s'avère pertinente puisque l'on a déjà observé des différences au chapitre de la population en âge de travailler, de la population active et de l'emploi. En 1976, on estimait qu'il y avait 6,1 personnes en emploi (employés et travailleurs autonomes) pour une personne de 65 ans et plus inactive au Québec. Ce ratio était de 6,0 en Ontario et de 5,0 en Colombie-Britannique. De façon générale, le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » affiche une tendance à la baisse dans les trois provinces analysées. Cette tendance va jusqu'au milieu des années 1990 pour ce qui est du Québec et de l'Ontario, alors qu'en Colombie-Britannique, la baisse se termine vers le milieu des années 1980. La croissance de la population inactive de 65 ans et plus a donc été plus forte que celle de l'emploi durant ces périodes.

Figure 3.24
Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus », Québec, Ontario et Colombie-Britannique,1976-2004



Au Québec, le ratio diminue jusqu'en 1995 (4,1) pour se stabiliser par la suite. À partir de 1981, l'Ontario affiche toujours le ratio le plus élevé des provinces étudiées. Puisque la croissance de la population de 65 ans et plus demeure relativement similaire d'une province à l'autre (données non présentées), le ratio plus élevé en Ontario s'explique nécessairement par une croissance plus forte de l'emploi dans cette province par rapport au Québec et à la Colombie-Britannique (données non présentées). Par ailleurs, l'Ontario est le seul endroit où le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » est en augmentation de 1996 (4,3 %) à 2003 (4,7 %) et il baisse à 4,6 % en 2004. Il y a donc eu dans cette province une croissance de l'emploi plus forte que celle de la population de 65 ans et plus inactive à partir de cette année-là. Jusqu'au début des années 1990, la Colombie-Britannique présente un écart important avec le Québec et l'Ontario. Par la suite, à la faveur d'une certaine stabilisation du rapport « emploi/population inactive de 65 ans et plus » en Colombie-Britannique, l'écart s'atténue, particulièrement avec le Québec. En résumé, le Québec a donc connu, à l'instar de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, une baisse du ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus ».

Au Québec, comme le ratio est passé de 6,1 en 1976 à 4,2 en 2004, on peut dire que, d'un point de vue global, il y a maintenant environ 31 % moins de personnes en emploi par rapport au volume actuel de la population de 65 ans et plus inactive. Autrement dit, les personnes en emploi « supportent » 43 % plus de personnes de 65 ans et plus inactives en 2004 qu'en 1976.

Le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » selon le sexe et le groupe d'âge

Le tableau 3.7 présente des résultats pour le Québec en fonction du groupe d'âge et du sexe. En 1976, on comptait 3,9 hommes en emploi pour une personne inactive de 65 ans et plus. Comme les femmes étaient beaucoup moins présentes sur le marché du travail, leur ratio est beaucoup plus faible, soit de 2,2. Le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » chez les hommes décroît tout au long des années 1980 et au début des années 1990; il se stabilise par la suite. En 2004, on dénombrait 2,2 emplois occupés par des hommes pour une personne inactive de 65 ans et plus. Ce ratio était un peu plus élevé que celui des femmes (1,9). Malgré le vieillissement de la population, les femmes n'accusent pas de baisse aussi prononcée que les hommes pour ce qui est du ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus ». Cela s'explique à la fois par la hausse graduelle de leur taux d'emploi, qui est passé de 37,4 % en 1976 à 55,5 % en 2004, et par la baisse du taux d'emploi chez les hommes (voir tableau 3.6).

Tableau 3.7
Ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » selon le groupe d'âge et le sexe, années choisies, Québec, 1976-2004

	Total			Hommes			Femmes		
	15 ans et +	15-24 ans	25-54 ans	15 ans et +	15-24 ans	25-54 ans	15 ans et +	15-24 ans	25-54 ans
					n				
1976	6,1	1,6	3,9	3,9	0,9	2,6	2,2	0,7	1,3
1978	5,8	1,5	3,8	3,7	0,8	2,5	2,2	0,7	1,3
1980	5,8	1,5	3,7	3,6	0,8	2,4	2,2	0,7	1,4
1982	5,2	1,2	3,5	3,1	0,6	2,2	2,1	0,6	1,3
1984	5,2	1,1	3,6	3,1	0,6	2,1	2,1	0,5	1,4
1986	5,1	1,0	3,6	3,0	0,5	2,1	2,1	0,5	1,5
1988	5,0	1,0	3,6	2,9	0,5	2,1	2,1	0,5	1,5
1990	4,7	0,8	3,5	2,7	0,4	2,0	2,1	0,4	1,5
1992	4,3	0,7	3,3	2,4	0,3	1,8	1,9	0,3	1,5
1994	4,2	0,6	3,2	2,3	0,3	1,8	1,9	0,3	1,4
1996	4,1	0,6	3,1	2,3	0,3	1,7	1,8	0,3	1,4
1998	4,1	0,6	3,1	2,3	0,3	1,7	1,8	0,3	1,4
2000	4,1	0,6	3,1	2,2	0,3	1,7	1,8	0,3	1,4
2001	4,1	0,6	3,0	2,2	0,3	1,6	1,9	0,3	1,4
2002	4,2	0,6	3,1	2,2	0,3	1,6	1,9	0,3	1,4
2003	4,2	0,6	3,0	2,2	0,3	1,6	1,9	0,3	1,4
2004	4,2	0,6	3,0	2,2	0,3	1,6	1,9	0,3	1,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Lorsque l'on regarde les groupes d'âge, on constate que la baisse du ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » est similaire chez les 15-24 ans et les 25-54 ans. Dans le premier groupe, le ratio passe de 1,6 à 0,6 entre 1976 et 2004 et, dans le second, il diminue de 0,9 point, passant de 3,9 à 3,0. La situation est toutefois différente entre les sexes pour ce qui est du groupe d'âge des 25-54 ans. En effet, la baisse dans le ratio « emploi/ population inactive de 65 ans et plus » n'est observée que chez les hommes. En 1976, on dénombrait 2,6 emplois masculins dans ce groupe d'âge pour une personne inactive de 65 ans et plus. En 2004, ce ratio glisse à 1,6. Chez les femmes, le ratio augmente légèrement, de 1,3 à 1,4. Ici encore, l'augmentation du taux d'emploi chez les femmes et la baisse de celui des hommes sont un facteur explicatif important. Enfin, on note que le rapport « emploi/population inactive de 65 ans et plus » chez les 15-24 ans est identique chez les hommes et chez les femmes depuis le milieu des années 1980 et qu'une stabilité du ratio chez les deux sexes est observée à partir de 1992.

3.4 Cumul d'emplois

Le cumul d'emplois est un autre phénomène du marché du travail qui se retrouve principalement dans les industries des services[12] . Plusieurs motifs peuvent conduire les personnes à cumuler plus d'un emploi tels que l'impossibilité d'avoir un emploi à temps plein ou la nécessité d'augmenter leurs revenus tirés du travail. Les tableaux 3.8 et 3.9 donnent un aperçu de l'importance et de l'évolution du cumul d'emplois. Les données disponibles vont de 1987 à 2004. Le cumul d'emplois couvre autant le travail autonome que le travail à titre d'employé.

Au Québec, on dénombrait 82 500 personnes qui cumulaient plus d'un emploi en 1987 (voir tableau 3.8). Même si l'on observe des fluctuations de 1987 à 2004, ce nombre s'accroît généralement d'année en année et à un rythme souvent supérieur à celui de l'emploi dans son ensemble. En 2004, il y avait 135 200 personnes qui cumulaient plus d'un emploi, une croissance de 63,9 % par rapport à 1987. La proportion de personnes qui cumulent des emplois par rapport à l'emploi total, bien qu'elle demeure faible, s'accroît entre 1987 (2,7 %) et 2004 (3,7 %).

Un peu plus d'une personne sur deux qui cumule des emplois se retrouve dans le groupe des 25-44 ans. Cette situation est observée tout le long de la période étudiée sauf en 2004 où la proportion de ce groupe d'âge passe sous les 50 %. Lorsqu'ils sont sur le marché du travail, les jeunes sont moins susceptibles d'occuper plus d'un emploi et cela s'explique en bonne partie par la combinaison travail-études qui caractérise ce groupe. En 1987, près du quart des personnes qui cumulent des emplois (23,8 %) étaient âgées de 15 à 24 ans. Cette proportion fluctue au cours de la période pour se fixer à 22,4 % en 2004. Celle-ci est à son plus faible niveau en 1991, soit 19,7 %.

Par ailleurs, la croissance globale du cumul d'emplois entre 1987 et 2004 (+ 52 700) est le fait en grande partie des femmes (+ 35 700). Ainsi, leur nombre augmente de plus du double entre 1987 (29 800) et 2004 (65 500), alors que celui des hommes passe de 52 700 à 69 800 (+ 17 100). En conséquence, la proportion de femmes dans l'ensemble des personnes qui cumulent des emplois passe de 36,1 % au début de la période à 48,4 % en 2004; cette proportion est légèrement supérieure à celle des femmes dans l'emploi total (46,8 %). Les femmes sont donc presque aussi nombreuses que les hommes pour ce qui est du cumul d'emplois.

Ces changements, pouvant indiquer une certaine tendance à la féminisation du cumul d'emplois, sont également observés en Ontario (données non présentées). Ainsi, dans cette province, les femmes représentaient 42,7 % du cumul d'emplois en 1987 et 55,5 % en 2004. Contrairement au Québec, les femmes sont majoritaires dans le cumul d'emplois en Ontario. Cette situation est également observée en Colombie-Britannique.

12. Par exemple, en 1987, 82,9 % des cumuls d'emplois se retrouvaient dans les industries des services. Ce taux augmente quelque peu en 2004 pour atteindre 85,9 %.

Tableau 3.8
Cumul d'emplois selon le sexe et répartition selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1987-2004

	Personnes qui cumulent des emplois						Répartition des personnes qui cumulent des emplois				
	Total		Hommes		Femmes		Hommes	Femmes	15-24 ans	25-44 ans	45 ans et +
	k	Indice*	k	Indice*	k	Indice*			%		
1987	82,5	100,0	52,7	100,0	29,8	100,0	63,9	36,1	23,8	55,2	21,1
1988	86,7	105,1	53,5	101,5	33,2	111,4	61,7	38,3	22,7	56,5	20,9
1989	89,2	108,1	52,4	99,4	36,8	123,5	58,7	41,3	21,4	57,1	21,5
1990	99,9	121,1	61,9	117,5	38,0	127,5	62,0	38,0	22,3	59,0	18,7
1991	96,6	117,1	59,1	112,1	37,5	125,8	61,2	38,8	19,7	57,0	23,3
1992	95,2	115,4	55,3	104,9	39,9	133,9	58,1	41,9	21,3	55,6	23,0
1993	90,4	109,6	52,8	100,2	37,6	126,2	58,4	41,6	22,5	56,7	20,9
1994	96,3	116,7	51,4	97,5	44,9	150,7	53,4	46,6	24,2	54,7	21,1
1995	92,0	111,5	49,5	93,9	42,5	142,6	53,8	46,2	23,2	56,5	20,3
1996	104,5	126,7	52,6	99,8	52,0	174,5	50,3	49,8	24,2	54,5	21,3
1997	106,8	129,5	56,3	106,8	50,5	169,5	52,7	47,3	20,8	56,2	23,0
1998	103,4	125,3	54,2	102,8	49,2	165,1	52,4	47,6	22,5	53,5	24,0
1999	110,6	134,1	57,1	108,3	53,5	179,5	51,6	48,4	21,2	54,2	24,6
2000	114,9	139,3	56,4	107,0	58,4	196,0	49,1	50,8	20,6	54,6	24,7
2001	114,5	138,8	59,0	112,0	55,5	186,2	51,5	48,5	23,2	50,1	26,6
2002	138,7	168,1	69,6	132,1	69,1	231,9	50,2	49,8	21,0	54,0	24,9
2003	133,6	161,9	69,1	131,1	64,4	216,1	51,7	48,2	21,7	52,2	26,1
2004	135,2	163,9	69,8	132,4	65,5	219,8	51,6	48,4	22,4	48,9	28,8

* 1987 = 100

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Autres caractéristiques des personnes qui cumulent des emplois

Le tableau 3.9 donne la répartition des personnes en situation de cumul d'emplois selon le nombre d'heures habituellement consacrées à tous leurs emplois.

Peu importe le nombre d'heures habituellement consacrées à tous les emplois, on note une croissance du nombre de personnes qui cumulent des emplois entre 1987 et 2004. Cette croissance est de l'ordre de 13 200 pour les personnes qui travaillent 30 heures et moins et de 6 400 pour celles qui travaillent plus de 50 heures. Ce sont les personnes qui travaillent entre 30 et 39 heures qui augmentent le plus leur proportion; celle-ci passe de 13,8 % en 1987 à 19,6 % en 2004 (+ 5,8 points de pourcentage). Le groupe des moins de 30 heures augmente également sa présence, la proportion passant de 12,6 % en 1987 à 17,4 % en 2004. Même si le groupe des 40-49 heures connaît la plus grande augmentation en nombre, sa part n'est que légèrement en hausse durant la période étudiée (de 27,4 % à 30,1 %).

Tableau 3.9
Répartition des personnes qui cumulent plus d'un emploi selon les heures habituelles consacrées à tous leurs emplois, Québec, 1987-2004

	Total	Moins de 30 heures		30-39 heures		40-49 heures		50 heures et plus	
	k	k	%	k	%	k	%	k	%
1987	82,5	10,4	12,6	11,4	13,8	22,6	27,4	38,1	46,2
1988	86,7	11,2	12,9	10,5	12,1	27,7	31,9	37,3	43,0
1989	89,1	11,6	13,0	13,2	14,8	26,4	29,6	37,9	42,5
1990	99,9	13,5	13,5	13,0	13,0	29,1	29,1	44,3	44,3
1991	96,6	13,1	13,6	13,1	13,6	27,8	28,8	42,6	44,1
1992	95,1	15,0	15,8	14,6	15,4	23,1	24,3	42,4	44,6
1993	90,5	15,9	17,6	13,4	14,8	26,2	29,0	35,0	38,7
1994	96,3	16,3	16,9	14,4	15,0	25,9	26,9	39,7	41,2
1995	92,1	14,5	15,7	16,3	17,7	26,9	29,2	34,4	37,4
1996	104,5	20,2	19,3	17,2	16,5	27,5	26,3	39,6	37,9
1997	106,9	19,5	18,2	19,2	18,0	30,5	28,5	37,7	35,3
1998	103,4	19,5	18,9	18,2	17,6	27,6	26,7	38,1	36,8
1999	110,6	17,9	16,2	20,3	18,4	33,1	29,9	39,3	35,5
2000	114,8	18,5	16,1	21,1	18,4	34,1	29,7	41,1	35,8
2001	114,5	20,5	17,9	20,1	17,6	35,2	30,7	38,7	33,8
2002	138,6	26,6	19,2	26,3	19,0	39,7	28,6	46,0	33,2
2003	133,5	24,5	18,4	25,1	18,8	37,9	28,4	46,0	34,5
2004	135,3	23,6	17,4	26,5	19,6	40,7	30,1	44,5	32,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Le changement le plus important relativement à la part dans l'ensemble du cumul d'emplois est observé chez les travailleurs qui consacrent 50 heures et plus à tous leurs emplois. En 1987, ce groupe représentait presque la moitié des personnes en situation de cumul d'emplois (46,2 %); en 2004, cette proportion chute à 32,9 %, soit une baisse de 13,3 points de pourcentage, principalement en faveur des groupes de moins de 30 heures et de 30-39 heures. On doit toutefois souligner que, même s'il y a maintenant plus de cumul d'emplois dans les groupes où le nombre total d'heures est moindre, la plus grande proportion de personnes qui cumulent des emplois se retrouve encore, en 2004, dans la catégorie « 50 heures et plus ».

3.5 Synthèse du chapitre

Ce troisième chapitre de l'Annuaire québécois des statistiques du travail a porté sur l'évolution de l'emploi. Quatre indicateurs ont ainsi été analysés : l'emploi, le taux d'emploi, le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » et le cumul d'emplois. Quels sont les grands constats que l'on peut retenir des résultats présentés dans ce chapitre?

Tout d'abord, l'emploi total a suivi une trajectoire ascendante tout au long de la période étudiée. Le nombre d'emplois a ainsi augmenté de 44,9 % entre 1976 et 2004 pour se fixer à 3 685 900. Il est bien évident que l'emploi a été affecté par la conjoncture économique. Par exemple, on a pu constater la chute de l'emploi total durant les deux périodes de récession, avec une baisse plus marquée lors de la récession des années 1980 que lors de celle des années 1990. La situation de l'emploi s'est toutefois nettement améliorée dans le dernier tiers des années 1990 et au début des années 2000.

En raison de l'accroissement notable de leur activité sur le marché du travail, les femmes ont connu des croissances de l'emploi plus fortes que les hommes. Entre 1976 et 1990, l'emploi féminin a fait un bond de 51,0 % (+ 458 500) comparativement à seulement 8,4 % chez les hommes (+ 138 000). Quoique avec moins d'acuité, le même scénario s'est produit durant la période 1990-2004 alors que l'emploi féminin a augmenté de 27,1 % et celui des hommes de 10,0 %. Ces changements ont fait en sorte que les femmes occupent, en 2004, 46,8 % de l'ensemble de l'emploi comparativement à 35,4 % en 1976. Par ailleurs, en période de croissance de l'emploi, les femmes y contribuent de façon majoritaire alors qu'en période de pertes d'emplois, ce sont les hommes qui en subissent le plus les conséquences.

L'un des faits marquants dans l'analyse du marché du travail est la croissance de l'emploi à temps partiel. Ainsi, le taux de présence de ce type d'emploi a plus que doublé entre 1976 (9 %) et 2004 (18,2 %). De plus, l'emploi à temps partiel n'a pas été affecté par les récessions, contrairement à l'emploi à temps plein. De 1976 à 2004, les femmes occupent la très grande majorité des emplois à temps partiel (généralement plus des deux tiers). Par contre, elles ont fait des gains en ce qui a trait à l'emploi à temps plein. Leur proportion est ainsi passée de 32,1 % en 1976 à 42,1 % en 2004, une hausse non négligeable de 10,0 points de pourcentage. Par ailleurs, la proportion de jeunes de 15 à 24 ans occupant des emplois à temps plein a fortement diminué, passant de 85,4 % en 1976 à 54,9 % en 2004. L'allongement de la formation scolaire explique en très grande partie ce changement. Chez les 55 ans et plus, on a observé également une baisse de la proportion d'emplois à temps plein. Celle-ci est passée de 89,6 % en 1976 à 77,2 % en 2004. Cette tendance pourrait s'expliquer en partie par un intérêt des travailleurs à privilégier de plus en plus le travail à temps partiel avant la prise de la retraite définitive.

Les transformations du marché du travail ont également eu des répercussions en ce qui concerne le lien d'emploi. Ainsi, le travail autonome a crû beaucoup plus rapidement que l'emploi occupé à titre d'employé. Cette situation a été particulièrement observée entre 1976 et 1999 où le travail autonome a plus que doublé, passant de 255 500 à 512 500. D'ailleurs, les périodes de récession n'ont pas eu d'impact à la baisse sur l'évolution du nombre de travailleurs autonomes. De même, la lente reprise de l'emploi au sortir de la récession du début des années 1990 a été marquée par une contribution beaucoup plus importante du travail autonome que des employés. La proportion de travailleurs autonomes dans l'emploi total a par conséquent suivi une tendance à la hausse de 1976 (10,0 %) à 1998 (15,4 %), pour ensuite redescendre à 13,1 % en 2004, niveau similaire à celui de 1990 (13,2 %). Ce qui est encore plus remarquable, c'est la croissance importante du travail autonome sans aide rémunérée entre 1990 et 1999 (+ 53,9 %) alors que l'on a assisté à une relative stabilité du travail autonome avec aide rémunérée. En conséquence, la proportion de travailleurs autonomes sans aide rémunérée est passée de 55,0 % en 1976 à 62,6 % en 2004.

L'emploi dans le secteur public et celui dans le secteur privé n'ont pas toujours évolué au même rythme ni dans la même direction. À titre d'exemple, l'emploi a crû de 13,7 % entre 1976 et 1981 dans le secteur public comparativement à 6,7 % dans le secteur privé. Durant la récession des années 1980 et celle entre 1990 et 1992, l'emploi dans le secteur privé a décru plus fortement que l'emploi dans le secteur public. Par ailleurs, un des faits marquants de l'évolution de l'emploi dans le secteur public a été la « féminisation » de ce secteur. En 1976, les hommes représentaient 57,5 % de l'ensemble de l'emploi; en 2004, les femmes étaient prédominantes puisqu'elles occupaient 60,5 % des emplois. Les femmes ont aussi progressé dans le secteur privé, quoique moins fortement. Alors qu'en 1976 elles occupaient environ le tiers des emplois (34,1 %), en 1993, cette proportion atteignait plus de 45 % en 2004 (45,1 %).

L'analyse de l'emploi selon l'industrie a révélé d'importantes différences. Ainsi, on a pu voir que l'emploi dans les industries des services a suivi une nette tendance à la hausse contrairement à l'emploi dans les industries des biens. Entre 1976 et 2004, l'emploi dans les services a augmenté de près de 70 %. La situation dans les industries des biens a été marquée par des baisses notables de l'emploi durant les deux récessions suivies d'une reprise de l'emploi à peine suffisante pour dépasser le niveau observé en 1976. Dans ce contexte, le taux de présence de l'emploi dans les industries des services s'est accru entre 1976 (64,8 %) et 2004 (75,2 %). Cette proportion est toutefois relativement stable depuis 1993.

Le taux d'emploi a évolué au gré de la conjoncture économique. Il a ainsi chuté de façon importante durant les deux récessions. D'ailleurs, c'est en 1982 que l'on observe le taux d'emploi le plus faible (51,9 %) durant la période analysée. Contrairement à la période « post récession » des années 1980, la période 1992-1997 affiche une très lente reprise de l'emploi entraînant une certaine stagnation du taux d'emploi. À la faveur de la croissance soutenue et importante de l'emploi à partir de la fin des années 1990, le taux d'emploi retrouve son niveau d'avant récession en 2000 (57,8 %) et atteint un niveau record en 2004 (60,3 %). Pendant toute la période étudiée, le taux d'emploi des hommes est plus élevé que celui des femmes. La différence s'amenuise toutefois de façon notable entre 1976 (33,1 points de pourcentage) et 2004 (9,8 points de pourcentage). C'est chez les femmes de 25 à 44 ans et de 45 à 54 ans que le taux d'emploi a connu ses plus fortes augmentations (respectivement de 32,6 points de pourcentage et de 36,7 points). Les périodes de récession affectent plus particulièrement les plus jeunes (15-24 ans) et, dans une moindre mesure, les 25-44 ans. Évoluant en sens inverse des autres groupes d'âge, de façon constante jusqu'au milieu des années 1990, le taux d'emploi des 55 ans et plus suit une tendance à la baisse. Une reprise de l'activité des 55 ans et plus est toutefois notée par la suite, avec un accroissement de leur taux d'emploi.

Le ratio « emploi/population inactive de 65 ans et plus » a suivi une tendance à la baisse jusqu'au milieu des années 1990. Il est parti de 6,1 en 1976 pour descendre à 4,2 en 2004. En conséquence, il y a 31 % moins de personnes en emploi par rapport à la population inactive de 65 ans et plus en 2004 qu'en 1976. Par ailleurs, en raison d'une participation moins forte des femmes au début de la période étudiée, celles-ci affichent un ratio plus faible en 1976 (2,2) que celui des hommes (3,9). Toutefois, ce ratio diminue de façon importante chez ces derniers pour n'être que de 2,2 en 2004, comparativement à 1,9 chez les femmes.

Finalement, le cumul d'emplois a progressivement pris de l'importance de 1987 à 2004. Il a ainsi augmenté de 63,9 % pour se fixer à 135 200 personnes. La majorité des personnes qui cumulent des emplois se retrouvent dans le groupe des 25-44 ans (48,9 % en 2004). Les femmes sont responsables en grande partie de la hausse du cumul d'emplois durant la période étudiée. Leur proportion a ainsi augmenté, passant de 36,1 % en 1987 à 48,4 % en 2004.

Chapitre 4

Portrait du chômage au Québec, 1976-2004

Figure 4.1
Nombre de personnes en chômage, Québec, 1976-2004

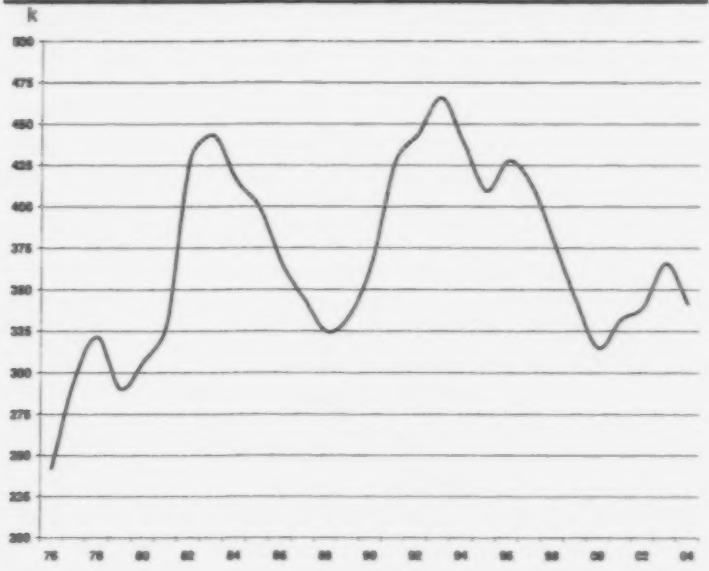
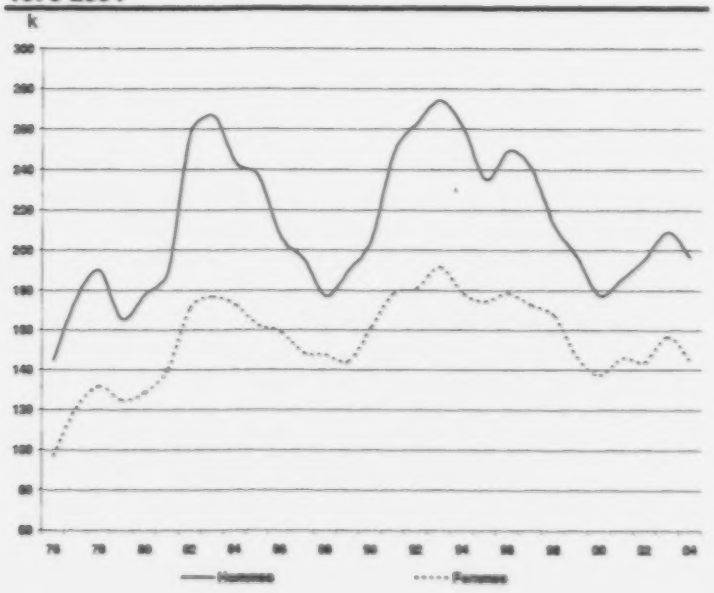


Figure 4.2
Nombre de personnes en chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004



Ce chapitre contient des résultats et des analyses pour les quatre indicateurs suivants : chômeurs, taux de chômage, durée du chômage et chômage de longue durée.

4.1 Chômeurs

L'ensemble des chômeurs

La figure 4.1 dresse un portrait de l'évolution du nombre de chômeurs au Québec entre 1976 et 2004. D'importantes fluctuations sont observées, qui ne sont pas sans lien avec l'état de l'économie. Ainsi, les deux périodes de récession (1981-1982 et 1990-1993) sont marquées par une hausse substantielle du nombre de chômeurs. Dans les deux cas, l'augmentation est sensiblement du même ordre (environ 100 000). Cependant, la récession du début des années 1980 semble avoir un impact immédiat sur l'emploi. En effet, la principale hausse de personnes en chômage s'effectue entre 1981 et 1982 alors que, pour la récession des années 1990, l'augmentation s'échelonne sur une plus longue période (1990-1993). La reprise économique qui suit les deux récessions s'accompagne d'une lente diminution du nombre de chômeurs : il faut attendre environ six ans pour retrouver un volume similaire à celui d'avant récession. Par ailleurs, l'année 2000 semble exceptionnelle avec ses 314 800 chômeurs. Il faut remonter jusqu'en 1980 pour constater un nombre inférieur (306 600).

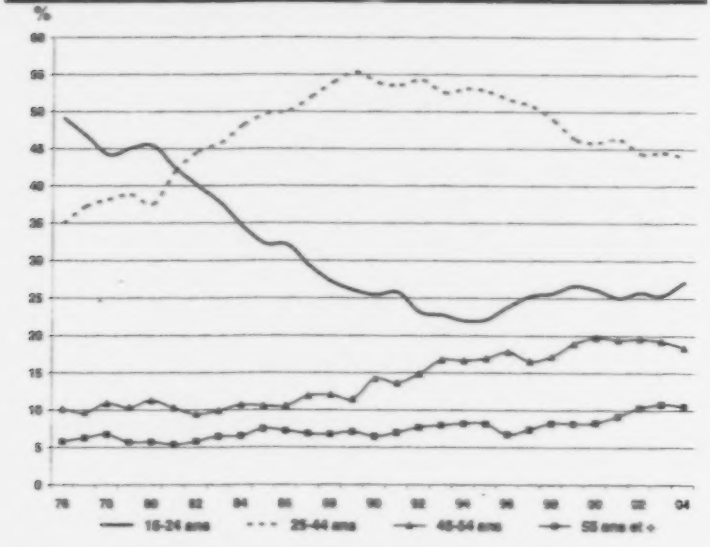
Les chômeurs selon le sexe

La figure 4.2 présente l'évolution du nombre de chômeurs segmenté selon le sexe, entre 1976 et 2004. Tout au long de la période étudiée, les hommes constituent la majorité des personnes en chômage. Ils comptent pour 55 % à 60 % de l'ensemble des personnes avec un tel statut. De façon générale, la tendance dans l'évolution du nombre de personnes en chômage (hausse/baisse) est similaire d'un sexe à

l'autre. On peut constater toutefois que les deux périodes de récession (celle du début des années 1980 et celle du début des années 1990) affectent beaucoup plus fortement les hommes que les femmes. C'est d'ailleurs à ces moments que l'on observe les plus grands écarts entre les sexes dans le nombre de personnes en chômage. Ces écarts frisent les 90 000 en 1982 et 1983 et sont d'environ 82 000 de 1992 à 1994. L'écart le plus faible est enregistré en 1988 (29 600).

Les fluctuations plus fortes dans le nombre de chômeurs masculins pourraient s'expliquer, entre autres, par le taux d'activité historiquement plus élevé des hommes (voir tableau 2.3), par le fait qu'ils travaillent plus souvent que les femmes dans les industries plus sensibles aux cycles économiques, soit celles productrices de biens (voir figure 3.17), et aussi par le fait qu'ils occupent davantage d'emplois à temps plein, ces emplois étant plus affectés que ceux à temps partiel par la conjoncture économique (voir figure 3.4).

Figure 4.3
Répartition des personnes en chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



Les chômeurs selon le groupe d'âge

L'importance du chômage n'est pas la même d'un groupe d'âge à l'autre. La figure 4.3 présente la répartition en pourcentage des personnes en chômage de 15-24 ans, de 25-44 ans, de 45-54 ans et de 55 ans et plus. En 1976, parmi les 242 100 chômeurs, 49,1 % se retrouvaient dans le groupe d'âge des 15-24 ans. Jusqu'au début de la décennie 1990, cette part a diminué : elle s'établit à 23,1 % en 1992 et atteint un creux (22,0 %) en 1994. Pendant ce temps, le groupe des chômeurs de 25-44 ans a crû de façon notable, passant de 35,0 % en 1976 à 54,3 % en 1992, alors que la part des autres groupes d'âge a beaucoup moins varié. Un renversement dans la composition des personnes en chômage s'est donc produit dans les deux groupes d'âge de moins de 45 ans.

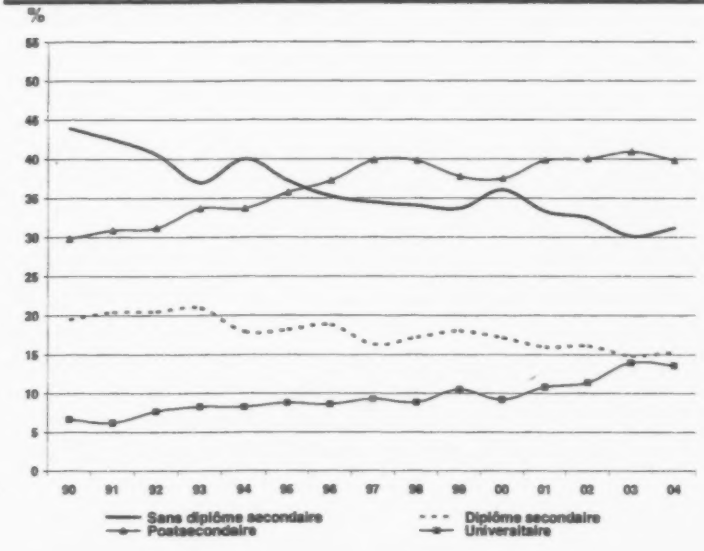
Pour illustrer cet important changement, on peut analyser les écarts dans le nombre de chômeurs entre ces deux groupes d'âge. Jusqu'en 1980, on dénombrait plus de chômeurs âgés de 15-24 ans que de chômeurs âgés de 25-44 ans (écarts allant de 18 100 à 34 200). Toutefois, en 1981, on retrouve pratiquement le même nombre de chômeurs dans ces deux groupes (près de 140 000). Dans les années subséquentes, la tendance s'inverse et le nombre de chômeurs de 25-44 ans devient supérieur à celui des plus jeunes. L'écart s'agrandit d'année en année. Ainsi, en 1982, on observait 19 900 chômeurs de plus dans le groupe des 25-44 ans; cet écart passe à 69 700 en 1985, à 97 900 en 1989 et à 138 800 en 1993. Cependant, l'écart entre les deux groupes diminue par la suite, pour n'être plus que de 57 200 en 2004. Cela résulte d'une part, de la baisse continue du nombre de chômeurs chez les 25-44 ans à partir du milieu des années 1990 et, d'autre part, de la relative stabilité du groupe des 15-24 ans. La baisse dans le nombre de chômeurs de 25 à 44 ans s'observe à la figure 4.3 puisque leur part en pourcentage dans le nombre total de chômeurs diminue de plus de 10 points de pourcentage entre 1992 (54,3 %) et 2004 (43,9 %).

Par ailleurs, les proportions de chômeurs plus âgés (45-54 ans et 55 ans et plus) connaissent un accroissement entre 1976 et 2004. Dans le premier cas, la proportion passe de 10,1 % à 18,4 % alors que, dans l'autre, la proportion passe de 5,8 % à 10,6 %. Pour ces deux groupes d'âge, il s'agit presque d'une augmentation du simple

au double. En 1976, 15,9 % des chômeurs avaient 45 ans ou plus, alors qu'en 2004, cette proportion s'établit à 29,0 %.

Finalement, on peut noter que le groupe des 15-24 ans est le seul à afficher, en 2004, un volume de chômeurs (92 700) inférieur à ce qui était observé en 1976 (118 900 personnes). Depuis 1986, le nombre de chômeurs de 15-24 ans est toujours plus faible que celui observé en début de période.

Figure 4.4
Répartition des personnes en chômage selon le niveau d'études, Québec, 1990-2004



Les chômeurs selon le niveau d'études[1]

La répartition du nombre de personnes en chômage selon le niveau d'études est présentée à la figure 4.4. On constate que, jusqu'au milieu des années 1990, les chômeurs les moins scolarisés (sans diplôme d'études secondaires) sont majoritaires (44,0 % en 1990). Toutefois, ce groupe perd graduellement de son importance au profit des chômeurs ayant fait des études postsecondaires. À partir de 1996, cette dernière catégorie de chômeurs est la plus importante. Elle connaît d'ailleurs la plus forte croissance sur la période analysée : en 1990, 29,8 % des chômeurs (109 300) s'y retrouvaient et en 2004, cette proportion passe à 39,9 % (136 100). Après être demeurée stable durant les premières années de la décennie 1990, la proportion de chômeurs possédant un certificat d'études secondaires suit une tendance à la baisse. En 2004, 15,3 % des chômeurs détenaient un tel niveau d'études, une baisse de 4,3 points de pourcentage par rapport à 1990. Les détenteurs d'un diplôme universitaire qui sont en chômage représentent la part la plus faible de tous les groupes considérés sur toute la période étudiée. Cependant, leur importance relative augmente entre 1990 et 2004, à un rythme plus soutenu dans les années 2000. Ainsi, en 1990 on dénombrait 6,7 % de chômeurs avec un diplôme universitaire. En 2004, ce taux est de 13,6 %, soit un peu plus du double. En termes numériques, il y avait 24 500 chômeurs avec un diplôme universitaire en 1990; ce nombre grimpe à 51 200 en 2003, et diminue quelque peu en 2004, à 46 500.

Autres caractéristiques des personnes en chômage

Le tableau 4.1 dresse un portrait des personnes en chômage selon le type d'activité antérieure[2] ; cette information est également ventilée selon le sexe. Au Québec, en 1976, 73,5 % des personnes en chômage occupaient précédemment un emploi. Au fil des années, cette proportion fluctue; une tendance à la baisse est toutefois

1. Les données sur le chômage selon le niveau d'études utilisées dans cette publication ne sont disponibles qu'à partir de 1990.

2. Les activités antérieures au chômage sont : avoir occupé un emploi (mise à pied permanente ou temporaire), être en attente d'un emploi devant débuter prochainement, être aux études, tenir la maison et autres raisons. Une personne peut donc être en chômage (en recherche active d'emploi) sans avoir nécessairement travaillé dans les douze mois précédant l'enquête. Au tableau 4.1, la catégorie « Autres » comprend toutes les raisons autres que le fait d'avoir occupé un emploi ou d'être aux études.

observée depuis la fin de la récession des années 1990. D'ailleurs, en 2004, 56,3 % des personnes en chômage occupaient un emploi juste avant; il s'agit d'une baisse non négligeable de 17,2 points de pourcentage par rapport à 1976. La proportion des personnes en chômage ayant déclaré avoir été aux études avant de chercher un emploi fluctue également durant la période analysée; elle connaît cependant une augmentation plutôt qu'une baisse depuis la fin de la deuxième récession. Ainsi, en 1992, 8,3 % des chômeurs étaient aux études avant d'être en chômage; ce taux passe à 18,0 % en 2004, soit plus du double. La catégorie « Autres » prend également de plus en plus d'importance dans les activités antérieures des chômeurs; elle représente ainsi environ le quart des chômeurs en 2004 par rapport à 16,0 % en 1976. Les raisons « tenir la maison » ou « attendre un emploi devant débuter prochainement » expliquent en bonne partie la croissance de cette catégorie (données non présentées).

Les résultats selon le sexe révèlent certaines différences. En effet, en 1976, 81,3 % des hommes en chômage occupaient antérieurement un emploi. Cette proportion était beaucoup moins forte chez les femmes (61,9 %) cette année-là. La situation change toutefois en 2004 alors que la proportion d'hommes ayant occupé un emploi antérieurement chute de 19,2 points de pourcentage pour s'établir à 62,1 %. Chez les femmes, on assiste également à une baisse, mais moins forte (- 13,5 points). Toutefois, les femmes sont toujours proportionnellement

Tableau 4.1
Activité antérieure des personnes en chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004

		Ensemble			Hommes			Femmes		
	Chômeurs	Emploi	Études	Autres	Emploi	Études	Autres	Emploi	Études	Autres
	k		%			%			%	
1976	242,1	73,5	10,5	16,0	81,3	9,5	9,2	61,9	12,0	26,1
1977	296,0	74,3	10,0	15,8	81,4	9,3	9,3	63,8	10,9	25,3
1978	321,5	74,5	9,8	15,7	81,6	8,8	8,8	64,2	11,1	24,7
1979	290,6	68,0	10,0	22,0	76,5	8,9	14,6	56,8	11,5	31,7
1980	306,6	69,5	9,8	20,7	76,7	9,0	14,4	59,6	10,9	29,4
1981	328,8	69,3	9,5	21,2	76,9	9,1	14,0	59,0	9,9	31,1
1982	429,4	73,5	9,4	17,1	80,1	8,8	11,1	63,5	10,4	26,2
1983	443,4	72,2	10,0	17,8	79,5	9,2	11,2	61,1	11,3	27,7
1984	415,9	71,5	9,1	19,5	79,2	8,2	12,7	60,6	10,4	29,0
1985	399,0	72,7	7,9	19,4	80,4	7,1	12,5	61,5	9,1	29,4
1986	365,3	72,9	7,6	19,5	80,0	7,4	12,7	63,7	7,9	28,4
1987	344,0	73,2	7,6	19,2	80,8	6,4	12,4	63,2	9,2	27,6
1988	324,8	73,8	6,9	19,3	81,9	6,6	10,7	64,0	7,2	28,8
1989	334,3	73,5	6,7	19,7	80,0	6,2	13,8	64,9	7,4	27,7
1990	366,7	74,3	6,5	19,2	80,9	5,6	13,6	66,0	7,6	26,4
1991	427,1	76,7	6,7	16,6	82,7	6,0	11,3	68,4	7,7	24,0
1992	444,2	75,4	8,3	16,3	81,1	7,1	11,7	67,1	9,9	23,1
1993	465,9	74,3	9,4	16,3	80,2	8,2	11,6	65,9	11,1	23,0
1994	438,0	72,4	9,5	18,0	77,8	8,6	13,5	64,6	10,9	24,5
1995	409,7	71,4	10,3	18,3	77,5	9,6	12,9	63,2	11,2	25,7
1996	427,9	70,9	11,3	17,8	77,6	9,8	12,6	61,7	13,4	24,9
1997	413,1	65,4	15,2	19,4	73,2	13,8	13,0	54,5	17,1	28,3
1998	379,2	65,3	14,6	20,0	73,4	13,0	13,6	55,1	16,8	28,1
1999	343,3	65,0	14,7	20,3	71,5	13,4	15,2	56,4	16,3	27,3
2000	314,8	62,3	14,9	22,8	68,7	14,6	16,6	54,0	15,2	30,8
2001	332,1	61,0	14,7	24,3	67,1	14,0	18,9	53,3	15,7	31,1
2002	339,7	58,2	15,7	26,1	65,6	14,4	20,0	48,2	17,6	34,3
2003	365,8	58,9	15,7	25,5	64,8	14,8	20,5	51,0	16,8	32,2
2004	341,5	56,3	18,0	25,7	62,1	16,8	21,2	48,4	19,6	31,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

moins nombreuses à avoir occupé un emploi avant d'être en chômage. Du côté des études comme activité antérieure au chômage, on observe une tendance similaire chez les deux sexes, soit des fluctuations jusqu'au début de la décennie 1990 et une augmentation par la suite jusqu'en 2004. Pour cette dernière année, 16,8 % des hommes et 19,6 % des femmes en chômage étaient aux études avant. Enfin, la catégorie « Autres » n'a pas la même importance chez les hommes et chez les femmes. L'évolution de la proportion diffère aussi dans les deux cas. En 1976, moins d'un chômeur sur 10 (9,2 %) avait une activité autre que l'emploi ou les études avant d'être en chômage, alors que cette proportion était de plus du quart pour les chômeuses (26,1 %). En 2004, la proportion d'hommes a plus que doublé alors que celle des femmes n'a augmenté que de 5,8 points de pourcentage.

Tableau 4.2
Proportion de personnes en chômage à la recherche d'un emploi à temps plein selon le sexe, Québec, 1976-2004

	Chômeurs			Chômeurs à la recherche d'un emploi à temps plein			
	Ensemble	À la recherche d'un emploi		Total		Hommes	Femmes
	k	k	%	k	%[1]	%[2]	
1976	242,1	210,9	87,1	194,0	92,0	95,1	87,5
1977	296,0	268,3	90,6	248,8	92,7	95,6	88,8
1978	321,5	292,3	90,9	271,3	92,8	95,9	88,4
1979	290,6	265,8	91,5	240,4	90,4	93,8	86,0
1980	306,6	279,9	91,3	257,0	91,8	95,1	87,3
1981	328,8	300,2	91,3	273,8	91,2	94,4	86,9
1982	429,4	393,1	91,5	365,5	93,0	95,7	88,9
1983	443,4	417,1	94,1	382,2	91,6	94,7	87,0
1984	415,9	391,0	94,0	358,5	91,7	95,2	86,8
1985	399,0	376,0	94,2	339,5	90,3	94,2	84,6
1986	365,3	342,4	93,7	308,1	90,0	94,3	84,4
1987	344,0	321,4	93,4	290,0	90,2	93,6	85,8
1988	324,8	301,2	92,7	269,9	89,6	94,4	83,9
1989	334,3	311,2	93,1	278,7	89,6	92,6	85,5
1990	366,7	336,9	91,9	300,5	89,2	93,8	83,4
1991	427,1	394,8	92,4	353,4	89,5	93,1	84,4
1992	444,2	417,2	93,9	369,1	88,5	93,4	81,3
1993	465,9	438,4	94,1	385,1	87,8	91,5	82,5
1994	438,0	403,6	92,1	359,1	89,0	92,8	83,4
1995	409,7	374,5	91,4	330,0	88,1	92,0	82,9
1996	427,9	388,8	90,9	340,5	87,6	91,8	81,7
1997	413,1	373,4	90,4	319,3	85,5	90,6	78,6
1998	379,2	334,2	88,1	281,3	84,2	90,3	76,6
1999	343,3	302,0	88,0	252,2	83,5	89,4	75,8
2000	314,8	278,6	88,5	234,6	84,2	89,9	77,0
2001	332,1	292,6	88,1	235,9	80,6	86,3	73,7
2002	339,7	296,3	87,2	238,5	80,5	86,4	72,7
2003	365,8	319,0	87,2	251,6	78,9	85,5	70,2
2004	341,5	300,7	88,1	235,5	78,3	83,5	71,5

1. Proportion de chômeurs à la recherche d'un emploi à temps plein parmi l'ensemble des chômeurs à la recherche d'un emploi.
2 Proportion d'hommes ou de femmes à la recherche d'un emploi à temps plein parmi l'ensemble des hommes ou des femmes à la recherche d'un emploi.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

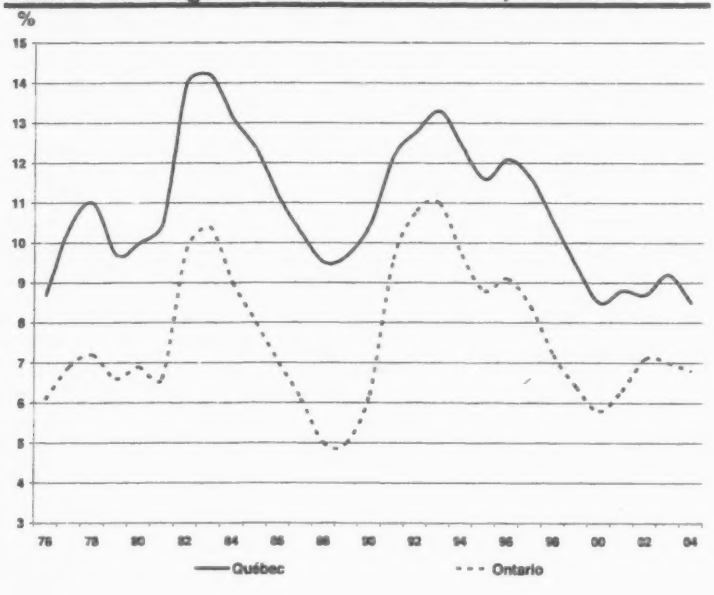
Par ailleurs, parmi les personnes en chômage, il est possible de distinguer celles qui recherchent un emploi à temps plein ou à temps partiel. Le tableau 4.2 présente quelques résultats à ce sujet. On y trouve le nombre total de chômeurs ainsi que le nombre de chômeurs en recherche d'emploi. Une distinction doit être faite puisqu'une partie non négligeable (entre 5,8 % et 12,9 % selon l'année) de chômeurs ne sont pas classés dans la catégorie « à la recherche d'un emploi » parce qu'ils sont, soit en situation de mise à pied temporaire, soit en situation d'attente d'un emploi devant débuter prochainement.

En 1976, 92,0 % des personnes en chômage et en recherche d'emploi désiraient obtenir un emploi à temps plein. Cette proportion diminue graduellement pour n'être que de 78,3 % en 2004, soit une baisse de 13,7 points de pourcentage par rapport au début de la période. En conséquence, on peut affirmer que les personnes en chômage recherchent plus souvent qu'auparavant des emplois à temps partiel. Cette tendance à la baisse de la recherche d'un emploi à temps plein est observée tant chez les hommes que chez les femmes. Par ailleurs, les hommes recherchent plus que les femmes des emplois à temps plein, et ce, peu importe l'année. L'écart entre les sexes était de 7,6 points de pourcentage en 1976 (95,1 % pour les hommes et 87,5 % pour les femmes) pour s'établir à 12,0 points en 2004 (83,5 % pour les hommes et 71,5 % pour les femmes). L'accroissement de l'écart s'explique par une diminution plus prononcée de la proportion de femmes à la recherche d'un emploi à temps plein que ce qui est observé chez les hommes.

4.2 Taux de chômage

La figure 4.5 présente l'évolution du taux de chômage au Québec et en Ontario de 1976 à 2004. Rappelons que le taux de chômage donne la proportion de chômeurs (personnes en recherche active d'emploi) dans la population active (personnes en emploi et en recherche d'emploi). Comme on peut le voir, le taux de chômage est très affecté par les cycles économiques (croissance, décroissance, récession); aussi augmente-t-il fortement durant les récessions des années 1980 et 1990.

Figure 4.5
Taux de chômage au Québec et en Ontario, 1976-2004



Au Québec, il connaît un accroissement moins élevé à la deuxième récession (pic à 13,3 % en 1993) qu'à la première (pic à 14,2 % en 1983). Le taux de chômage mettra toutefois plus de temps à revenir à son niveau d'avant récession dans la décennie 1990, à cause de la lente reprise de la création d'emplois. En 2000 et 2004, le taux de chômage est à son niveau le plus bas (8,5 %) de toute la période étudiée. Il demeure sous la barre des 9,2 % entre ces deux années.

Peu importe l'année, le taux de chômage en Ontario est toujours inférieur à celui du Québec. Toutefois, l'écart entre les deux provinces diffère selon la période considérée. Par exemple, entre 1976 et 1979, celui-ci était de 3,3 points de pourcentage en moyenne. Dans la décennie 1980, l'écart moyen augmente pour s'établir à 4,1 points de pourcentage. La différence la plus importante est observée en 1989, soit 4,7 points de pourcentage. Durant la décennie 1990, on note une diminution de l'écart dans le taux de chômage entre le Québec et l'Ontario. Celui-ci est en moyenne de 2,9 points de pourcentage. Cette tendance se poursuit au début des années 2000 puisque l'écart moyen est réduit à 2,1 points de pourcentage. Les années 2002 et 2004 semblent exceptionnelles puisque des écarts respectifs de seulement 1,6 et 1,7 point de pourcentage sont observés.

Le taux de chômage selon le sexe

Des données sur le taux de chômage selon le sexe sont présentées à la figure 4.6. De 1976 à 1981, le taux de chômage des femmes est toujours plus élevé que celui des hommes. Cette situation s'explique, non pas par un nombre plus élevé de chômeuses, mais plutôt par une population active féminine moins importante. En 1982, les taux de chômage sont égaux (14,0 %). Par la suite, le taux de chômage des hommes demeure généralement un peu plus bas que celui des femmes jusqu'en 1990. À partir de 1991, le taux de chômage féminin est toujours inférieur à celui des hommes. Ce renversement s'explique par la participation accrue des femmes au marché du travail.

Figure 4.6
Taux de chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004

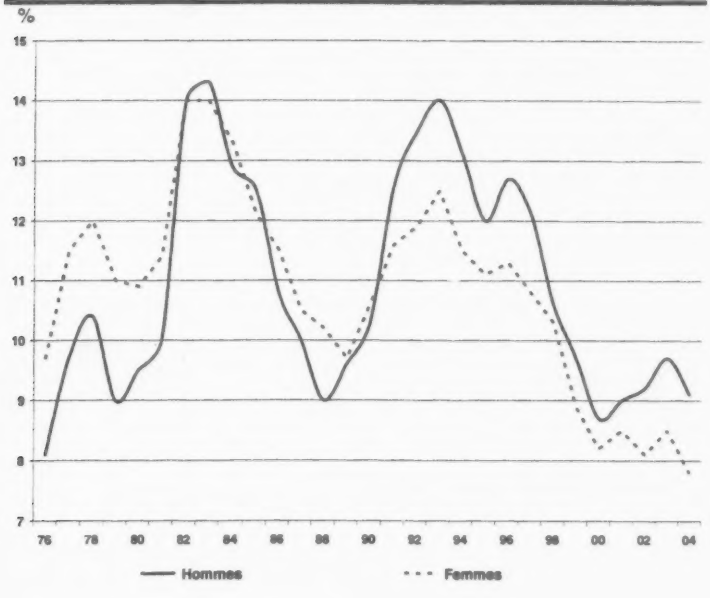
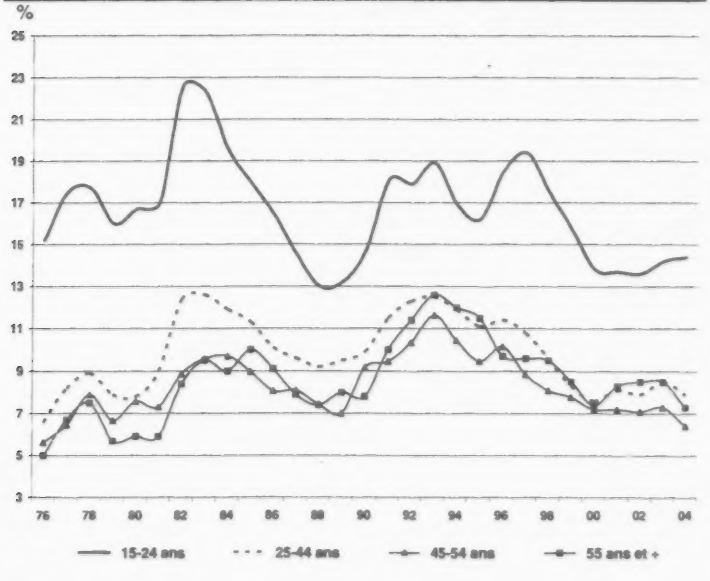


Figure 4.7
Taux de chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



L'impact des cycles économiques est bien apparent dans l'évolution du taux de chômage tant chez les femmes que chez les hommes, bien que les répercussions semblent plus fortes chez ces derniers. Il n'en reste pas moins que la récession des années 1980 fait grimper le taux de chômage autant chez les hommes que chez les femmes. Il est à son plus fort en 1983 (14,3 % et 14,0 % respectivement). Les années qui suivent sont marquées par une chute importante du taux de chômage. La récession du début des années 1990 influence encore ici le taux de chômage à la hausse. Celui des hommes connaît une croissance beaucoup plus importante que ce qui est observé chez les femmes. En effet, entre 1989 et 1993, le taux de chômage des hommes passe de 9,6 % à 14,0 % (hausse de 4,4 points de pourcentage) tandis que, chez les femmes, il passe de 9,7 % à 12,5 % (hausse de 2,8 points de pourcentage). Depuis, le taux de chômage a connu une nette diminution. Pour les femmes, il se situe en deçà de 9 % depuis 1999, se fixant à un niveau historique plancher de 7,8 % en 2004. Dans le cas des hommes, il se maintient en dessous de la barre des 10 % depuis 1999; le creux a été atteint en 2000 avec 8,7 %, niveau le plus bas depuis 1976 (8,1 %).

Le taux de chômage selon le groupe d'âge

Comme illustré à la figure 4.7, le taux de chômage des 15-24 ans est beaucoup plus élevé que ceux des autres groupes d'âge tout au long de la période étudiée. Il augmente aussi de façon plus importante durant la récession du début des années 1980, alors qu'il passe de 17,0 % en 1981 à 22,6 % en 1982, un accroissement de 5,6 points de pourcentage, comparativement à 3,4 points chez les 25-44 ans, 1,6 point chez les 45-54 ans et 2,5 points chez les 55 ans et plus. Durant les années suivantes, le taux de chômage des jeunes régresse continuellement pour atteindre un plancher en 1988, à 13,0 %. La baisse observée entre 1982 et

1988 s'explique à la fois par une diminution du nombre de chômeurs et par une baisse de la population active de ce groupe d'âge (voir figure 2.4). L'impact de la récession du début des années 1990 est aussi bien observable chez les jeunes de 15-24 ans. En effet, leur taux de chômage grimpe de 4,2 points de pourcentage entre 1990 (14,7 %) et 1993 (18,9 %). Cette hausse est toutefois moins accentuée que celle observée chez les 55 ans et plus (+ 4,8 points). Le taux de chômage des jeunes connaît une nouvelle hausse en 1996 et en 1997 pour atteindre, cette dernière année, 19,4 %, soit le taux le plus élevé de la décennie 1990. La croissance de l'emploi déjà notée dans le dernier tiers des années 1990 et au début des années 2000 semble profitable aux jeunes travailleurs puisque leur taux de chômage chute de façon continue depuis 1998; une légère hausse est toutefois constatée en 2003 (à 14,2 %) et en 2004 (à 14,4 %).

Le groupe des 25-44 ans est celui qui présente le deuxième plus haut taux de chômage jusqu'au début des années 1990. La récession de la décennie 1980 affecte d'ailleurs davantage ce groupe que les travailleurs plus âgés. Par ailleurs, le groupe des 55 ans et plus affiche généralement un taux de chômage moindre que tous les autres groupes d'âge durant les années 1976 à 1984. Par contre, à partir de 1991, c'est le groupe des 45-54 ans qui présente le taux de chômage le plus bas. Les personnes de 45-54 ans connaissent les plus faibles fluctuations de taux de chômage sur l'ensemble de la période étudiée.

Le taux de chômage selon le niveau d'études

L'évolution du taux de chômage selon le niveau d'études apparaît à la figure 4.8. Les personnes qui détiennent un niveau d'études inférieur au diplôme d'études secondaires sont celles qui affichent le plus haut taux de chômage durant la période étudiée. Elles connaissent également la plus importante croissance du taux de chômage durant la deuxième récession. Entre 1990 et 1993, leur taux de chômage grimpe de 4,4 points de pourcentage, pour se fixer à 19,3 %; celui des personnes détenant un diplôme d'études secondaires s'accroît de 3,5 points, celui des personnes ayant fait des études postsecondaires, de 3,1 points et, enfin, le taux de chômage des personnes détenant un diplôme universitaire augmente de 1,6 point de pourcentage. Le taux de chômage des personnes détenant le plus faible niveau d'études demeure, malgré certaines baisses, à des niveaux relativement élevés. Chez ce groupe, le taux de chômage se stabilise tout de même depuis la fin des années 1990 (autour de 15 %), mais à un niveau supérieur à celui de 1990 (14,9 %). Une relative stabilité du taux de chômage est aussi notée chez les personnes ayant effectué des études postsecondaires. À partir de l'année 2000, la stabilité est également constatée chez les détenteurs de diplôme d'études secondaires. A contrario, on doit relever la croissance continue du taux de chômage des personnes les plus scolarisées (diplôme universitaire) de 2001 à 2003. En 2000, le taux de chômage de ce groupe avait atteint un seuil historique (4,2 %), pour augmenter jusqu'à 6,6 % en 2003. Il recule légèrement en 2004, à 5,8 %. Les diplômés universitaires demeurent les moins touchés par le chômage.

Figure 4.8
Taux de chômage selon le niveau d'études, Québec, 1990-2004

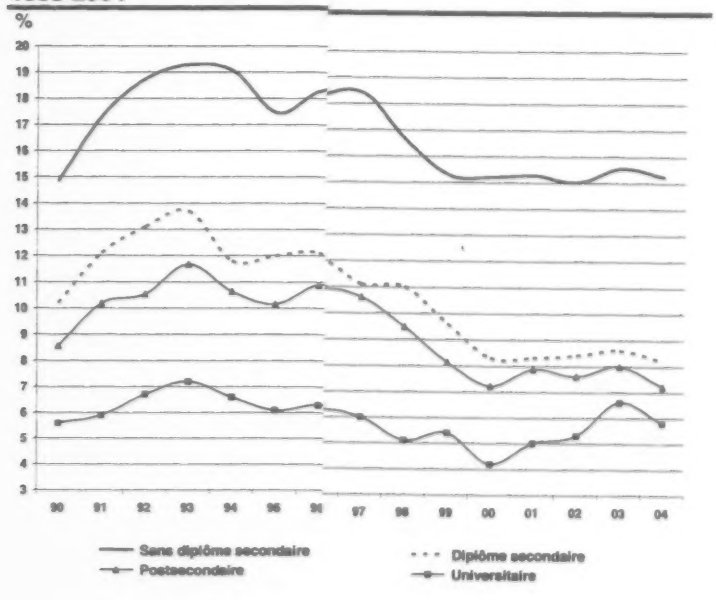
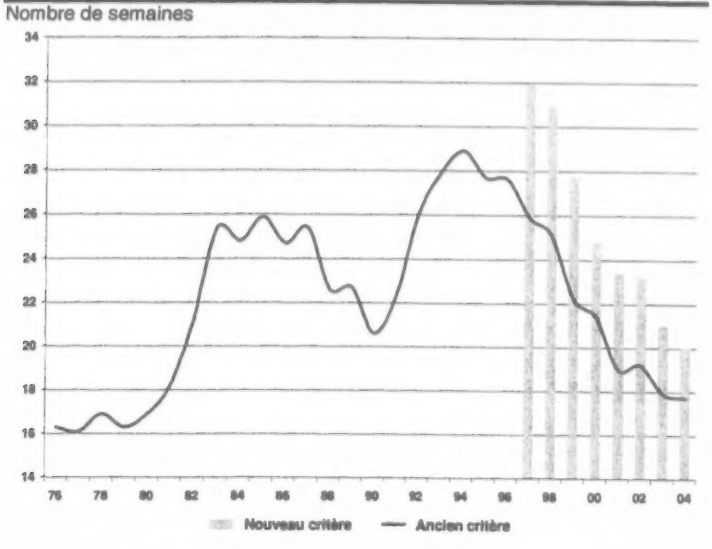


Figure 4.9
Durée moyenne du chômage, Québec, 1976-2004



4.3 Durée du chômage

La durée moyenne du chômage

L'évolution de la durée moyenne du chômage, exprimée en nombre de semaines, apparaît à la figure 4.9. Deux mesures y sont présentées. La première, basée sur l'ancien critère de Statistique Canada[3], ne retient que les chômeurs dont la durée du chômage n'excède pas 99 semaines alors que la deuxième, basée sur le nouveau critère de Statistique Canada, comprend l'ensemble des chômeurs peu importe la durée de leur chômage. Les données de cette deuxième mesure commencent en 1997 et, comme on peut le voir à la figure 4.9, la durée moyenne du chômage est plus élevée que celle de la première mesure puisque tous les chômeurs de longue durée sont inclus. Les écarts en nombre de semaines entre les deux mesures varient de 6,0 semaines en 1997 à 2,3 semaines en 2004. Afin d'effectuer l'analyse de la durée du chômage sur une longue période (1976-2004), les données basées sur l'ancien critère sont utilisées. Les comparaisons avec d'autres analyses portant sur la durée du chômage doivent donc tenir compte de cette différence.

La durée moyenne du chômage augmente rapidement en période de récession et diminue beaucoup plus lentement par la suite. Lors des récessions des années 1980 et 1990, les pics de la durée du chômage ont été atteints respectivement en 1985 et 1994, soit au cours des années suivant la fin officielle de ces deux récessions. En effet, l'apport de nouveaux chômeurs est moindre en période de reprise économique (donc moins de chômeurs de courte durée) et le marché du travail ne peut résorber les chômeurs de longue durée que progressivement. Ainsi, la durée moyenne du chômage en 1980 est de 16,9 semaines; elle passe à 25,4 semaines en 1983 et à 25,9 semaines en 1985, soit une augmentation de 9,0 semaines sur la période. La durée moyenne du chômage ne commence véritablement à diminuer qu'en 1988 (22,6 semaines), pour remonter ensuite lors de la récession du début des années 1990. Cette hausse se fait sur une plus longue période que celle des années 1980 puisque la durée moyenne est de 20,6 semaines en 1990 pour passer à 28,9 semaines en 1994 (augmentation de 8,3 semaines en quatre ans).

L'effet de la reprise économique et de la croissance de l'emploi se fait sentir par la suite puisqu'à partir de 1997 surtout, la durée moyenne du chômage diminue de façon constante, sauf en 2002 où elle connaît une légère augmentation. En 2004, la durée moyenne du chômage est de 17,7 semaines; il faut remonter à 1980 pour observer une durée plus faible (16,9 semaines).

3. L'ancien critère était basé sur une codification à deux chiffres (99) alors que le nouveau est basé sur une codification à trois chiffres (999).

Figure 4.10
Durée moyenne du chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004

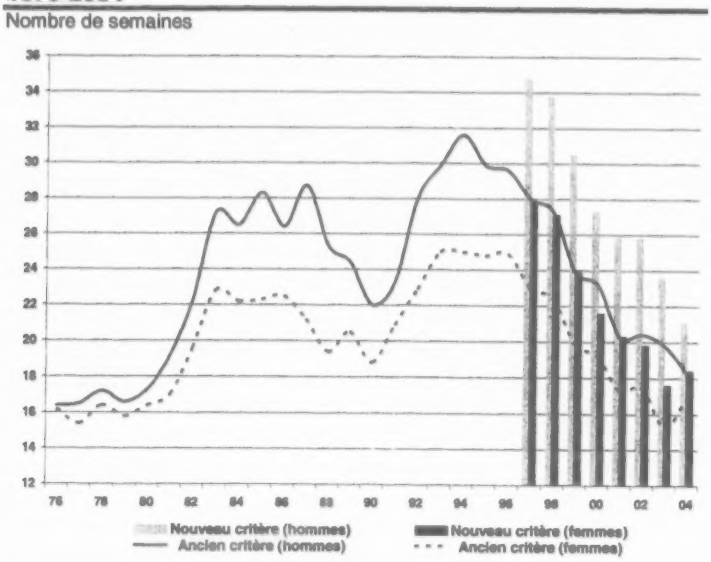
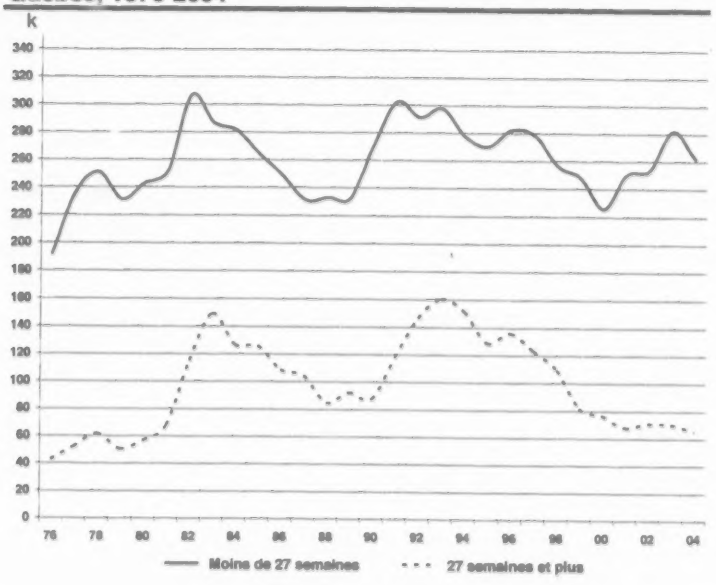


Figure 4.11
Nombre de personnes en chômage selon la strate de durée, Québec, 1976-2004



La durée moyenne du chômage selon le sexe

De 1976 à 1982, la durée moyenne du chômage est relativement du même ordre pour les hommes et les femmes (figure 4.10), les écarts étant inférieurs à 3 semaines. Par la suite, l'écart se creuse entre les sexes jusqu'à la fin des années 1980, les femmes connaissant une durée moyenne moindre que les hommes. En 1987, la durée moyenne du chômage est de 28,7 semaines chez les hommes comparativement à 21,2 semaines chez les femmes, un écart de 7,5 semaines; celui-ci est d'ailleurs le plus important de toute la période étudiée. Entre 1989 et 2003, l'écart se maintient entre 3,0 et 5,2 semaines, sauf en 1994 où la durée augmente chez les hommes alors que celle des femmes est stable. La situation change en 2004 alors que l'écart s'amoindrit, la durée moyenne du chômage des hommes n'étant supérieure que de 1,5 semaine par rapport à celle des femmes.

Avec le nouveau critère qui tient compte de tous les chômeurs incluant ceux qui le sont depuis plus de 99 semaines, le même constat est fait. L'écart entre les sexes dans la durée moyenne du chômage est même plus important (de 5,6 à 6,9 semaines, entre 1997 et 2003, et de 2,7 semaines en 2004), ce qui suppose que les hommes sont davantage affectés que les femmes par des durées de chômage de plus de 99 semaines.

La répartition des chômeurs selon la strate de durée

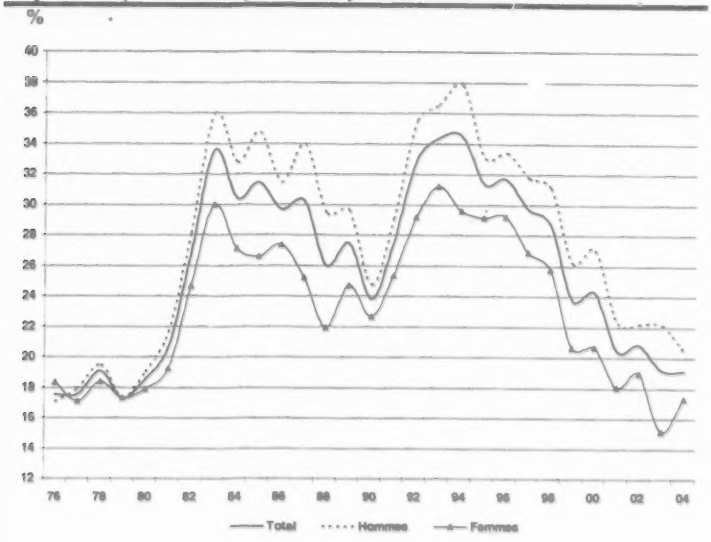
La figure 4.11 présente l'évolution du nombre de personnes en chômage selon la strate de durée. Les strates constituées sont celles de moins de 27 semaines et de 27 semaines et plus. Seuls les chômeurs dont la durée du chômage est connue sont comptabilisés dans les résultats. Comme on peut le voir, la strate de durée de chômage de moins de 27 semaines est celle qui

regroupe le plus de chômeurs tout au long des années 1976 à 2004. Peu importe la strate, l'effet des récessions est bien observable à la figure 4.11. Toutefois, l'impact sur la durée n'est pas le même. En effet, durant la récession du début des années 1980, le chômage augmente de 100 600 personnes. Cette augmentation se traduit presque également dans les deux strates de durée. Cependant, en 1983, le nombre de chômeurs de courte durée commence à diminuer alors que celui des chômeurs de plus de 6 mois continue de croître. Ce n'est qu'un an plus tard qu'on enregistre une première baisse dans ce groupe.

Des changements similaires sont observés lors de la récession de 1990. Par contre, le nombre de chômeurs de 27 semaines et plus augmente dès le début de la récession plus fortement que les chômeurs de courte durée. Cela s'explique par le fait que le nombre de ces derniers a commencé à croître dès 1990 (dû au ralentissement précédant la récession) alors que celui des chômeurs de 27 semaines et plus diminuait légèrement. L'augmentation du nombre de chômeurs de plus de 6 mois se poursuit jusqu'en 1993, alors que le nombre de ceux de courte durée se maintient à des niveaux relativement similaires en 1991, 1992 et 1993. Ce n'est qu'à partir de 1994 qu'on observe un recul dans le nombre de chômeurs des deux strates, qui se poursuit jusqu'à la fin de la décennie. Celui-ci est plus accentué dans la strate de durée de 27 semaines et plus.

À partir de 2001, le nombre de chômeurs de moins de 27 semaines augmente à nouveau et redescend en 2004 alors que celui des chômeurs de plus longue durée se maintient à un bas niveau. La croissance soutenue de l'emploi des dernières années (voir figure 3.1) aurait ainsi encouragé un nombre additionnel de personnes à joindre les rangs de la population active après qu'elles l'aient quittée au cours de la décennie 1990.

Figure 4.12
Proportion de personnes en chômage depuis 27 semaines et plus selon le sexe, Québec, 1976-2004

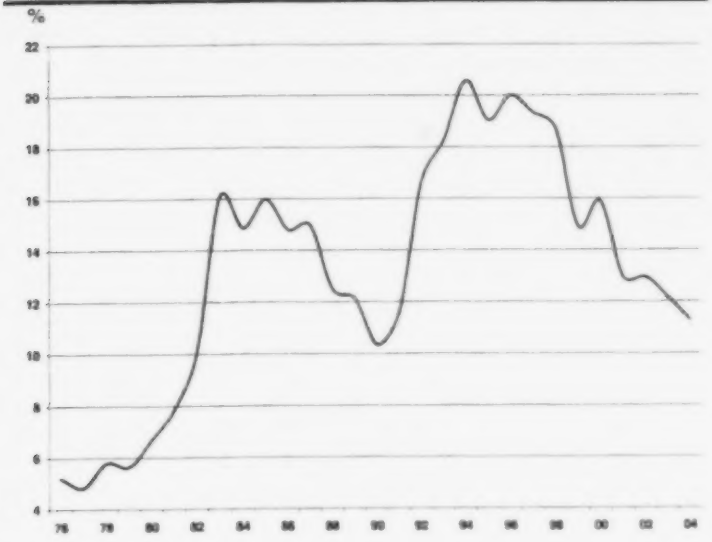


Une autre façon de saisir l'impact des deux récessions est de regarder l'évolution de la proportion de chômeurs avec une durée de chômage de 27 semaines et plus (voir figure 4.12). Les résultats sont également ventilés selon le sexe. Sans surprise, on voit que la proportion de personnes en chômage depuis au moins 27 semaines augmente considérablement au début des années 1980 et au début des années 1990. Elle passe ainsi de 18,5 % en 1980 à 33,6 % en 1983, un bond de 15,1 points de pourcentage. Elle ne retombe toutefois pas à son niveau d'avant récession avec la reprise graduelle de l'économie. Cette proportion s'accroît également lors de la deuxième récession, passant de 23,8 % en 1990 à 34,5 % en 1994, soit le taux le plus élevé de toute la période étudiée. Ce n'est qu'en 1999 que la proportion de personnes en chômage depuis 27 semaines et plus retrouve son niveau de 1990. Elle continue à diminuer depuis, signe de la bonne tenue de l'économie et du marché du travail. En 2003 et 2004, elle est de 19,1 %, soit le taux le plus bas depuis 1980 (18,5 %).

La proportion de personnes en chômage depuis 27 semaines et plus selon le sexe

Même si, lors de certaines années, l'écart entre les sexes demeure limité (entre 0,0 et 2,4 points de pourcentage avant 1982 et 2,1 points en 1990), les hommes affichent presque toujours une proportion plus élevée de personnes en chômage depuis 27 semaines et plus que les femmes. Plus particulièrement, des écarts de plus de 5 points de pourcentage sont observés à 12 reprises à partir de 1983, le plus élevé étant de 8,8 points de pourcentage en 1987. Même si les tendances à la hausse et à la baisse dans les proportions de personnes en chômage depuis 27 semaines et plus sont similaires pour les sexes, il demeure que les hommes sont plus affectés par le chômage de durée supérieure que les femmes. L'arrivée plus tardive de ces dernières sur le marché du travail et leurs entrées et sorties plus fréquentes pourraient expliquer ces différences.

Figure 4.13
Proportion de personnes en chômage de longue durée, Québec, 1976-2004



4.4 Chômage de longue durée

Le chômage de longue durée représente les personnes en chômage depuis au moins 52 semaines. L'effet des deux récessions sur le chômage de longue durée est bien observable (voir figure 4.13). Ainsi, la proportion de chômeurs de longue durée par rapport au nombre total de chômeurs passe de 6,7 % en 1980 à 16,1 % en 1983, un accroissement de près de 10 points de pourcentage. Cette situation est également constatée durant la récession du début des années 1990, la proportion de chômeurs de longue durée passant de 10,3 % en 1990 à 20,6 % en 1994. C'est d'ailleurs cette année-là que la proportion de personnes en chômage depuis au moins un an est la plus forte : plus d'un chômeur sur cinq se retrouve dans cette situation. Le chômage de longue durée semble donc plus important à la suite de la récession des années 1990 qu'à la suite de celle des années 1980, et ce, même si le nombre total de chômeurs dans les deux cas a été sensiblement du même ordre (438 000 en 1994 et 443 400 en 1983). Il convient de noter que, depuis le milieu des années 1990, on assiste à une tendance à la baisse de la proportion de chômeurs de longue durée. En effet, en 1996, un chômeur sur cinq était dans cette situation; cette proportion glisse par la suite pour se situer finalement à 11,3 % en 2004. Il faut remonter jusqu'en 1990 (10,3 %) pour observer un taux plus faible; la proportion en 2004 reste néanmoins plus de deux fois supérieure à celles du début de la série chronologique.

La situation selon le sexe (données non présentées) révèle, ainsi qu'observé dans la section sur la durée moyenne du chômage, que les hommes sont davantage affectés par le chômage de longue durée que les femmes. Cela est surtout le cas en période de récession; les écarts entre les sexes se réduisent toutefois de façon notable en période de reprise économique, période favorable à la création d'emplois.

Le chômage de longue durée selon le groupe d'âge

Peu importe le groupe d'âge (figure 4.14[4]), le chômage de longue durée augmente durant les récessions et diminue progressivement par la suite. C'est chez les 15-24 ans que l'on observe la plus faible proportion de personnes en chômage depuis au moins un an. Celle-ci atteint un sommet en 1983 (10,9 %) et en 1994 (12,1 %), mais redescend à chaque reprise à un niveau inférieur au seuil minimal précédent. En 2004, seulement 1,7 % des personnes en chômage de 15-24 ans l'étaient depuis au moins un an, soit le taux le plus faible de l'ensemble de la période étudiée.

La figure 4.14 révèle également que, jusqu'en 1982, l'importance du chômage de longue durée est sensiblement la même chez les 25-44 ans et les 45 ans et plus. Le pic atteint en 1983, à la suite de la première récession, est toutefois moins important dans le cas du premier groupe (18,3 %) que dans le cas du deuxième (22,0 %). La

4. Les résultats présentés dans cette figure tiennent compte de la confidentialité des données.

Figure 4.14
Proportion de personnes en chômage de longue durée selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

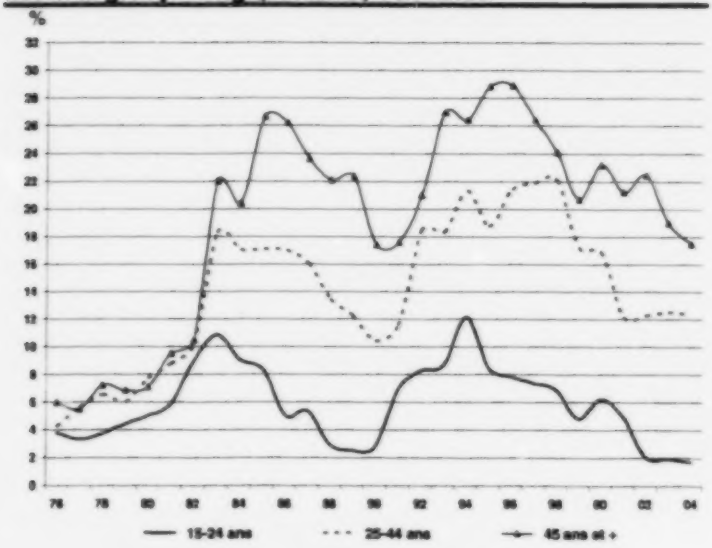
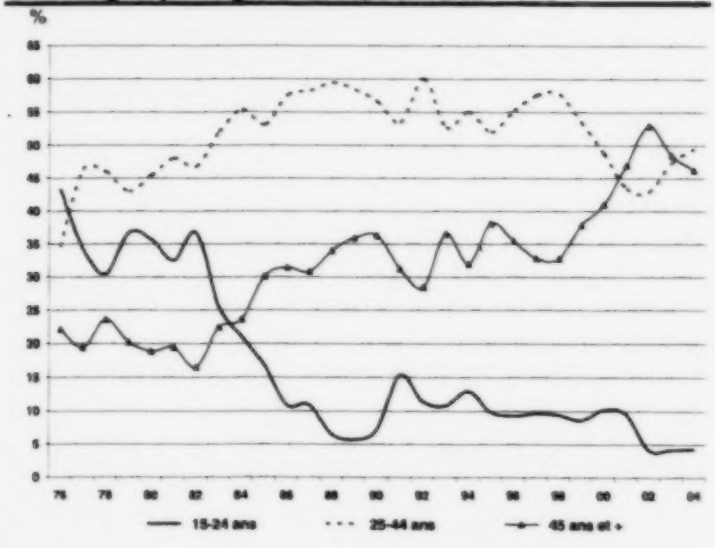


Figure 4.15
Répartition des personnes en chômage de longue durée selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004



proportion de personnes de 45 ans et plus en chômage de longue durée continue d'ailleurs de croître jusqu'en 1985 (26,7 %) alors qu'elle décroît dans les autres groupes d'âge. Ainsi, l'écart dans les proportions de chômeurs depuis au moins un an entre ces deux groupes d'âge (les 25-44 ans et les 45 ans et plus) se creuse en faveur du groupe plus jeune. Cet écart, même s'il rétrécit à certains moments, ne sera pas comblé jusqu'en 2004.

La récession du début des années 1990 (1990-1992) affecte évidemment les personnes en chômage depuis un an ou plus. En effet, chez les 25-44 ans, la proportion de cette catégorie de chômeurs augmente rapidement, de 10,4 % en 1990 à 21,3 % en 1994, et se maintient à un niveau élevé jusqu'en 1998 (22,1 %). Elle redescend par la suite pour se maintenir autour de 12 % depuis 2001. Dans le cas des 45 ans et plus, on observe également une forte augmentation sur cinq ans de la proportion de chômeurs de longue durée, soit entre 1990 (17,4 %) et 1995 (28,8 %). Même si elle baisse par la suite, cette proportion demeure à des niveaux plus élevés que celles des autres groupes d'âge; elle reste ainsi supérieure à 20 % jusqu'en 2002. L'écart avec les autres groupes d'âge tend également à s'accroître, révélant ainsi la difficulté marquée de cette population à intégrer ou à réintégrer le marché du travail au cours de cette période. La proportion de personnes de 45 ans et plus en chômage de longue durée recule nettement en 2003 et 2004 : elle se fixe à 17,5 % en 2004.

Cependant, il reste que, sur le plan du volume, le chômage de longue durée affecte davantage les 25-44 ans puisque ces derniers représentent la grande majorité de cette catégorie de chômeurs de 1977 à 2000 (voir figure 4.15[5]). De 1976 à 1988, les 25-44 ans regroupent de plus en plus de chômeurs de longue durée. En 1976, 34,6 %

5. Les résultats présentés dans cette figure tiennent compte de la confidentialité des données.

des chômeurs de longue durée se retrouvent dans ce groupe. En 1988, la proportion atteint 59,4 %. Bien qu'il y ait quelques variations par après, il faut attendre 1999 pour voir un changement notable, alors que la proportion de chômeurs de longue durée âgés de 25 à 44 ans commence à décliner.

Pour sa part, la proportion de chômeurs de longue durée de 45 ans et plus est en hausse depuis le début des années 1980. Les fluctuations observées pendant les années 1990 sont suivies d'une forte accélération de la croissance à partir de 1999. Pour la première fois, en 2001, la proportion de personnes en chômage de 45 ans et plus est la plus importante de tous les groupes d'âge. Enfin, la proportion de jeunes chômeurs (15-24 ans) de longue durée enregistre une forte baisse en 1983 à la suite de la première récession. La diminution se poursuit ensuite jusqu'à la fin de la décennie. En 1989, ce groupe d'âge ne représente plus que 5,7 % de tous les chômeurs de longue durée. Une augmentation de cette proportion est notée après, en raison de la deuxième récession (15,3 % en 1991), mais la tendance à la baisse se rétablit rapidement dès 1995. Depuis 2002, seulement un peu plus de 4 % des chômeurs de longue durée se retrouvent dans le groupe des 15-24 ans.

4.5 Synthèse du chapitre

Ce quatrième chapitre de l'Annuaire québécois des statistiques du travail a porté sur l'évolution du chômage. Quatre indicateurs ont ainsi été analysés : le nombre de chômeurs, le taux de chômage, la durée du chômage et le chômage de longue durée.

Le nombre de chômeurs a augmenté fortement (environ 100 000) durant les récessions du début des années 1980 et du début des années 1990. Ces hausses ont été majeures puisqu'il a fallu attendre environ six ans pour retrouver le niveau de chômeurs d'avant récession. L'année 2000 a été exceptionnelle puisque l'on y a enregistré le plus faible volume de chômeurs (314 800) depuis celui observé en 1980 (306 600).

Durant la période 1976 à 2004, on compte toujours plus d'hommes que de femmes en chômage. En effet, parmi l'ensemble des personnes en chômage, les hommes en représentent entre 55 % et 60 %. Ils sont également plus affectés par le chômage en période de récession. Par exemple, durant les années 1982-1983 et 1992 à 1994, on observe un écart de plus de 82 000 chômeurs entre les hommes et les femmes.

Des différences notables sont aussi constatées selon le groupe d'âge. Ainsi, en 1976, environ un chômeur sur deux était âgé de 15 à 24 ans; cette proportion glissait à moins de un sur quatre en 1992 et est demeurée relativement stable par la suite. C'est surtout dans le groupe des 25-44 ans que les changements se sont produits alors que la proportion de chômeurs est passée de 35,0 % en 1976 à près de 55 % en 1992. Même si on assiste par la suite à une diminution de leur proportion (43,9 % en 2004), il demeure que les 25-44 ans regroupent, depuis 1982, la majorité des personnes en chômage.

De 1990 à 1995, la proportion de chômeurs moins scolarisés demeurait la plus importante. Dans les années suivantes, c'est le groupe de chômeurs ayant fait des études postsecondaires qui compose la plus grande proportion de personnes en chômage (environ 39 %).

Pour sa part, le taux de chômage s'est accru rapidement en période de récession. Ainsi, il est passé de 10,0 % en 1980 à 14,2 % en 1983, (+ 4,2 points de pourcentage) et de 10,5 % en 1990 à 13,3 % en 1993 (+ 2,8 points). L'augmentation du taux de chômage a donc été moins prononcée durant la deuxième récession. Les années 2000 et 2004 sont exceptionnelles puisque l'on y observe le plus bas taux de chômage (8,5 %) de toute la période étudiée.

L'augmentation du taux de chômage en période de récession est notée autant chez les hommes que chez les femmes. Le taux le plus élevé de toute la période est d'ailleurs observé en 1983, chez les hommes (14,3 %) comme chez les femmes (14,0 %). Par ailleurs, les hommes ont un taux de chômage généralement plus faible que celui des femmes de 1976 à 1990. À partir de 1991, le taux de chômage des femmes devient systématiquement inférieur à celui des hommes.

Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) est toujours plus élevé que ceux des autres groupes d'âge; il oscille dans une fourchette de 13,0 % à 22,6 %, alors que pour les autres groupes d'âge, il se situe dans un intervalle de 5,0 % à 12,6 %. La récession des années 1980 affecte davantage les jeunes, leur taux de chômage augmentant de 5,6 points de pourcentage entre 1981 et 1982 comparativement à des hausses de 3,4 points ou moins dans les autres groupes d'âge. Lors de la récession des années 1990, l'augmentation du taux de chômage est plus forte dans le groupe des 55 ans et plus (4,8 points de pourcentage) que chez les jeunes (4,2 points).

Entre 1990 et 2004, le taux de chômage est toujours plus élevé chez les personnes les moins scolarisées que chez les personnes détenant des niveaux d'études plus élevés. Les personnes moins scolarisées sont davantage affectées par le chômage durant la récession des années 1990. Le taux de chômage des détenteurs d'au moins un diplôme universitaire demeure quant à lui le plus bas entre 1990 et 2004. Toutefois, cette population voit son taux

augmenter après la décennie 1990, passant ainsi de 4,2 % en 2000 à 6,6 % en 2003. Le taux de chômage de ce groupe recule à nouveau en 2004 et se fixe à 5,8 %.

Parallèlement à la montée du nombre de chômeurs durant les deux récessions, on assiste à une augmentation de la durée moyenne du chômage. Ainsi, entre 1980 et 1985, la durée du chômage passe de 16,9 semaines à 25,9 semaines. La durée varie peu par la suite, et il faut attendre l'année 1988 pour observer une diminution (22,6 semaines). La situation lors de la récession de la décennie 1990 montre également une augmentation de la durée du chômage. En effet, la durée du chômage passe de 20,6 semaines en 1990 à 28,9 semaines en 1994 (un sommet). La durée du chômage diminue par la suite. En 2004, elle est de 17,7 semaines; ce résultat est exceptionnel puisqu'il faut remonter à 1980 pour observer une durée plus faible (16,9 semaines).

Le chômage de longue durée (52 semaines ou plus) suit les mêmes tendances que la durée du chômage en général, à savoir qu'il augmente durant les périodes de récession et qu'il baisse graduellement par la suite. En 1983, 16,1 % des personnes en chômage l'étaient depuis au moins un an. Cette proportion s'accroît au début des années 1990 lors de la deuxième récession. En 1994, plus d'une personne en chômage sur cinq est dans cette situation. Cette proportion est la plus forte de toute la période étudiée. La situation s'améliore à la fin des années 1990 et durant les premières années de la décennie 2000.

Annexe 1.1

Population en âge de travailler selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	4 739,1	...	1 304,6	...	1 798,1	...	679,2	...	957,1	...
1977	4 809,2	1,5	1 306,6	0,2	1 835,3	2,1	683,0	0,6	984,2	2,8
1978	4 862,4	1,1	1 305,5	- 0,1	1 864,9	1,6	684,3	0,2	1 007,7	2,4
1979	4 923,5	1,3	1 303,3	- 0,2	1 904,6	2,1	682,4	- 0,3	1 033,1	2,5
1980	4 987,5	1,3	1 298,6	- 0,4	1 948,8	2,3	680,1	- 0,3	1 060,0	2,6
1981	5 042,4	1,1	1 283,5	- 1,2	1 991,9	2,2	678,8	- 0,2	1 088,2	2,7
1982	5 085,3	0,9	1 249,9	- 2,6	2 044,1	2,6	677,0	- 0,3	1 114,3	2,4
1983	5 119,3	0,7	1 210,6	- 3,1	2 094,9	2,5	674,7	- 0,3	1 139,1	2,2
1984	5 155,2	0,7	1 170,7	- 3,3	2 144,2	2,4	675,9	0,2	1 164,3	2,2
1985	5 196,0	0,8	1 132,7	- 3,2	2 193,9	2,3	678,2	0,3	1 191,2	2,3
1986	5 240,5	0,9	1 094,2	- 3,4	2 242,2	2,2	685,9	1,1	1 218,2	2,3
1987	5 290,9	1,0	1 053,9	- 3,7	2 288,8	2,1	699,5	2,0	1 248,7	2,5
1988	5 338,7	0,9	1 012,5	- 3,9	2 329,4	1,8	720,5	3,0	1 276,4	2,2
1989	5 393,3	1,0	978,8	- 3,3	2 365,2	1,5	747,4	3,7	1 302,0	2,0
1990	5 457,0	1,2	957,1	- 2,2	2 394,0	1,2	777,8	4,1	1 328,0	2,0
1991	5 516,9	1,1	945,0	- 1,3	2 406,0	0,5	811,4	4,3	1 354,6	2,0
1992	5 564,5	0,9	940,5	- 0,5	2 405,4	0,0	849,0	4,6	1 369,6	1,1
1993	5 610,9	0,8	941,9	0,1	2 397,7	- 0,3	885,2	4,3	1 386,2	1,2
1994	5 651,8	0,7	944,9	0,3	2 383,6	- 0,6	918,8	3,8	1 404,5	1,3
1995	5 693,7	0,7	951,0	0,6	2 368,2	- 0,6	950,2	3,4	1 424,3	1,4
1996	5 737,3	0,8	959,2	0,9	2 350,2	- 0,8	979,5	3,1	1 448,3	1,7
1997	5 772,0	0,6	962,6	0,4	2 324,7	- 1,1	1 006,7	2,8	1 478,1	2,1
1998	5 806,0	0,6	966,4	0,4	2 295,2	- 1,3	1 031,9	2,5	1 512,6	2,3
1999	5 845,0	0,7	970,3	0,4	2 265,0	- 1,3	1 059,0	2,6	1 550,7	2,5
2000	5 889,0	0,8	970,4	0,0	2 239,8	- 1,1	1 085,6	2,5	1 593,3	2,7
2001	5 939,9	0,9	970,0	0,0	2 221,0	- 0,8	1 108,4	2,1	1 640,5	3,0
2002	5 995,0	0,9	964,6	- 0,5	2 205,4	- 0,7	1 130,9	2,0	1 693,9	3,3
2003	6 048,7	0,9	957,6	- 0,7	2 188,0	- 0,8	1 154,0	2,0	1 749,1	3,3
2004	6 110,9	1,0	952,5	- 0,5	2 177,9	- 0,5	1 176,2	1,9	1 804,4	3,2
Valeur minimale	4 739,1	...	940,5	...	1 798,1	...	674,7	...	957,1	...
Valeur maximale	6 110,9	...	1 306,6	...	2 406,0	...	1 176,2	...	1 804,4	...
Écart max.-min.	1 371,8	...	366,1	...	607,9	...	501,5	...	847,3	...

Annexe 1.2

Population en âge de travailler selon le groupe d'âge, femmes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	2 405,9	...	647,2	...	892,5	...	346,6	...	519,6	...
1977	2 444,1	1,6	648,4	0,2	911,5	2,1	347,9	0,4	536,4	3,2
1978	2 474,4	1,2	647,8	- 0,1	927,1	1,7	348,1	0,1	551,5	2,8
1979	2 508,6	1,4	646,3	- 0,2	948,0	2,3	346,7	- 0,4	567,5	2,9
1980	2 544,7	1,4	643,6	- 0,4	971,2	2,4	345,5	- 0,3	584,4	3,0
1981	2 576,1	1,2	636,1	- 1,2	993,6	2,3	344,7	- 0,2	601,7	3,0
1982	2 599,3	0,9	618,2	- 2,8	1 020,3	2,7	343,7	- 0,3	617,2	2,6
1983	2 617,3	0,7	596,9	- 3,4	1 046,2	2,5	342,4	- 0,4	631,8	2,4
1984	2 636,0	0,7	575,4	- 3,6	1 071,0	2,4	343,0	0,2	646,7	2,4
1985	2 657,5	0,8	555,4	- 3,5	1 095,3	2,3	344,3	0,4	662,6	2,5
1986	2 681,1	0,9	535,9	- 3,5	1 118,8	2,1	347,8	1,0	678,6	2,4
1987	2 709,0	1,0	516,9	- 3,5	1 142,2	2,1	354,2	1,8	695,6	2,5
1988	2 734,6	0,9	497,1	- 3,8	1 163,2	1,8	363,9	2,7	710,5	2,1
1989	2 764,6	1,1	481,4	- 3,2	1 181,8	1,6	377,0	3,6	724,4	2,0
1990	2 796,5	1,2	470,4	- 2,3	1 196,3	1,2	391,7	3,9	738,1	1,9
1991	2 824,5	1,0	463,4	- 1,5	1 200,8	0,4	408,2	4,2	752,0	1,9
1992	2 848,5	0,8	461,3	- 0,5	1 200,6	0,0	427,0	4,6	759,6	1,0
1993	2 872,7	0,8	461,8	0,1	1 197,4	- 0 3	445,5	4,3	768,0	1,1
1994	2 892,9	0,7	463,5	0,4	1 189,3	- 0,7	462,9	3,9	777,2	1,2
1995	2 911,9	0,7	466,4	0,6	1 179,7	- 0,8	479,0	3,5	786,9	1,2
1996	2 932,2	0 7	470,2	0,8	1 169,4	- 0,9	494,1	3,2	798,5	1,5
1997	2 949,4	0,6	471,0	0,2	1 156,4	- 1,1	508,3	2,9	813,7	1,9
1998	2 962,4	0,4	471,8	0,2	1 139,0	- 1,5	521,1	2,5	830,4	2,1
1999	2 981,6	0,6	473,1	0,3	1 123,9	- 1,3	535,1	2,7	849,6	2,3
2000	3 002,3	0,7	472,7	- 0,1	1 109,7	- 1,3	548,9	2,6	871,0	2,5
2001	3 025,8	0,8	472,6	0,0	1 097,9	- 1,1	560,6	2,1	894,6	2,7
2002	3 052,2	0,9	470,6	- 0,4	1 088,4	- 0,9	571,7	2,0	921,5	3,0
2003	3 078,9	0,9	467,6	- 0,6	1 078,9	- 0,9	582,7	1,9	949,6	3,0
2004	3 109,2	1,0	465,3	- 0,5	1 072,7	- 0,6	593,5	1,9	977,7	3,0
Valeur minimale	2 405,9	...	461,3	...	892,5	...	342,4	...	519,6	...
Valeur maximale	3 109,2	...	648,4	...	1 200,8	...	593,5	...	977,7	...
Écart max.-min.	703,3	...	187,1	...	308,3	...	251,1	...	458,1	...

Annexe 1.3

Population en âge de travailler selon le groupe d'âge, hommes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	2 333,2	...	657,4	...	905,6	...	332,7	...	437,6	...
1977	2 365,0	1,4	658,3	0,1	923,9	2,0	335,1	0,7	447,8	2,3
1978	2 387,9	1,0	657,7	- 0,1	937,8	1,5	336,2	0,3	456,2	1,9
1979	2 414,9	1,1	657,1	- 0,1	956,6	2,0	335,6	- 0,2	465,6	2,1
1980	2 442,8	1,2	655,0	- 0,3	977,6	2,2	334,6	- 0,3	475,7	2,2
1981	2 466,3	1,0	647,4	- 1,2	998,3	2,1	334,2	- 0,1	486,5	2,3
1982	2 486,0	0,8	631,7	- 2,4	1 023,8	2,6	333,3	- 0,3	497,1	2,2
1983	2 502,1	0,6	613,7	- 2,8	1 048,8	2,4	332,3	- 0,3	507,3	2,1
1984	2 519,2	0,7	595,4	- 3,0	1 073,2	2,3	332,9	0,2	517,7	2,1
1985	2 538,5	0,8	577,3	- 3,0	1 098,6	2,4	333,9	0,3	528,6	2,1
1986	2 559,4	0,8	558,3	- 3,3	1 123,4	2,3	338,1	1,3	539,6	2,1
1987	2 581,9	0,9	536,9	- 3,8	1 146,5	2,1	345,3	2,1	553,1	2,5
1988	2 604,1	0,9	515,4	- 4,0	1 166,2	1,7	356,6	3,3	565,8	2,3
1989	2 628,7	0,9	497,4	- 3,5	1 183,4	1,5	370,4	3,9	577,5	2,1
1990	2 660,5	1,2	486,8	- 2,1	1 197,7	1,2	386,1	4,2	589,9	2,1
1991	2 692,5	1,2	481,6	- 1,1	1 205,1	0,6	403,2	4,4	602,5	2,1
1992	2 716,0	0,9	479,2	- 0,5	1 204,8	0,0	422,0	4,7	609,9	1,2
1993	2 738,2	0,8	480,1	0,2	1 200,3	- 0,4	439,7	4,2	618,1	1,3
1994	2 758,9	0,8	481,5	0,3	1 194,3	- 0,5	455,9	3,7	627,3	1,5
1995	2 781,8	0,8	484,6	0,6	1 188,5	- 0,5	471,3	3,4	637,4	1,6
1996	2 805,1	0,8	488,9	0,9	1 180,8	- 0,6	485,5	3,0	649,8	1,9
1997	2 822,6	0,6	491,5	0,5	1 168,3	- 1,1	498,3	2,6	664,4	2,2
1998	2 843,6	0,7	494,6	0,6	1 156,1	- 1,0	510,7	2,5	682,2	2,7
1999	2 863,4	0,7	497,3	0,5	1 141,1	- 1,3	523,8	2,6	701,1	2,8
2000	2 886,7	0,8	497,8	0,1	1 130,0	- 1,0	536,6	2,4	722,3	3,0
2001	2 914,1	0,9	497,4	- 0,1	1 123,0	- 0,6	547,7	2,1	745,9	3,3
2002	2 942,8	1,0	494,2	- 0,6	1 117,0	- 0,5	559,2	2,1	772,3	3,5
2003	2 969,9	0,9	490,0	- 0,8	1 109,1	- 0,7	571,3	2,2	799,5	3,5
2004	3 001,7	1,1	487,2	- 0,6	1 105,2	- 0,4	582,6	2,0	826,7	3,4
Valeur minimale	2 333,2	...	479,2	...	905,6	...	332,3	...	437,6	...
Valeur maximale	3 001,7	...	658,3	...	1 205,1	...	582,6	...	826,7	...
Écart max.-min.	668,5	...	179,1	...	299,5	...	250,3	...	389,1	...

Annexe 2.1

Population active selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	2 785,5	...	780,0	...	1 289,1	...	436,1	...	280,3	...
1977	2 852,0	2,4	788,7	1,1	1 340,6	4,0	443,2	1,6	279,6	- 0,2
1978	2 917,6	2,3	801,3	1,6	1 382,5	3,1	443,7	0,1	290,0	3,7
1979	2 982,6	2,2	816,6	1,9	1 426,2	3,2	449,7	1,4	290,2	0,1
1980	3 062,8	2,7	833,0	2,0	1 472,4	3,2	456,9	1,6	300,4	3,5
1981	3 120,0	1,9	819,9	- 1,6	1 537,7	4,4	462,2	1,2	300,3	0,0
1982	3 069,5	-1,6	761,6	- 7,1	1 553,0	1,0	458,8	- 0,7	296,1	- 1,4
1983	3 127,2	1,9	753,6	- 1,1	1 610,8	3,7	459,5	0,2	303,3	2,4
1984	3 178,4	1,6	738,8	- 2,0	1 679,2	4,2	458,8	- 0,2	301,7	- 0,5
1985	3 237,1	1,8	720,4	- 2,5	1 747,7	4,1	469,2	2,3	299,8	- 0,6
1986	3 294,4	1,8	715,3	- 0,7	1 812,4	3,7	476,9	1,6	289,9	- 3,3
1987	3 361,2	2,0	695,7	- 2,7	1 863,9	2,8	505,1	5,9	296,5	2,3
1988	3 403,6	1,3	679,9	- 2,3	1 899,6	1,9	527,0	4,3	297,0	0,2
1989	3 456,7	1,6	659,2	- 3,0	1 950,1	2,7	548,4	4,1	299,0	0,7
1990	3 506,6	1,4	633,5	- 3,9	2 001,6	2,6	569,4	3,8	302,0	1,0
1991	3 508,6	0,1	606,7	- 4,2	1 987,4	- 0,7	617,0	8,4	297,4	- 1,5
1992	3 478,0	- 0,9	575,4	- 5,2	1 963,7	- 1,2	640,0	3,7	298,9	0,5
1993	3 491,9	0,4	560,1	- 2,7	1 964,3	0,0	671,4	4,9	296,2	- 0,9
1994	3 523,8	0,9	570,5	1,9	1 954,6	- 0,5	698,5	4,0	300,1	1,3
1995	3 531,9	0,2	560,4	- 1,8	1 944,7	- 0,5	734,7	5,2	292,1	- 2,7
1996	3 544,7	0,4	551,3	- 1,6	1 942,4	- 0,1	752,2	2,4	298,8	2,3
1997	3 575,5	0,9	538,5	- 2,3	1 945,7	0,2	773,4	2,8	317,8	6,4
1998	3 622,1	1,3	556,7	3,4	1 928,2	- 0,9	806,6	4,3	330,5	4,0
1999	3 663,4	1,1	581,0	4,4	1 914,6	- 0,7	836,2	3,7	331,7	0,4
2000	3 717,0	1,5	594,8	2,4	1 906,1	- 0,4	864,0	3,3	352,1	6,2
2001	3 772,3	1,5	608,5	2,3	1 896,9	- 0,5	897,8	3,9	369,1	4,8
2002	3 907,6	3,6	640,7	5,3	1 915,0	1,0	939,0	4,6	412,9	11,9
2003	3 990,9	2,1	653,7	2,0	1 906,9	- 0,4	966,5	2,9	463,9	12,4
2004	4 027,5	0,9	644,0	- 1,5	1 904,4	- 0,1	983,5	1,8	495,6	6,8
Valeur minimale	2 785,5	...	538,5	...	1 289,1	...	436,1	...	279,6	...
Valeur maximale	4 027,5	...	833,0	...	2 001,6	...	983,5	...	495,6	...
Écart max.-min.	1 242,0	...	294,5	...	712,5	...	547,4	...	216,0	...

Annexe 2.2

Population active selon le groupe d'âge, femmes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	996,1	...	352,5	...	432,3	...	136,7	...	74,7	...
1977	1 047,0	5,1	356,2	1,0	472,6	9,3	141,4	3,4	76,8	2,8
1978	1 095,4	4,6	370,4	4,0	499,5	5,7	141,9	0,4	83,7	9,0
1979	1 133,0	3,4	376,1	1,5	524,5	5,0	148,4	4,6	84,0	0,4
1980	1 179,7	4,1	382,0	1,6	555,1	5,8	155,9	5,1	86,6	3,1
1981	1 232,7	4,5	379,0	- 0,8	601,9	8,4	161,2	3,4	90,5	4,5
1982	1 220,4	-1,0	356,4	- 6,0	610,1	1,4	163,2	1,2	90,6	0,1
1983	1 259,0	3,2	352,8	- 1,0	647,5	6,1	164,3	0,7	94,4	4,2
1984	1 294,9	2,9	344,0	- 2,5	689,8	6,5	166,4	1,3	94,6	0,2
1985	1 341,6	3,6	335,8	- 2,4	734,6	6,5	178,3	7,2	92,9	- 1,8
1986	1 380,8	2,9	334,5	- 0,4	775,7	5,6	181,1	1,6	89,5	- 3,7
1987	1 414,7	2,5	326,0	- 2,5	802,0	3,4	193,1	6,6	93,6	4,6
1988	1 441,5	1,9	313,5	- 3,8	820,5	2,3	211,0	9,3	96,5	3,1
1989	1 484,4	3,0	304,8	- 2,8	858,2	4,6	218,4	3,5	103,0	6,7
1990	1 518,9	2,3	293,1	- 3,8	898,7	4,7	228,6	4,7	98,5	- 4,4
1991	1 533,9	1,0	284,7	- 2,9	889,4	- 1,0	261,8	14,5	97,9	- 0,6
1992	1 522,6	- 0,7	270,8	- 4,9	881,7	- 0,9	271,2	3,6	98,9	1,0
1993	1 537,5	1,0	262,4	- 3,1	886,5	0,5	286,5	5,6	102,2	3,3
1994	1 547,9	0,7	266,6	1,6	877,5	- 1,0	295,6	3,2	108,2	5,9
1995	1 569,3	1,4	263,4	- 1,2	880,2	0,3	322,1	9,0	103,7	- 4,2
1996	1 574,3	0,3	257,6	- 2,2	882,1	0,2	326,4	1,3	108,3	4,4
1997	1 595,1	1,3	252,6	- 1,9	888,0	0,7	343,1	5,1	111,4	2,9
1998	1 621,1	1,6	262,4	3,9	878,1	- 1,1	360,5	5,1	120,1	7,8
1999	1 639,6	1,1	267,4	1,9	876,9	- 0,1	378,2	4,9	117,1	- 2,5
2000	1 680,2	2,5	274,2	2,5	877,8	0,1	397,1	5,0	131,1	12,0
2001	1 712,3	1,9	283,0	3,2	876,6	- 0,1	415,3	4,6	137,5	4,9
2002	1 783,4	4,2	302,7	7,0	886,1	1,1	438,7	5,6	155,9	13,4
2003	1 845,1	3,5	315,5	4,2	888,3	0,2	458,2	4,4	183,0	17,4
2004	1 870,0	1,3	311,9	- 1,1	891,3	0,3	463,8	1,2	203,1	11,0
Valeur minimale	996,1	...	252,6	...	432,3	...	136,7	...	74,7	...
Valeur maximale	1 870,0	...	382,0	...	898,7	...	463,8	...	203,1	...
Écart max.-min.	873,9	...	129,4	...	466,4	...	327,1	...	128,4	...

Annexe 2.3

Population active selon le groupe d'âge, hommes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	1 789,3	...	427,5	...	856,8	...	299,4	...	205,6	...
1977	1 805,0	0,9	432,5	1,2	868,0	1,3	301,8	0,8	202,7	- 1,4
1978	1 822,2	1,0	430,9	- 0,4	883,1	1,7	301,8	0,0	206,4	1,8
1979	1 849,6	1,5	440,5	2,2	901,6	2,1	301,3	- 0,2	206,2	- 0,1
1980	1 883,1	1,8	451,0	2,4	917,3	1,7	301,0	- 0,1	213,8	3,7
1981	1 887,4	0,2	440,9	- 2,2	935,7	2,0	300,9	0,0	209,8	- 1,9
1982	1 849,2	- 2,0	405,1	- 8,1	942,9	0,8	295,6	- 1,8	205,5	- 2,0
1983	1 868,2	1,0	400,8	- 1,1	963,3	2,2	295,2	- 0,1	208,9	1,7
1984	1 883,6	0,8	394,8	- 1,5	989,4	2,7	292,4	- 0,9	207,1	- 0,9
1985	1 895,6	0,6	384,6	- 2,6	1 013,1	2,4	290,9	- 0,5	206,9	- 0,1
1986	1 913,6	0,9	380,8	- 1,0	1 036,7	2,3	295,7	1,7	200,4	- 3,1
1987	1 946,5	1,7	369,7	- 2,9	1 061,9	2,4	312,0	5,5	202,9	1,2
1988	1 962,1	0,8	366,5	- 0,9	1 079,1	1,6	316,0	1,3	200,4	- 1,2
1989	1 972,3	0,5	354,4	- 3,3	1 091,9	1,2	330,0	4,4	196,1	- 2,1
1990	1 987,7	0,8	340,4	- 4,0	1 102,9	1,0	340,8	3,3	203,5	3,8
1991	1 974,7	- 0,7	321,9	- 5,4	1 098,0	- 0,4	355,2	4,2	199,5	- 2,0
1992	1 955,4	- 1,0	304,6	- 5,4	1 082,0	- 1,5	368,8	3,8	200,0	0,3
1993	1 954,4	- 0,1	297,7	- 2,3	1 077,8	- 0,4	384,9	4,4	194,0	- 3,0
1994	1 975,9	1,1	303,9	2,1	1 077,1	- 0,1	402,9	4,7	192,0	- 1,0
1995	1 962,6	- 0,7	297,0	- 2,3	1 064,5	- 1,2	412,6	2,4	188,4	- 1,9
1996	1 970,4	0,4	293,7	- 1,1	1 060,3	- 0,4	425,9	3,2	190,5	1,1
1997	1 980,4	0,5	286,0	- 2,6	1 057,7	- 0,2	430,3	1,0	206,5	8,4
1998	2 001,0	1,0	294,3	2,9	1 050,1	- 0,7	446,2	3,7	210,4	1,9
1999	2 023,8	1,1	313,6	6,6	1 037,7	- 1,2	457,9	2,6	214,6	2,0
2000	2 036,8	0,6	320,6	2,2	1 028,3	- 0,9	467,0	2,0	221,0	3,0
2001	2 060,0	1,1	325,5	1,5	1 020,3	- 0,8	482,6	3,3	231,6	4,8
2002	2 124,2	3,1	338,0	3,8	1 028,9	0,8	500,4	3,7	257,0	11,0
2003	2 145,9	1,0	338,1	0,0	1 018,7	- 1,0	508,2	1,6	280,9	9,3
2004	2 157,5	0,5	332,1	- 1,8	1 013,1	- 0,5	519,7	2,3	292,5	4,1
Valeur minimale	1 789,3	...	286,0	...	856,8	...	290,9	...	188,4	...
Valeur maximale	2 157,5	...	451,0	...	1 102,9	...	519,7	...	292,5	...
Écart max.-min.	368,2	...	165,0	...	246,1	...	228,8	...	104,1	...

Annexe 3.1

Population inactive selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	1 953,6	...	524,6	...	509,1	...	243,1	...	676,8	...
1977	1 957,2	0,2	518,0	- 1,3	494,7	- 2,8	239,8	- 1,4	704,7	4,1
1978	1 944,8	- 0,6	504,2	- 2,7	482,4	- 2,5	240,6	0,3	717,6	1,8
1979	1 940,8	- 0,2	486,7	- 3,5	478,4	- 0,8	232,7	- 3,3	743,0	3,5
1980	1 924,7	- 0,8	465,6	- 4,3	476,3	- 0,4	223,2	- 4,1	759,6	2,2
1981	1 922,4	- 0,1	463,6	- 0,4	454,3	- 4,6	216,7	- 2,9	787,9	3,7
1982	2 015,7	4,9	488,3	5,3	491,0	8,1	218,2	0,7	818,2	3,8
1983	1 992,1	- 1,2	457,0	- 6,4	484,1	- 1,4	215,2	- 1,4	835,8	2,2
1984	1 976,7	- 0,8	431,9	- 5,5	465,0	- 3,9	217,1	0,9	862,7	3,2
1985	1 958,9	- 0,9	412,3	- 4,5	446,2	- 4,0	209,0	- 3,7	891,4	3,3
1986	1 946,1	- 0,7	378,9	- 8,1	429,8	- 3,7	209,0	0,0	928,3	4,1
1987	1 929,7	- 0,8	358,2	- 5,5	424,9	- 1,1	194,5	- 6,9	952,2	2,6
1988	1 935,1	0,3	332,5	- 7,2	429,8	1,2	193,4	- 0,6	979,4	2,9
1989	1 936,6	0,1	319,6	-3,9	415,1	- 3,4	199,0	2,9	1 002,9	2,4
1990	1 950,4	0,7	323,6	1,3	392,4	- 5,5	208,4	4,7	1 026,0	2,3
1991	2 008,4	3,0	338,4	4,6	418,5	6,7	194,4	- 6,7	1 057,1	3,0
1992	2 086,5	3,9	365,1	7,9	441,7	5,5	209,0	7,5	1 070,6	1,3
1993	2 119,0	1,6	381,8	4,6	433,4	- 1,9	213,8	2,3	1 090,0	1,8
1994	2 128,1	0,4	374,4	- 1,9	428,9	- 1,0	220,3	3,0	1 104,4	1,3
1995	2 161,8	1,6	390,6	4,3	423,4	- 1,3	215,6	- 2,1	1 132,3	2,5
1996	2 192,6	1,4	407,9	4,4	407,9	- 3,7	227,3	5,4	1 149,5	1,5
1997	2 196,6	0,2	424,1	4,0	379,0	- 7,1	233,3	2,6	1 160,3	0,9
1998	2 184,0	- 0,6	409,7	- 3,4	367,0	- 3,2	225,2	- 3,5	1 182,1	1,9
1999	2 181,6	- 0,1	389,3	- 5,0	350,4	- 4,5	222,8	- 1,1	1 219,0	3,1
2000	2 172,0	- 0,4	375,7	- 3,5	333,6	- 4,8	221,5	- 0,6	1 241,2	1,8
2001	2 167,6	- 0,2	361,5	- 3,8	324,1	- 2,8	210,5	- 5,0	1 271,5	2,4
2002	2 087,4	- 3,7	324,1	- 10,3	290,5	- 10,4	191,9	- 8,8	1 281,0	0,7
2003	2 057,8	- 1,4	304,0	- 6,2	281,1	- 3,2	187,5	- 2,3	1 285,2	0,3
2004	2 083,4	1,2	306,5	1,5	273,4	- 2,7	192,7	2,8	1 308,8	1,8
Valeur minimale	1 922,4	...	304,0	...	273,4	...	187,5	...	676,8	...
Valeur maximale	2 196,6	...	524,6	...	509,1	...	243,1	...	1 308,8	...
Écart max.-min.	274,2	...	220,6	...	235,7	...	55,6	...	632,0	...

Annexe 3.2

Population inactive selon le groupe d'âge, femmes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	1 409,8	...	294,8	...	460,2	...	209,9	...	444,9	...
1977	1 397,2	- 0,9	292,2	- 0,9	438,9	- 4,6	206,5	- 1,6	459,6	3,3
1978	1 379,0	- 1,3	277,4	- 5,1	427,6	- 2,6	206,2	- 0,1	467,8	1,8
1979	1 375,5	- 0,3	270,2	- 2,6	423,5	- 1,0	198,3	- 3,8	483,6	3,4
1980	1 365,0	- 0,8	261,6	- 3,2	416,1	- 1,7	189,6	- 4,4	497,7	2,9
1981	1 343,4	- 1,6	257,1	- 1,7	391,7	- 5,9	183,5	- 3,2	511,2	2,7
1982	1 378,9	2,6	261,7	1,8	410,1	4,7	180,5	- 1,6	526,6	3,0
1983	1 358,2	- 1,5	244,1	- 6,7	398,7	- 2,8	178,1	- 1,3	537,4	2,1
1984	1 341,1	- 1,3	231,4	- 5,2	381,2	- 4,4	176,6	- 0,8	552,1	2,7
1985	1 316,0	- 1,9	219,6	- 5,1	360,7	- 5,4	166,0	- 6,0	569,7	3,2
1986	1 300,3	- 1,2	201,5	- 8,2	343,1	- 4,9	166,7	0,4	589,1	3,4
1987	1 294,3	- 0,5	191,0	- 5,2	340,3	- 0,8	161,1	- 3,4	602,0	2,2
1988	1 293,1	- 0,1	183,6	- 3,9	342,7	0,7	152,8	- 5,2	614,0	2,0
1989	1 280,2	- 1,0	176,6	- 3,8	323,6	- 5,6	158,6	3,8	621,4	1,2
1990	1 277,6	- 0,2	177,3	0,4	297,6	- 8,0	163,1	2,8	639,6	2,9
1991	1 290,6	1,0	178,7	0,8	311,4	4,6	146,4	- 10,2	654,1	2,3
1992	1 325,9	2,7	190,5	6,6	318,9	2,4	155,8	6,4	660,7	1,0
1993	1 335,2	0,7	199,4	4,7	310,9	- 2,5	159,0	2,1	665,9	0,8
1994	1 345,0	0,7	196,8	- 1,3	311,8	0,3	167,3	5,2	669,0	0,5
1995	1 342,6	- 0,2	203,0	3,2	299,5	- 3,9	156,9	- 6,2	683,2	2,1
1996	1 357,9	1,1	212,6	4,7	287,3	- 4,1	167,7	6,9	690,2	1,0
1997	1 354,3	- 0,3	218,5	2,8	268,4	- 6,6	165,2	- 1,5	702,3	1,8
1998	1 341,3	- 1,0	209,4	- 4,2	261,0	- 2,8	160,7	- 2,7	710,3	1,1
1999	1 342,0	0,1	205,6	- 1,8	247,0	- 5,4	156,9	- 2,4	732,5	3,1
2000	1 322,1	- 1,5	198,5	- 3,5	231,9	- 6,1	151,9	- 3,2	739,8	1,0
2001	1 313,5	- 0,7	189,6	- 4,5	221,4	- 4,5	145,4	- 4,3	757,1	2,3
2002	1 268,8	- 3,4	167,9	- 11,4	202,3	- 8,6	133,0	- 8,5	765,6	1,1
2003	1 233,8	- 2,8	152,1	- 9,4	190,7	- 5,7	124,5	- 6,4	766,6	0,1
2004	1 239,2	0,4	153,4	0,9	181,4	- 4,9	129,8	4,3	774,6	1,0
Valeur minimale	1 233,8	...	152,1	...	181,4	...	124,5	...	444,9	...
Valeur maximale	1 409,8	...	294,8	...	460,2	...	209,9	...	774,6	...
Écart max.-min.	176,0	...	142,7	...	278,8	...	85,4	...	329,7	...

Annexe 3.3

Population inactive selon le groupe d'âge, hommes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	543,9	...	229,8	...	48,8	...	33,2	...	232,0	...
1977	560,0	3,0	225,8	- 1,7	55,8	14,3	33,4	0,6	245,0	5,6
1978	565,8	1,0	226,8	0,4	54,8	- 1,8	34,4	3,0	249,8	2,0
1979	565,3	- 0,1	216,6	- 4,5	55,0	0,4	34,4	0,0	259,4	3,8
1980	559,7	- 1,0	204,0	- 5,8	60,3	9,6	33,6	- 2,3	261,9	1,0
1981	578,9	3,4	206,5	1,2	62,6	3,8	33,2	- 1,2	276,7	5,7
1982	636,8	10,0	226,6	9,7	80,9	29,2	37,7	13,6	291,6	5,4
1983	633,8	- 0,5	212,9	- 6,0	85,4	5,6	37,1	- 1,6	298,4	2,3
1984	635,6	0,3	200,6	- 5,8	83,9	- 1,8	40,5	9,2	310,6	4,1
1985	642,9	1,1	192,7	- 3,9	85,5	1,9	43,0	6,2	321,7	3,6
1986	645,7	0,4	177,5	- 7,9	86,7	1,4	42,4	- 1,4	339,2	5,4
1987	635,4	- 1,6	167,2	- 5,8	84,6	- 2,4	33,3	- 21,5	350,2	3,2
1988	642,0	1,0	148,9	- 10,9	87,1	3,0	40,6	21,9	365,4	4,3
1989	656,4	2,2	143,0	- 4,0	91,5	5,1	40,4	- 0,5	381,5	4,4
1990	672,8	2,5	146,3	2,3	94,8	3,6	45,3	12,1	386,4	1,3
1991	717,8	6,7	159,7	9,2	107,1	13,0	48,0	6,0	403,0	4,3
1992	760,6	6,0	174,7	9,4	122,8	14,7	53,2	10,8	409,9	1,7
1993	783,8	3,1	182,4	4,4	122,5	- 0,2	54,8	3,0	424,1	3,5
1994	783,1	- 0,1	177,6	- 2,6	117,1	- 4,4	53,0	- 3,3	435,4	2,7
1995	819,2	4,6	187,5	5,6	124,0	5,9	58,7	10,8	449,1	3,1
1996	834,7	1,9	195,2	4,1	120,6	- 2,7	59,6	1,5	459,3	2,3
1997	842,2	0,9	205,6	5,3	110,6	- 8,3	68,1	14,3	457,9	-0,3
1998	842,7	0,1	200,3	- 2,6	106,0	- 4,2	64,6	- 5,1	471,7	3,0
1999	839,5	- 0,4	183,7	- 8,3	103,4	- 2,5	65,9	2,0	486,5	3,1
2000	849,9	1,2	177,2	- 3,5	101,7	- 1,6	69,7	5,8	501,3	3,0
2001	854,1	0,5	171,9	- 3,0	102,7	1,0	65,2	- 6,5	514,4	2,6
2002	818,6	- 4,2	156,2	- 9,1	88,2	- 14,1	58,8	- 9,8	515,3	0,2
2003	824,0	0,7	151,9	- 2,8	90,4	2,5	63,1	7,3	518,6	0,6
2004	844,2	2,5	155,1	2,1	92,0	1,8	62,9	- 0,3	534,1	3,0
Valeur minimale	543,9	...	143,0	...	48,8	...	33,2	...	232,0	...
Valeur maximale	854,1	...	229,8	...	124,0	...	69,7	...	534,1	...
Écart max.-min.	310,2	...	86,8	...	75,2	...	36,5	...	302,1	...

Annexe 4.1

Emploi à temps plein et à temps partiel, Québec, 1976-2004

	Ensemble		Temps plein		Temps partiel	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%
1976	2 543,4	...	2 314,8	...	228,6	...
1977	2 556,0	0,5	2 306,4	- 0,4	249,6	9,2
1978	2 596,1	1,6	2 326,8	0,9	269,4	7,9
1979	2 692,0	3,7	2 392,6	2,8	299,4	11,1
1980	2 756,2	2,4	2 428,4	1,5	327,8	9,5
1981	2 791,2	1,3	2 434,0	0,2	357,3	9,0
1982	2 640,1	- 5,4	2 266,8	- 6,9	373,4	4,5
1983	2 683,8	1,7	2 286,7	0,9	397,1	6,3
1984	2 762,5	2,9	2 356,4	3,0	406,1	2,3
1985	2 838,1	2,7	2 388,6	1,4	449,5	10,7
1986	2 929,2	3,2	2 470,2	3,4	459,0	2,1
1987	3 017,2	3,0	2 566,1	3,9	451,1	- 1,7
1988	3 078,8	2,0	2 613,8	1,9	465,0	3,1
1989	3 122,4	1,4	2 652,6	1,5	469,7	1,0
1990	3 139,9	0,6	2 655,0	0,1	484,9	3,2
1991	3 081,5	- 1,9	2 564,1	- 3,4	517,4	6,7
1992	3 033,8	- 1,5	2 516,1	- 1,9	517,7	0,1
1993	3 026,1	- 0,3	2 492,7	- 0,9	533,3	3,0
1994	3 085,8	2,0	2 558,7	2,6	527,1	- 1,2
1995	3 122,2	1,2	2 582,5	0,9	539,7	2,4
1996	3 116,8	- 0,2	2 559,1	- 0,9	557,8	3,4
1997	3 162,4	1,5	2 596,5	1,5	565,9	1,5
1998	3 242,9	2,5	2 674,5	3,0	568,4	0,4
1999	3 320,1	2,4	2 763,0	3,3	557,2	- 2,0
2000	3 402,2	2,5	2 830,0	2,4	572,2	2,7
2001	3 440,2	1,1	2 849,3	0,7	590,9	3,3
2002	3 568,0	3,7	2 928,8	2,8	639,2	8,2
2003	3 625,1	1,6	2 955,4	0,9	669,7	4,8
2004	3 685,9	1,7	3 016,2	2,1	669,7	0,0
Valeur minimale	2 543,4	...	2 266,8	...	228,6	...
Valeur maximale	3 685,9	...	3 016,2	...	669,7	...
Écart max.-min.	1 142,5	...	749,4	...	441,1	...

Annexe 4.2

Emploi à temps plein et à temps partiel, femmes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		Temps plein		Temps partiel	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%
1976	899,1	...	742,7	...	156,4	...
1977	926,4	3,0	758,1	2,1	168,3	7,6
1978	963,9	4,0	774,9	2,2	189,0	12,3
1979	1 008,1	4,6	801,6	3,4	206,5	9,3
1980	1 051,1	4,3	827,4	3,2	223,7	8,3
1981	1 092,7	4,0	847,9	2,5	244,7	9,4
1982	1 049,4	- 4,0	794,5	- 6,3	254,9	4,2
1983	1 082,3	3,1	809,4	1,9	272,9	7,1
1984	1 122,2	3,7	846,7	4,6	275,5	1,0
1985	1 179,1	5,1	868,4	2,6	310,6	12,7
1986	1 221,7	3,6	910,2	4,8	311,4	0,3
1987	1 266,0	3,6	949,9	4,4	316,1	1,5
1988	1 294,0	2,2	971,1	2,2	322,9	2,2
1989	1 340,3	3,6	1 008,7	3,9	331,6	2,7
1990	1 357,6	1,3	1 018,9	1,0	338,6	2,1
1991	1 355,5	- 0,2	1 006,7	- 1,2	348,7	3,0
1992	1 341,7	- 1,0	991,3	- 1,5	350,3	0,5
1993	1 345,9	0,3	989,2	- 0,2	356,8	1,9
1994	1 369,7	1,8	1 015,0	2,6	354,8	- 0,6
1995	1 394,8	1,8	1 028,1	1,3	366,7	3,4
1996	1 395,7	0,1	1 018,1	- 1,0	377,6	3,0
1997	1 422,4	1,9	1 032,7	1,4	389,7	3,2
1998	1 454,1	2,2	1 064,9	3,1	389,1	- 0,2
1999	1 492,9	2,7	1 111,7	4,4	381,2	- 2,0
2000	1 542,7	3,3	1 156,9	4,1	385,9	1,2
2001	1 566,2	1,5	1 167,8	0,9	398,4	3,2
2002	1 639,3	4,7	1 202,3	3,0	437,0	9,7
2003	1 688,4	3,0	1 233,9	2,6	454,5	4,0
2004	1 724,9	2,2	1 271,1	3,0	453,8	- 0,2
Valeur minimale	899,1	...	742,7	...	156,4	...
Valeur maximale	1 724,9	...	1 271,1	...	454,5	...
Écart max.-min.	825,8	...	528,4	...	298,1	...

Annexe 4.3

Emploi à temps plein et à temps partiel, hommes, Québec, 1976-2004

	Ensemble		Temps plein		Temps partiel	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%
1976	1 644,3	...	1 572,1	...	72,2	...
1977	1 629,6	- 0,9	1 548,3	- 1,5	81,3	12,6
1978	1 632,3	0,2	1 551,9	0,2	80,4	- 1,1
1979	1 683,9	3,2	1 591,0	2,5	92,9	15,5
1980	1 705,1	1,3	1 601,0	0 6	104,0	11,9
1981	1 698,6	- 0,4	1 586,0	- 0,9	112,5	8,2
1982	1 590,7	- 6,4	1 472,2	- 7,2	118,5	5,3
1983	1 601,5	0,7	1 477,3	0,3	124,3	4,9
1984	1 640,3	2,4	1 509,7	2,2	130,6	5,1
1985	1 659,1	1,1	1 520,2	0,7	138,9	6,4
1986	1 707,5	2,9	1 560,0	2,6	147,5	6,2
1987	1 751,2	2,6	1 616,2	3,6	135,0	- 8,5
1988	1 784,8	1,9	1 642,8	1,6	142,1	5,3
1989	1 782,1	- 0,2	1 644,0	0,1	138,1	- 2,8
1990	1 782,3	0,0	1 636,0	- 0,5	146,3	5,9
1991	1 726,1	- 3,2	1 557,4	- 4,8	168,7	15,3
1992	1 692,1	- 2,0	1 524,8	- 2,1	167,4	- 0,8
1993	1 680,1	- 0,7	1 503,6	- 1,4	176,6	5,5
1994	1 716,1	2,1	1 543,7	2,7	172,4	- 2,4
1995	1 727,4	0,7	1 554,4	0,7	173,0	0,3
1996	1 721,1	- 0,4	1 540,9	- 0,9	180,1	4,1
1997	1 740,0	1,1	1 563,8	1,5	176,2	- 2,2
1998	1 788,8	2,8	1 609,6	2,9	179,2	1,7
1999	1 827,2	2,1	1 651,2	2,6	176,0	- 1,8
2000	1 859,5	1,8	1 673,2	1,3	186,3	5,9
2001	1 874,0	0,8	1 681,5	0,5	192,5	3,3
2002	1 928,6	2,9	1 726,5	2,7	202,2	5,0
2003	1 936,7	0,4	1 721,5	- 0,3	215,2	6,4
2004	1 961,0	1,3	1 745,1	1,4	215,9	0,3
Valeur minimale	1 590,7	...	1 472,2	...	72,2	...
Valeur maximale	1 961,0	...	1 745,1	...	215,9	...
Écart max.-min.	370,3	...	272,9	...	143,7	...

Annexe 4.4

Emploi à temps plein et à temps partiel selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

	15 à 24 ans						25 à 44 ans					
	Ensemble		Temps plein		Temps partiel		Ensemble		Temps plein		Temps partiel	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	661,1	...	564,7	...	96,5	...	1 204,4	...	1 125,9	...	78,5	...
1977	650,3	- 1,6	549,1	- 2,8	101,2	4,9	1 230,3	2,2	1 140,2	1,3	90,1	14,8
1978	659,2	1,4	553,9	0,9	105,3	4,1	1 259,9	2,4	1 159,2	1,7	100,8	11,9
1979	685,6	4,0	562,8	1,6	122,7	16,5	1 313,2	4,2	1 204,2	3,9	109,0	8,1
1980	693,8	1,2	560,6	- 0,4	133,1	8,5	1 357,2	3,4	1 234,4	2,5	122,8	12,7
1981	680,5	- 1,9	533,1	- 4,9	147,4	10,7	1 399,7	3,1	1 265,4	2,5	134,3	9,4
1982	589,6	- 13,4	435,2	- 18,4	154,5	4,8	1 361,3	- 2,7	1 221,4	- 3,5	139,9	4,2
1983	585,9	- 0,6	426,2	- 2,1	159,7	3,4	1 407,9	3,4	1 253,5	2,6	154,3	10,3
1984	595,0	1,6	423,0	- 0,8	172,0	7,7	1 478,6	5,0	1 328,6	6,0	150,0	- 2,8
1985	591,8	- 0,5	413,6	- 2,2	178,2	3,6	1 549,4	4,8	1 368,4	3,0	181,0	20,7
1986	598,0	1,0	411,8	- 0,4	186,1	4,4	1 629,4	5,2	1 445,8	5,7	183,7	1,5
1987	594,9	- 0,5	417,5	1,4	177,3	- 4,7	1 685,0	3,4	1 499,2	3,7	185,8	1,1
1988	591,7	- 0,5	412,2	- 1,3	179,4	1,2	1 724,3	2,3	1 538,9	2,6	185,4	- 0,2
1989	572,1	- 3,3	390,1	- 5,4	182,0	1,4	1 765,1	2,4	1 583,9	2,9	181,2	- 2,3
1990	540,2	- 5,6	355,4	- 8,9	184,8	1,5	1 804,1	2,2	1 607,7	1,5	196,4	8,4
1991	496,5	- 8,1	300,5	- 15,4	196,0	6,1	1 758,6	- 2,5	1 556,1	- 3,2	202,5	3,1
1992	472,6	- 4,8	274,7	- 8,6	197,8	0,9	1 722,7	- 2,0	1 523,0	- 2,1	199,7	- 1,4
1993	454,2	- 3,9	253,0	- 7,9	201,2	1,7	1 719,5	- 0,2	1 507,2	- 1,0	212,4	6,4
1994	474,2	4,4	266,2	5,2	208,0	3,4	1 722,0	0,1	1 524,4	1,1	197,6	- 7,0
1995	469,6	- 1,0	264,6	- 0,6	205,1	- 1,4	1 728,9	0,4	1 520,5	- 0,3	208,4	5,5
1996	449,2	- 4,3	250,2	- 5,4	199,0	- 3,0	1 721,7	- 0,4	1 508,8	- 0,8	212,9	2,2
1997	434,1	- 3,4	241,6	- 3,4	192,5	- 3,3	1 736,1	0,8	1 514,8	0,4	221,3	3,9
1998	459,4	5,8	254,7	5,4	204,8	6,4	1 742,9	0,4	1 529,4	1,0	213,6	- 3,5
1999	489,5	6,6	283,7	11,4	205,8	0,5	1 755,9	0,7	1 554,1	1,6	201,8	- 5,5
2000	512,7	4,7	301,7	6,3	211,0	2,5	1 761,7	0,3	1 557,9	0,2	203,8	1,0
2001	525,3	2,5	308,1	2,1	217,2	2,9	1 743,2	- 1,1	1 537,3	- 1,3	205,9	1,0
2002	553,3	5,3	314,1	1,9	239,2	10,1	1 764,4	1,2	1 546,4	0,6	217,9	5,8
2003	560,9	1,4	312,8	- 0,4	248,1	3,7	1 744,0	- 1,2	1 529,9	- 1,1	214,1	- 1,7
2004	551,3	- 1,7	302,4	- 3,3	248,9	0,3	1 754,6	0,6	1 545,2	1,0	209,3	- 2,2
Valeur minimale	434,1	...	241,6	...	96,5	...	1 204,4	...	1 125,9	...	78,5	...
Valeur maximale	693,8	...	564,7	...	248,9	...	1 804,1	...	1 607,7	...	221,3	...
Écart max.-min.	259,7	...	323,1	...	152,4	...	599,7	...	481,8	...	142,8	...

Annexe 4.4 (suite)

45 à 54 ans						55 ans et plus						
Ensemble		Temps plein		Temps partiel		Ensemble		Temps plein		Temps partiel		
Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	
k	%	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%	
411,6	...	385,7	...	25,9	...	266,3	...	238,6	...	27,7	...	1976
414,5	0,7	385,2	- 0,1	29,3	13,1	260,9	- 2,0	231,9	- 2,8	29,0	4,7	1977
408,7	- 1,4	375,9	- 2,4	32,8	11,9	268,3	2,8	237,9	2,6	30,5	5,2	1978
419,6	2,7	384,0	2,2	35,6	8,5	273,6	2,0	241,6	1,6	32,0	4,9	1979
422,4	0,7	382,1	- 0,5	40,3	13,2	282,8	3,4	251,2	4,0	31,6	- 1,3	1980
428,4	1,4	385,2	0,8	43,1	6,9	282,6	- 0,1	250,2	- 0,4	32,4	2,5	1981
418,1	- 2,4	374,2	- 2,9	43,9	1,9	271,1	- 4,1	236,0	- 5,7	35,2	8,6	1982
415,5	- 0,6	370,4	- 1,0	45,1	2,7	274,6	1,3	236,6	0,3	38,0	8,0	1983
414,3	- 0,3	368,6	- 0,5	45,7	1,3	274,5	0,0	236,2	- 0,2	38,3	0,8	1984
427,1	3,1	376,8	2,2	50,4	10,3	269,9	- 1,7	229,9	- 2,7	40,0	4,4	1985
438,4	2,6	390,8	3,7	47,6	- 5,6	263,4	- 2,4	221,8	- 3,5	41,6	4,0	1986
464,2	5,9	421,2	7,8	43,0	- 9,7	273,1	3,7	228,1	2,8	45,0	8,2	1987
487,9	5,1	431,6	2,5	56,3	30,9	275,0	0,7	231,2	1,4	43,8	- 2,7	1988
510,0	4,5	452,7	4,9	57,3	1,8	275,2	0,1	226,0	- 2,2	49,2	12,3	1989
517,3	1,4	456,0	0,7	61,3	7,0	278,3	1,1	235,9	4,4	42,4	- 13,8	1990
558,7	8,0	487,7	7,0	71,0	15,8	267,6	- 3,8	219,8	- 6,8	47,8	12,7	1991
573,8	2,7	501,0	2,7	72,8	2,5	264,7	- 1,1	217,4	- 1,1	47,3	- 1,0	1992
593,4	3,4	521,0	4,0	72,4	- 0,5	258,9	- 2,2	211,5	- 2,7	47,4	0,2	1993
625,5	5,4	554,6	6,4	70,9	- 2,1	264,1	2,0	213,4	0,9	50,6	6,8	1994
665,2	6,3	584,7	5,4	80,5	13,5	258,5	- 2,1	212,8	- 0,3	45,8	- 9,5	1995
676,0	1,6	590,0	0,9	86,0	6,8	269,9	4,4	210,0	- 1,3	59,9	30,8	1996
704,9	4,3	612,2	3,8	92,8	7,9	287,2	6,4	228,0	8,6	59,2	- 1,2	1997
741,3	5,2	651,6	6,4	89,7	- 3,3	299,2	4,2	238,9	4,8	60,3	1,9	1998
771,1	4,0	678,9	4,2	92,3	2,9	303,6	1,5	246,3	3,1	57,2	- 5,1	1999
801,9	4,0	710,2	4,6	91,7	- 0,7	325,9	7,3	260,3	5,7	65,6	14,7	2000
833,3	3,9	733,5	3,3	99,8	8,8	338,5	3,9	270,5	3,9	68,0	3,7	2001
872,5	4,7	769,7	4,9	102,7	2,9	377,8	11,6	298,5	10,4	79,3	16,6	2002
895,9	2,7	784,4	1,9	111,6	8,7	424,3	12,3	328,3	10,0	96,0	21,1	2003
920,6	2,8	813,7	3,7	106,9	- 4,2	459,5	8,3	354,9	8,1	104,6	9,0	2004
408,7	...	368,6	...	25,9	...	258,5	...	210,0	...	27,7	...	Valeur minimale
920,6	...	813,7	...	111,6	...	459,5	...	354,9	...	104,6	...	Valeur maximale
511,9	...	445,1	...	85,7	...	201,0	...	144,9	...	76,9	...	Écart max.-min.

Annexe 5.1

Emploi selon le lien d'emploi, le secteur d'appartenance et l'industrie, Québec, 1976-2004

	Lien d'emploi				Secteur d'appartenance				Industrie			
	Employé		Autonome		Privé		Public		Biens		Services	
	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	2 287,9	...	255,5	...	1 686,8	...	601,1	...	894,3	...	1 649,1	...
1977	2 297,8	0,4	258,2	1,1	1 682,3	- 0,3	615,5	2,4	862,1	- 3,6	1 693,9	2,7
1978	2 325,5	1,2	270,7	4,8	1 690,8	0,5	634,6	3,1	851,8	- 1,2	1 744,3	3,0
1979	2 411,3	3,7	280,7	3,7	1 762,8	4,3	648,4	2,2	875,8	2,8	1 816,3	4,1
1980	2 461,6	2,1	294,5	4,9	1 795,1	1,8	666,5	2,8	891,3	1,8	1 864,9	2,7
1981	2 482,6	0,9	308,7	4,8	1 799,2	0,2	683,3	2,5	865,6	- 2,9	1 925,7	3,3
1982	2 305,5	- 7,1	334,6	8,4	1 653,9	- 8,1	651,6	- 4,6	776,9	- 10,2	1 863,2	- 3,2
1983	2 348,8	1,9	335,1	0,1	1 690,7	2,2	658,0	1,0	787,9	1,4	1 895,9	1,8
1984	2 420,3	3,0	342,2	2,1	1 759,2	4,1	661,1	0,5	811,7	3,0	1 950,8	2,9
1985	2 454,1	1,4	384,1	12,2	1 789,1	1,7	665,0	0,6	828,6	2,1	2 009,5	3,0
1986	2 554,8	4,1	374,3	- 2,6	1 893,7	5,8	661,1	- 0,6	862,1	4,0	2 067,1	2,9
1987	2 624,6	2,7	392,5	4,9	1 950,5	3,0	674,2	2,0	879,0	2,0	2 138,2	3,4
1988	2 669,1	1,7	409,7	4,4	2 006,1	2,9	663,0	- 1,7	911,0	3,6	2 167,8	1,4
1989	2 719,8	1,9	402,6	- 1,7	2 052,1	2,3	667,6	0,7	928,9	2,0	2 193,5	1,2
1990	2 726,6	0,3	413,3	2,7	2 051,0	- 0,1	675,5	1,2	920,4	- 0,9	2 219,5	1,2
1991	2 657,4	- 2,5	424,1	2,6	1 989,1	- 3,0	668,3	- 1,1	852,2	- 7,4	2 229,3	0,4
1992	2 606,2	- 1,9	427,6	0,8	1 933,6	- 2,8	672,6	0,6	817,8	- 4,0	2 216,0	- 0,6
1993	2 591,3	- 0,6	434,8	1,7	1 923,8	- 0,5	667,5	- 0,8	798,7	- 2,3	2 227,4	0,5
1994	2 666,5	2,9	419,3	- 3,6	2 009,5	4,5	656,9	- 1,6	829,1	3,8	2 256,7	1,3
1995	2 672,6	0,2	449,6	7,2	2 037,1	1,4	635,5	- 3,3	839,1	1,2	2 283,1	1,2
1996	2 643,7	- 1,1	473,1	5,2	2 026,5	- 0,5	617,2	- 2,9	818,0	- 2,5	2 298,9	0,7
1997	2 672,4	1,1	490,0	3,6	2 049,5	1,1	622,9	0,9	837,9	2,4	2 324,5	1,1
1998	2 743,3	2,7	499,6	2,0	2 134,6	4,2	608,7	- 2,3	867,4	3,5	2 375,4	2,2
1999	2 807,6	2,3	512,5	2,6	2 176,7	2,0	630,9	3,6	891,0	2,7	2 429,1	2,3
2000	2 905,6	3,5	496,6	- 3,1	2 223,1	2,1	682,5	8,2	901,1	1,1	2 501,1	3,0
2001	2 982,0	2,6	458,3	- 7,7	2 261,0	1,7	720,9	5,6	889,3	- 1,3	2 550,9	2,0
2002	3 101,8	4,0	466,2	1,7	2 354,7	4,1	747,1	3,6	934,9	5,1	2 633,1	3,2
2003	3 142,0	1,3	483,1	3,6	2 378,6	1,0	763,4	2,2	919,0	- 1,7	2 706,2	2,8
2004	3 201,6	1,9	484,4	0,3	2 430,5	2,2	771,1	1,0	913,3	- 0,6	2 772,7	2,5
Valeur minimale	2 287,9	...	255,5	...	1 653,9	...	601,1	...	776,9	...	1 649,1	...
Valeur maximale	3 201,6	...	512,5	...	2 430,5	...	771,1	...	934,9	...	2 772,7	...
Écart max.-min.	913,7	...	257,0	...	776,6	...	170,0	...	158,0	...	1 123,6	...

Annexe 5.2

Emploi selon le lien d'emploi, le secteur d'appartenance et l'industrie, femmes, Québec, 1976-2004

	Lien d'emploi				Secteur d'appartenance				Industrie			
	Employé		Autonome		Privé		Public		Biens		Services	
	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	830,6	...	68,5	...	574,9	...	255,7	...	194,3	...	704,7	...
1977	854,1	2,8	72,3	5,5	586,9	2,1	267,2	4,5	186,3	- 4,1	740,1	5,0
1978	885,4	3,7	78,4	8,4	609,5	3,9	275,9	3,3	181,7	- 2,5	782,2	5,7
1979	927,9	4,8	80,3	2,4	640,3	5,1	287,5	4,2	202,5	11,4	805,6	3,0
1980	963,8	3,9	87,3	8,7	673,4	5,2	290,5	1,0	205,7	1,6	845,4	4,9
1981	1 006,0	4,4	86,6	- 0,8	698,2	3,7	307,8	6,0	199,5	- 3,0	893,2	5,7
1982	950,0	- 5,6	99,4	14,8	657,2	- 5,9	292,8	- 4,9	175,3	- 12,1	874,2	- 2,1
1983	984,0	3,6	98,3	- 1,1	684,9	4,2	299,1	2,2	189,0	7,8	893,3	2,2
1984	1 016,1	3,3	106,1	7,9	702,9	2,6	313,2	4,7	188,0	- 0,5	934,1	4,6
1985	1 057,6	4,1	121,4	14,4	735,3	4,6	322,3	2,9	196,1	4,3	983,0	5,2
1986	1 115,9	5,5	105,8	- 12,9	790,8	7,5	325,1	0,9	218,8	11,6	1 002,9	2,0
1987	1 154,5	3,5	111,5	5,4	821,1	3,8	333,5	2,6	209,6	- 4,2	1 056,4	5,3
1988	1 177,7	2,0	116,3	4,3	841,6	2,5	336,1	0,8	217,4	3,7	1 076,6	1,9
1989	1 220,4	3,6	119,8	3,0	876,9	4,2	343,5	2,2	231,6	6,5	1 108,6	3,0
1990	1 233,5	1,1	124,1	3,6	874,9	- 0,2	358,6	4,4	224,9	- 2,9	1 132,6	2,2
1991	1 235,3	0,1	120,2	- 3,1	868,6	- 0,7	366,7	2,3	209,3	- 6,9	1 146,2	1,2
1992	1 217,0	- 1,5	124,7	3,7	853,4	- 1,7	363,5	- 0,9	212,0	1,3	1 129,7	- 1,4
1993	1 221,6	0,4	124,4	- 0,2	860,2	0,8	361,4	- 0,6	195,4	- 7,8	1 150,5	1,8
1994	1 228,5	0,6	141,3	13,6	882,4	2,6	346,1	- 4,2	203,6	4,2	1 166,1	1,4
1995	1 245,7	1,4	149,1	5,5	896,4	1,6	349,3	0,9	215,1	5,6	1 179,7	1,2
1996	1 238,1	- 0,6	157,6	5,7	893,4	- 0,3	344,8	- 1,3	203,0	- 5,6	1 192,7	1,1
1997	1 257,6	1,6	164,8	4,6	912,1	2,1	345,5	0,2	220,5	8,6	1 201,9	0,8
1998	1 283,0	2,0	171,1	3,8	944,8	3,6	338,2	- 2,1	222,2	0,8	1 231,9	2,5
1999	1 317,6	2,7	175,3	2,5	958,5	1,5	359,1	6,2	232,0	4,4	1 260,9	2,4
2000	1 371,5	4,1	171,2	- 2,3	978,0	2,0	393,5	9,6	234,0	0,9	1 308,8	3,8
2001	1 418,9	3,5	147,3	- 14,0	1 002,0	2,5	417,0	6,0	226,8	- 3,1	1 339,5	2,3
2002	1 480,4	4,3	158,9	7,9	1 042,1	4,0	438,3	5,1	231,0	1,9	1 408,3	5,1
2003	1 520,6	2,7	167,8	5,6	1 063,5	2,1	457,2	4,3	229,0	- 0,9	1 459,4	3,6
2004	1 561,9	2,7	163,0	- 2,9	1 095,4	3,0	466,5	2,0	220,9	- 3,5	1 504,0	3,1
Valeur minimale	830,6	...	68,5	...	574,9	...	255,7	...	175,3	...	704,7	...
Valeur maximale	1 561,9	...	175,3	...	1 095,4	...	466,5	...	234,0	...	1 504,0	...
Écart max.-min.	731,3	...	106,8	...	520,5	...	210,8	...	58,7	...	799,3	...

Annexe 5.3

Emploi selon le lien d'emploi, le secteur d'appartenance et l'industrie, hommes, Québec, 1976-2004

	Lien d'emploi				Secteur d'appartenance				Industrie			
	Employé		Autonome		Privé		Public		Biens		Services	
	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	1 457,3	...	187,0	...	1 111,9	...	345,4	...	700,0	...	944,3	...
1977	1 443,7	- 0,9	185,9	- 0,6	1 095,3	- 1,5	348,4	0,9	675,8	- 3,5	953,8	1,0
1978	1 440,0	- 0,3	192,2	3,4	1 081,3	- 1,3	358,7	3,0	670,1	- 0,8	962,1	0,9
1979	1 483,4	3,0	200,5	4,3	1 122,5	3,8	360,9	0,6	673,3	0,5	1 010,6	5,0
1980	1 497,8	1,0	207,3	3,4	1 121,7	- 0,1	376,1	4,2	685,6	1,8	1 019,4	0,9
1981	1 476,5	- 1,4	222,0	7,1	1 101,0	- 1,8	375,5	- 0,2	666,1	- 2,8	1 032,5	1,3
1982	1 355,5	- 8,2	235,2	5,9	996,7	- 9,5	358,8	- 4,4	601,6	- 9,7	989,1	- 4,2
1983	1 364,8	0,7	236,8	0,7	1 005,8	0,9	358,9	0,0	598,9	- 0,4	1 002,6	1,4
1984	1 404,2	2,9	236,1	- 0,3	1 056,3	5,0	348,0	- 3,0	623,7	4,1	1 016,6	1,4
1985	1 396,4	- 0,6	262,7	11,3	1 053,7	- 0,2	342,7	- 1,5	632,5	1,4	1 026,5	1,0
1986	1 438,9	3,0	268,6	2,2	1 103,0	4,7	336,0	- 2,0	643,3	1,7	1 064,2	3,7
1987	1 470,1	2,2	281,1	4,7	1 129,4	2,4	340,7	1,4	669,4	4,1	1 081,8	1,7
1988	1 491,4	1,4	293,4	4,4	1 164,5	3,1	326,9	- 4,1	693,6	3,6	1 091,2	0,9
1989	1 499,3	0,5	282,8	- 3,6	1 175,2	0,9	324,1	- 0,9	697,3	0,5	1 084,8	- 0,6
1990	1 493,1	- 0,4	289,2	2,3	1 176,2	0,1	316,9	- 2,2	695,4	- 0,3	1 086,9	0,2
1991	1 422,1	- 4,8	304,0	5,1	1 120,5	- 4,7	301,6	- 4,8	642,9	- 7,5	1 083,2	- 0,3
1992	1 389,3	- 2,3	302,9	- 0,4	1 080,2	- 3,6	309,0	2,5	605,8	- 5,8	1 086,4	0,3
1993	1 369,7	- 1,4	310,4	2,5	1 063,6	- 1,5	306,1	- 0,9	603,2	- 0,4	1 076,9	- 0,9
1994	1 438,0	5,0	278,1	- 10,4	1 127,1	6,0	310,9	1,6	625,5	3,7	1 090,6	1,3
1995	1 426,9	- 0,8	300,5	8,1	1 140,7	1,2	286,3	- 7,9	624,0	- 0,2	1 103,4	1,2
1996	1 405,6	- 1,5	315,5	5,0	1 133,1	- 0,7	272,4	- 4,9	614,9	- 1,5	1 106,2	0,3
1997	1 414,8	0,7	325,2	3,1	1 137,4	0,4	277,4	1,8	617,4	0,4	1 122,6	1,5
1998	1 460,3	3,2	328,5	1,0	1 189,8	4,6	270,5	- 2,5	645,3	4,5	1 143,6	1,9
1999	1 490,0	2,0	337,2	2,6	1 218,3	2,4	271,8	0,5	659,0	2,1	1 168,2	2,2
2000	1 534,1	3,0	325,4	- 3,5	1 245,1	2,2	289,0	6,3	667,1	1,2	1 192,4	2,1
2001	1 563,0	1,9	311,0	- 4,4	1 259,1	1,1	303,9	5,2	662,6	- 0,7	1 211,5	1,6
2002	1 621,3	3,7	307,3	- 1,2	1 312,6	4,2	308,7	1,6	703,9	6,2	1 224,8	1,1
2003	1 621,4	0,0	315,4	2,6	1 315,1	0,2	306,2	- 0,8	690,0	- 2,0	1 246,7	1,8
2004	1 639,7	1,1	321,3	1,9	1 335,2	1,5	304,5	- 0,6	692,3	0,3	1 268,7	1,8
Valeur minimale	1 355,5	...	185,9	...	996,7	...	270,5	...	598,9	...	944,3	...
Valeur maximale	1 639,7	...	337,2	...	1 335,2	...	376,1	...	703,9	...	1 268,7	...
Écart max.-min.	284,2	...	151,3	...	338,5	...	105,6	...	105,0	...	324,4	...

Annexe 6.1

Nombre de personnes en chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004

	Ensemble		Femmes		Hommes	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%
1976	242,1	...	97,1	...	145,0	...
1977	296,0	22,3	120,6	24,2	175,4	21,0
1978	321,5	8,6	131,6	9,1	189,9	8,3
1979	290,6	- 9,6	124,9	- 5,1	165,7	- 12,7
1980	306,6	5,5	128,6	3,0	178,0	7,4
1981	328,8	7,2	140,0	8,9	188,8	6,1
1982	429,4	30,6	170,9	22,1	258,5	36,9
1983	443,4	3,3	176,8	3,5	266,7	3,2
1984	415,9	- 6,2	172,7	- 2,3	243,2	- 8,8
1985	399,0	- 4,1	162,5	- 5,9	236,5	- 2,8
1986	365,3	- 8,4	159,1	- 2,1	206,1	- 12,9
1987	344,0	- 5,8	148,7	- 6,5	195,3	- 5,2
1988	324,8	- 5,6	147,6	- 0,7	177,2	- 9,3
1989	334,3	2,9	144,2	- 2,3	190,2	7,3
1990	366,7	9,7	161,3	11,9	205,3	7,9
1991	427,1	16,5	178,4	10,6	248,6	21,1
1992	444,2	4,0	180,9	1,4	263,3	5,9
1993	465,9	4,9	191,6	5,9	274,3	4,2
1994	438,0	- 6,0	178,2	- 7,0	259,8	- 5,3
1995	409,7	- 6,5	174,5	- 2,1	235,1	- 9,5
1996	427,9	4,4	178,6	2,3	249,3	6,0
1997	413,1	- 3,5	172,7	- 3,3	240,4	- 3,6
1998	379,2	- 8,2	167,0	- 3,3	212,1	- 11,8
1999	343,3	- 9,5	146,7	- 12,2	196,6	- 7,3
2000	314,8	- 8,3	137,5	- 6,3	177,3	- 9,8
2001	332,1	5,5	146,1	6,3	186,0	4,9
2002	339,7	2,3	144,1	- 1,4	195,6	5,2
2003	365,8	7,7	156,7	8,7	209,1	6,9
2004	341,5	- 6,6	145,1	- 7,4	196,4	- 6,1
Valeur minimale	242,1	...	97,1	...	145,0	...
Valeur maximale	465,9	...	191,6	...	274,3	...
Écart max.-min.	223,8	...	94,5	...	129,3	...

Annexe 6.2

Taux de chômage selon le sexe, Québec, 1976-2004

	Ensemble	Femmes	Hommes	Écart
	%	%	%	Points de %
1976	8,7	9,7	8,1	- 1,6
1977	10,4	11,5	9,7	- 1,8
1978	11,0	12,0	10,4	- 1,6
1979	9,7	11,0	9,0	- 2,0
1980	10,0	10,9	9,5	- 1,4
1981	10,5	11,4	10,0	- 1,4
1982	14,0	14,0	14,0	0,0
1983	14,2	14,0	14,3	0,3
1984	13,1	13,3	12,9	- 0,4
1985	12,3	12,1	12,5	0,4
1986	11,1	11,5	10,8	- 0,7
1987	10,2	10,5	10,0	- 0,5
1988	9,5	10,2	9,0	- 1,2
1989	9,7	9,7	9,6	- 0,1
1990	10,5	10,6	10,3	- 0,3
1991	12,2	11,6	12,6	1,0
1992	12,8	11,9	13,5	1,6
1993	13,3	12,5	14,0	1,5
1994	12,4	11,5	13,1	1,6
1995	11,6	11,1	12,0	0,9
1996	12,1	11,3	12,7	1,4
1997	11,6	10,8	12,1	1,3
1998	10,5	10,3	10,6	0,3
1999	9,4	8,9	9,7	0,8
2000	8,5	8,2	8,7	0,5
2001	8,8	8,5	9,0	0,5
2002	8,7	8,1	9,2	1,1
2003	9,2	8,5	9,7	1,2
2004	8,5	7,8	9,1	1,3
Valeur minimale	8,5	7,8	8,1	...
Valeur maximale	14,2	14,0	14,3	...
Écart max.-min. (points de %)	5,7	6,2	6,2	...

Annexe 6.3

Taux d'activité selon le sexe, Québec, 1976-2004

	Ensemble	Femmes	Hommes	Écart
	%	%	%	Points de %
1976	58,8	41,4	76,7	35,3
1977	59,3	42,8	76,3	33,5
1978	60,0	44,3	76,3	32,0
1979	60,6	45,2	76,6	31,4
1980	61,4	46,4	77,1	30,7
1981	61,9	47,9	76,5	28,6
1982	60,4	47,0	74,4	27,4
1983	61,1	48,1	74,7	26,6
1984	61,7	49,1	74,8	25,7
1985	62,3	50,5	74,7	24,2
1986	62,9	51,5	74,8	23,3
1987	63,5	52,2	75,4	23,2
1988	63,8	52,7	75,3	22,6
1989	64,1	53,7	75,0	21,3
1990	64,3	54,3	74,7	20,4
1991	63,6	54,3	73,3	19,0
1992	62,5	53,5	72,0	18,5
1993	62,2	53,5	71,4	17,9
1994	62,3	53,5	71,6	18,1
1995	62,0	53,9	70,6	16,7
1996	61,8	53,7	70,2	16,5
1997	61,9	54,1	70,2	16,1
1998	62,4	54,7	70,4	15,7
1999	62,7	55,0	70,7	15,7
2000	63,1	56,0	70,6	14,6
2001	63,5	56,6	70,7	14,1
2002	65,2	58,4	72,2	13,8
2003	66,0	59,9	72,3	12,4
2004	65,9	60,1	71,9	11,8
Valeur minimale	58,8	41,4	70,2	...
Valeur maximale	66,0	60,1	77,1	...
Écart max.-min. (points de %)	7,2	18,7	6,9	...

Annexe 6.4

Taux d'emploi selon le sexe, Québec, 1976-2004

	Ensemble	Femmes	Hommes	Écart
	%	%	%	Points de %
1976	53,7	37,4	70,5	33,1
1977	53,1	37,9	68,9	31,0
1978	53,4	39,0	68,4	29,4
1979	54,7	40,2	69,7	29,5
1980	55,3	41,3	69,8	28,5
1981	55,4	42,4	68,9	26,5
1982	51,9	40,4	64,0	23,6
1983	52,4	41,4	64,0	22,6
1984	53,6	42,6	65,1	22,5
1985	54,6	44,4	65,4	21,0
1986	55,9	45,6	66,7	21,1
1987	57,0	46,7	67,8	21,1
1988	57,7	47,3	68,5	21,2
1989	57,9	48,5	67,8	19,3
1990	57,5	48,5	67,0	18,5
1991	55,9	48,0	64,1	16,1
1992	54,5	47,1	62,3	15,2
1993	53,9	46,9	61,4	14,5
1994	54,6	47,3	62,2	14,9
1995	54,8	47,9	62,1	14,2
1996	54,3	47,6	61,4	13,8
1997	54,8	48,2	61,6	13,4
1998	55,9	49,1	62,9	13,8
1999	56,8	50,1	63,8	13,7
2000	57,8	51,4	64,4	13,0
2001	57,9	51,8	64,3	12,5
2002	59,5	53,7	65,5	11,8
2003	59,9	54,8	65,2	10,4
2004	60,3	55,5	65,3	9,8
Valeur minimale	51,9	37,4	61,4	...
Valeur maximale	60,3	55,5	70,5	...
Écart max.-min. (points de %)	8,4	18,1	9,1	...

Annexe 6.5

Nombre de personnes en chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

	15 à 24 ans		25 à 44 ans		45 à 54 ans		55 ans et plus	
	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance	Niveau	Taux de croissance
	k	%	k	%	k	%	k	%
1976	118,9	...	84,7	...	24,5	...	14,0	...
1977	138,3	16,3	110,4	30,3	28,7	17,1	18,6	32,9
1978	142,1	2,7	122,6	11,1	35,1	22,3	21,7	16,7
1979	131,0	- 7,8	112,9	- 7,9	30,1	- 14,2	16,6	- 23,5
1980	139,2	6,3	115,2	2,0	34,6	15,0	17,6	6,0
1981	139,3	0,1	138,0	19,8	33,8	- 2,3	17,7	0,6
1982	171,9	23,4	191,8	39,0	40,7	20,4	25,0	41,2
1983	167,7	- 2,4	203,0	5,8	44,0	8,1	28,8	15,2
1984	143,7	- 14,3	200,6	- 1,2	44,5	1,1	27,1	- 5,9
1985	128,6	- 10,5	198,3	- 1,1	42,1	- 5,4	29,9	10,3
1986	117,3	- 8,8	183,0	- 7,7	38,5	- 8,6	26,4	- 11,7
1987	100,8	- 14,1	178,9	- 2,2	40,8	6,0	23,5	- 11,0
1988	88,3	- 12,4	175,4	- 2,0	39,2	- 3,9	22,0	- 6,4
1989	87,1	- 1,4	185,0	5,5	38,4	- 2,0	23,8	8,2
1990	93,3	7,1	197,5	6,8	52,1	35,7	23,7	- 0,4
1991	110,1	18,0	228,8	15,8	58,3	11,9	29,8	25,7
1992	102,8	- 6,6	241,0	5,3	66,2	13,6	34,2	14,8
1993	105,9	3,0	244,7	1,5	78,0	17,8	37,2	8,8
1994	96,3	- 9,1	232,6	- 4,9	73,0	- 6,4	36,0	- 3,2
1995	90,8	- 5,7	215,9	- 7,2	69,5	- 4,8	33,5	- 6,9
1996	102,1	12,4	220,7	2,2	76,3	9,8	28,9	- 13,7
1997	104,4	2,3	209,6	- 5,0	68,5	- 10,2	30,6	5,9
1998	97,3	- 6,8	185,3	- 11,6	65,4	- 4,5	31,3	2,3
1999	91,5	- 6,0	158,7	- 14,4	65,0	- 0,6	28,1	- 10,2
2000	82,1	- 10,3	144,4	- 9,0	62,1	- 4,5	26,2	- 6,8
2001	83,2	1,3	153,7	6,4	64,5	3,9	30,6	16,8
2002	87,4	5,0	150,6	- 2,0	66,6	3,3	35,1	14,7
2003	92,8	6,2	162,9	8,2	70,5	5,9	39,6	12,8
2004	92,7	- 0,1	149,9	- 8,0	62,9	- 10,8	36,1	- 8,8
Valeur minimale	82,1	...	84,7	...	24,5	...	14,0	...
Valeur maximale	171,9	...	244,7	...	78,0	...	39,6	...
Écart max.-min.	89,8	...	160,0	...	53,5	...	25,6	...

Annexe 6.6

Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi selon le groupe d'âge, Québec, 1976-2004

	15 à 24 ans			25 à 44 ans			45 à 54 ans			55 ans et plus		
	Taux de chômage	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage	Taux d'activité	Taux d'emploi	Taux de chômage	Taux d'activité	Taux d'emploi
	%											
1976	15,2	59,8	50,7	6,6	71,7	67,0	5,6	64,2	60,6	5,0	29,3	27,8
1977	17,5	60,4	49,8	8,2	73,0	67,0	6,5	64,9	60,7	6,7	28,4	26,5
1978	17,7	61,4	50,5	8,9	74,1	67,6	7,9	64,8	59,7	7,5	28,8	26,6
1979	16,0	62,7	52,6	7,9	74,9	68,9	6,7	65,9	61,5	5,7	28,1	26,5
1980	16,7	64,1	53,4	7,8	75,6	69,6	7,6	67,2	62,1	5,9	28,3	26,7
1981	17,0	63,9	53,0	9,0	77,2	70,3	7,3	68,1	63,1	5,9	27,6	26,0
1982	22,6	60,9	47,2	12,4	76,0	66,6	8,9	67,8	61,8	8,4	26,6	24,3
1983	22,3	62,3	48,4	12,6	76,9	67,2	9,6	68,1	61,6	9,5	26,6	24,1
1984	19,5	63,1	50,8	11,9	78,3	69,0	9,7	67,9	61,3	9,0	25,9	23,6
1985	17,9	63,6	52,2	11,3	79,7	70,6	9,0	69,2	63,0	10,0	25,2	22,7
1986	16,4	65,4	54,7	10,1	80,8	72,7	8,1	69,5	63,9	9,1	23,8	21,6
1987	14,5	66,0	56,4	9,6	81,4	73,6	8,1	72,2	66,4	7,9	23,7	21,9
1988	13,0	67,2	58,4	9,2	81,5	74,0	7,4	73,1	67,7	7,4	23,3	21,5
1989	13,2	67,3	58,4	9,5	82,4	74,6	7,0	73,4	68,2	8,0	23,0	21,1
1990	14,7	66,2	56,4	9,9	83,6	75,4	9,1	73,2	66,5	7,8	22,7	21,0
1991	18,1	64,2	52,5	11,5	82,6	73,1	9,4	76,0	68,9	10,0	22,0	19,8
1992	17,9	61,2	50,2	12,3	81,6	71,6	10,3	75,4	67,6	11,4	21,8	19,3
1993	18,9	59,5	48,2	12,5	81,9	71,7	11,6	75,8	67,0	12,6	21,4	18,7
1994	16,9	60,4	50,2	11,9	82,0	72,2	10,5	76,0	68,1	12,0	21,4	18,8
1995	16,2	58,9	49,4	11,1	82,1	73,0	9,5	77,3	70,0	11,5	20,5	18,1
1996	18,5	57,5	46,8	11,4	82,6	73,3	10,1	76,8	69,0	9,7	20,6	18,6
1997	19,4	55,9	45,1	10,8	83,7	74,7	8,9	76,8	70,0	9,6	21,5	19,4
1998	17,5	57,6	47,5	9,6	84,0	75,9	8,1	78,2	71,8	9,5	21,8	19,8
1999	15,7	59,9	50,4	8,3	84,5	77,5	7,8	79,0	72,8	8,5	21,4	19,6
2000	13,8	61,3	52,8	7,6	85,1	78,7	7,2	79,6	73,9	7,4	22,1	20,5
2001	13,7	62,7	54,2	8,1	85,4	78,5	7,2	81,0	75,2	8,3	22,5	20,6
2002	13,6	66,4	57,3	7,9	86,6	80,0	7,1	83,0	77,2	8,5	24,4	22,3
2003	14,2	68,3	58,6	8,5	87,2	79,7	7,3	83,6	77,6	8,5	26,5	24,3
2004	14,4	67,6	57,9	7,9	87,4	80,6	6,4	83,6	78,3	7,3	27,5	25,5
Valeur minimale	13,0	55,9	45,1	6,6	71,7	66,6	5,6	64,2	59,7	5,0	20,5	18,1
Valeur maximale	22,6	68,3	58,6	12,6	87,4	80,6	11,6	83,8	78,3	12,6	29,3	27,8
Écart max.-min. (pts de %)	9,6	12,4	13,5	6,0	15,7	14,0	6,0	19,6	18,6	7,6	8,8	9,7

TERMES GÉNÉRAUX

Administration québécoise

Fonction publique québécoise, réseau de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que le réseau de la santé et des services sociaux.

Chômage de longue durée

Nombre de personnes en chômage depuis au moins 52 semaines.

Chômeurs

Nombre de personnes disponibles pour travailler qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Cumul d'emplois

Nombre de personnes qui ont plus d'un emploi.

Durée du chômage

Nombre de semaines consécutives pendant lesquelles une personne demeure au chômage.

Emploi

Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés et les travailleurs autonomes (incluant les travailleurs familiaux non rémunérés).

Employé

Personne qui travaille pour un employeur dans le secteur public ou privé.

Population active

Nombre de personnes civiles de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Population en âge de travailler

Nombre de personnes civiles de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve.

Population inactive

Nombre de personnes civiles de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont ni en emploi ni en chômage.

Taux d'activité

Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi

Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage

Nombre de personnes en chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Travailleurs autonomes

Cette catégorie de travailleurs inclut les propriétaires actifs d'une entreprise, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel constitué ou non en société, avec ou sans employés et les personnes qui travaillent sans rémunération dans une entreprise, une exploitation agricole ou un bureau professionnel, pour un parent qui en est propriétaire ou exploitant et qui occupe le même logement.

TERMES RELATIFS AUX VARIABLES D'ANALYSE

NIVEAU D'ÉTUDES

Sans diplôme d'études secondaires

Personnes n'ayant pas obtenu un diplôme d'études secondaires.

Diplôme d'études secondaires

Personnes ayant obtenu un diplôme d'études secondaires.

Postsecondaire

Personnes ayant complété ou non une formation en vue de l'obtention d'un certificat (incluant un certificat de métiers) ou d'un diplôme d'un établissement d'enseignement postsecondaire. Cela comprend une école de métiers, une période d'apprentissage, un collège communautaire, un cégep, une école de sciences infirmières, etc. Sont également incluses les personnes qui ont obtenu un certificat universitaire de niveau inférieur au baccalauréat.

Universitaire

Personnes ayant obtenu au moins un baccalauréat à l'université.

SECTEUR D'APPARTENANCE

Public

Administrations municipale, provinciale et fédérale, organismes publics, sociétés d'État ainsi que les autres institutions gouvernementales comme les écoles (incluant les universités) ou les hôpitaux.

Privé

Toute autre organisation ne faisant pas partie du secteur public.

INDUSTRIE

Industries des biens

Comprend les secteurs suivants : primaire, services publics, construction, fabrication.

Industries des services

Comprend les secteurs suivants : commerce; transport et entreposage; finance, assurances, immobilier et location; services professionnels, scientifiques et techniques; services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien; services d'enseignement; soins de santé et assistance sociale; information, culture et loisirs; hébergement et services de restauration; autres services; administrations publiques.

LISTE DES PLUS RÉCENTES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

Conditions de vie

- Données sociales du Québec, édition 2005
  - Parution : juin 2005 • Prix : 25,95 $ + TPS
- Données sociodémographiques en bref, 3 parutions par année
  - Distribution gratuite
- La violence conjugale envers les hommes et les femmes, au Québec et au Canada, 1999
  - Parution : novembre 2003 • Prix : 25,95 $ + TPS
- Portrait social du Québec. Données et analyses, édition 2001
  - Parution : novembre 2001 • Prix : 54,95 $ + TPS
- Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain. Volume I
  - Parution : juin 2004 • Prix : 27,95 $ + TPS

Culture et communications

- État des lieux du livre et des bibliothèques
  - Parution : septembre 2004 • Prix : 29,95 $ + TPS
- Statistiques en bref
  - Distribution gratuite
- Statistiques principales de la culture et des communications au Québec, édition 2005
  - Parution : juillet 2005 • Prix : 19,95 $ + TPS
- Statistiques sur l'industrie du film, édition 2004
  - Parution : août 2004 • Prix : 18,95 $ + TPS
- Statistiques sur l'industrie du film, édition 2004 (Annexe statistique)
  - Parution : août 2004 • Prix : 18,95 $ + TPS + TVQ
- Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec 2004
  - Parution : novembre 2003 • Prix : 19,95 $ + TPS

Démographie

- Cédérom « Perspectives démographiques du Québec 1996-2041. Régions administratives, régions métropolitaines et municipalités régionales de comté, édition 2000 »
  - Parution : juillet 2000 • Prix : 150 $ + TPS + TVQ
- La situation démographique au Québec, bilan 2004. La diffusion des naissances hors mariage, 1950-2003
  - Parution : décembre 2004 • Prix : 34,95 $ + TPS

Documents de référence

- Le Québec chiffres en main, édition 2005
- Québec Handy Numbers, 2005 edition
- Québec cifras en mano, edición de 2005
  - Prix : 1,00 $ + TPS
  - Remise sur quantité : 10 à 30 exemplaires : 20 %
    31 à 50 exemplaires : 30 %
    51 exemplaires et plus : 40 %
- Le Québec statistique, édition 2002
  - Parution : juillet 2002 • Prix : 64,95 $ + TPS (cédérom inclus)
- Modifications aux municipalités du Québec, bulletin mensuel
  - Parution : mensuelle

Économie

- Cédérom « Investissements privés et publics, Québec et ses régions. Données réelles 1976-1997 »
  - Parution : octobre 2001 • Prix : 125 $ + TPS + TVQ
- Commerce international de marchandises du Québec, bulletin trimestriel
  - Distribution gratuite
- Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2004
  - Parution : mars 2005 • Prix : 21,95 $ + TPS
- Comptes économiques du Québec, publication trimestrielle
  - Prix : 65,50 $ / 4 nos + TPS + TVQ 20,50 $ / l'unité + TPS + TVQ
- Industries manufacturières du Québec, 1996-2001
  - Parution : avril 2002 • Prix : 14,95 $ + TPS
- Investissements privés et publics, Québec et ses régions. Perspectives révisées 2003
  - Parution : février 2004 • Prix : 29,95 $ + TPS
- L'Écostat, revue trimestrielle
  - Prix : 125 $ / 4 nos + TPS + TVQ 35 $ / l'unité + TPS + TVQ
- Le Québec dans le monde. Statistiques socioéconomiques. Mai 2005
  - Parution : juin 2005 • Distribution gratuite
- Produit intérieur brut par industrie au Québec, publication mensuelle
  - Prix : 110 $ / 12 nos + TPS + TVQ (format papier et disquette)
    75 $ / 12 nos + TPS + TVQ (format papier ou disquette)
    6,25 $ / l'unité + TPS + TVQ (format papier)
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, édition 2004
  - Parution : janvier 2005 • Prix : 13,95 $ + TPS
- Revenu personnel selon les régions administratives, les régions métropolitaines de recensement et les municipalités régionales de comté, édition 2003
  - Parution : mars 2003 • Prix : 10,95 $ + TPS
- Stat-Express, bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels
  - Distribution gratuite et distribution par courrier électronique

Économie du savoir

- Indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec. Compendium, édition 2005
  - Parution : juillet 2005 • Prix: 21,95$ + TPS
- S@voir.stat – Bulletin de l'économie du savoir, trimestriel
  - Distribution gratuite

Santé et bien-être

- Connaître, débattre et décider : la contribution d'une Enquête socioéconomique et de santé intégrée longitudinale – ESSIL
  - Parution : août 2005 • Distribution gratuite
- Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec, 1998-1999

  Volume 1
  - Parution : mars 2001 • Prix: 25,95$ + TPS

  Volume 2
  - Parution : octobre 2003 • Prix: 25,95$ + TPS
- Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois 1999
  - Parution : mai 2002 • Prix: 49,95$ + TPS
- Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois. Volet nutrition
  - Parution : novembre 2004 • Prix: 25,95$ + TPS
- Grandir en qualité 2003. Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs
  - Parution : juin 2004 • Prix: 49,95$ + TPS
- L'alcool, les drogues, le jeu : les jeunes sont-ils preneurs? Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire (2000) – Volume 2
  - Parution : octobre 2002 • Prix: 21,95$ + TPS
- La violence envers les conjointes dans les couples québécois, 1998
  - Parution : juillet 2003 • Prix: 25,95$ + TPS
- L'incapacité dans les familles québécoises. Composition et conditions de vie des familles, santé et bien-être des proches
  - Parution : juin 2004 • Distribution gratuite
- Où en sont les jeunes face au tabac, à l'alcool, aux drogues et au jeu? Enquête québécoise sur le tabagisme chez les élèves du secondaire (2002)
  - Parution : novembre 2003 • Prix: 31,95$ + TPS
- Variation des écarts de l'état de santé en fonction du revenu au Québec de 1987 à 1998
  - Parution : octobre 2003 • Prix: 18,95$ + TPS

Travail et rémunération

- Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait historique des principaux indicateurs du marché du travail – Deuxième édition révisée et mise à jour – Volume 1, numéro 1
  - Parution : septembre 2005 • Prix: 21,95$ + TPS
- Enquête sur la rémunération globale. Municipalités locales de 10 000 et plus de population 2001
  - Parution : juin 2002 • Prix: 24,95$ + TPS (cédérom inclus)
- Étude de la durée du travail réelle au Québec en 2002. Résultats selon les caractéristiques de l'employé, de l'emploi et du milieu de travail
  - Parution : septembre 2003 • Prix: 27,95$ + TPS
- Étude sur les ajustements relatifs à l'équité salariale. Établissements de 200 employés et plus au Québec
  - Parution : juin 2005 • Prix: 21,95$ + TPS
- Flash-info, bulletin trimestriel
  - Distribution gratuite
- Les régimes complémentaires de retraite : concepts et données générales
  - Parution : avril 2005 • Distribution gratuite
- Rémunération des salariés. État et évolution comparés, 2004
  - Parution : novembre 2004 • Prix: 37,95$ + TPS
- Brochure sur les faits saillants du rapport « Rémunération des salariés. État et évolution comparés, 2004 »
  - Parution : novembre 2004 • Distribution gratuite
- Rémunération des salariés. Étude de sensibilité. Effet d'un mode de collecte allégé introduit dans l'ERG 2004
  - Parution : septembre 2004 • Distribution gratuite
- Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec en 2004
  - Parution : février 2005 • Distribution gratuite

Les publications qui ont été publiées au cours des années antérieures sont toujours offertes à l'Institut ou aux Publications du Québec.

Institut de la statistique
Québec

Bon de commande

À remplir en lettres moulées SVP

Nom : _____

Fonction/direction/service : _____

Organisme/entreprise : _____

_____

Adresse : _____

_____

Municipalité : _____

Province : _____ Code postal : _____

Téléphone : ( ) _____ Courriel : _____

Télécopieur : ( ) _____ Site Web : _____

Titre : _____

_____

			Quantité	**Total**
S'il y a lieu, préciser le type d'abonnement :	mensuel ☐	trimestriel ☐		$
		à l'unité		$
			Sous total	$
			+ TPS (7 %)	$
			+ TVQ (7,5 %) **S'il y a lieu (voir liste)**	$
			Total	$

Retourner à :

Institut de la statistique du Québec
Centre d'information et de documentation
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4

Télécopieur : (418) 643-4129

L'*Annuaire québécois des statistiques du travail* a pour objectif de présenter un portrait détaillé et actuel de l'état du marché du travail ainsi que des conditions et de la dynamique du travail au Québec, à raison de deux numéros par année. Ce premier volume porte sur une analyse historique de plus d'une trentaine d'indicateurs, couvrant en général la période 1976-2004. Les volumes suivants seront consacrés à la mise à jour annuelle des indicateurs et ils présenteront, à l'occasion, de nouveaux éléments d'analyse.

Tandis que le deuxième numéro de ce volume sera consacré aux conditions et à la dynamique du travail, la présente publication traite des principaux indicateurs du marché du travail. Parmi les thèmes développés se trouvent la population en âge de travailler, la population active, l'emploi et le chômage. Selon les éléments étudiés, diverses ventilations sont effectuées notamment en regard des caractéristiques des personnes (sexe, âge et niveau d'études), du régime de travail (temps plein ou temps partiel) et du lien d'emploi (employés ou travailleurs autonomes).

L'*Annuaire québécois des statistiques du travail* est une nouvelle publication de l'Institut de la statistique du Québec. Il constitue un complément important à ses travaux propres au domaine de la statistique du travail. Il répond aux besoins de ceux qui veulent disposer d'une lecture à jour de l'état et de l'évolution du marché du travail québécois et des conditions de travail en offrant, deux fois l'an, de l'information détaillée et pertinente dans ce domaine.

L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général.

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I 13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

ISSN-1712-3267

21,95 $

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Imprimé au Québec, Canada

Institut de la statistique
Québec